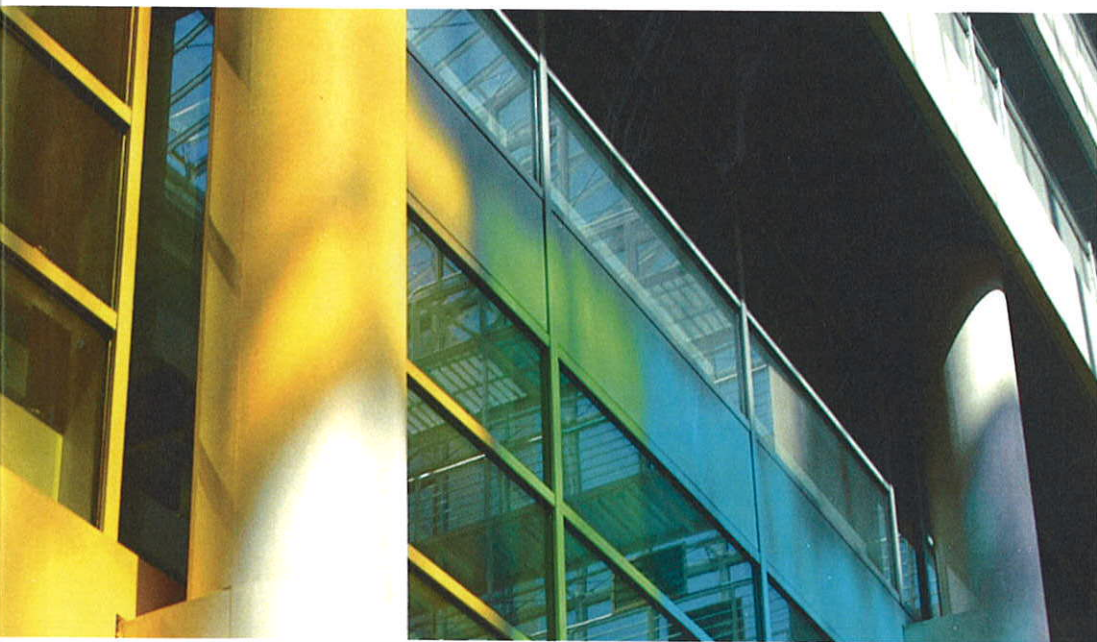


Mélanges

à l'occasion du 40^e anniversaire
du Département de science politique



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Département de science politique

Mélanges

à l'occasion du 40ème anniversaire du

Département de Science politique

Département de Science politique
Faculté des Sciences économiques et sociales
Université de Genève
Mai 2010

Préface

A l'occasion des quarante ans d'existence du Département de science politique, mes collègues m'ont demandé si je voulais bien m'occuper d'une publication qui marquerait cet anniversaire. C'est avec plaisir que j'ai accepté, essentiellement pour marquer ma reconnaissance envers une institution qui a été si importante dans ma vie et pour témoigner mon amitié et mon affection à toutes celles et ceux, collaboratrices et collaborateurs, qui ont fait vivre le Département et continuent d'animer, de donner une âme à ce lieu si vivant et si fécond d'enseignement et de recherche.

Pour bien mériter leur nom, ces *Mélanges* ont privilégié la diversité: des personnes, des horizons et des parcours, des styles. Le lecteur trouvera donc une vivante évocation du passé du Département, sa situation présente, le texte de la conférence de Stefano Bartolini prononcée au Congrès de l'ASSP des 7 et 8 janvier 2010, le compte-rendu de la table ronde à ce même Congrès, divers témoignages d'anciens enseignants qui sont maintenant à la retraite ou qui ont migré vers d'autres universités. Ces *Mélanges* ne prétendent à aucune représentativité ni exhaustivité; ils veulent juste suggérer quelques facettes de la grande richesse qui a caractérisé le Département de science politique de sa fondation jusqu'à aujourd'hui.

Au moment où de grandes mutations s'annoncent, ces *Mélanges* doivent être considérés comme des mots d'encouragement pour aller de l'avant, pour affronter les tâches très exigeantes que l'avenir réserve au Département. Bonne route !

William Ossipow, professeur honoraire

PASSÉ / PRÉSENT / AVENIR

Origines et avenir du Département de Science politique

Dusan Sidjanski*

Monsieur le Recteur,

Monsieur le Directeur, cher Pascal,

Chers Collègues, chers assistants et étudiants,

Chers amis,

C'est avec une vive émotion que je m'adresse à vous à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de la fondation du Département de science politique en 1969. J'aimerais vous dire quelques mots sur l'histoire du Département de science politique, histoire qui est aussi la mienne. Depuis sa création, le développement du Département a été remarquable, ce dont je suis très fier. De surcroît, j'éprouve un contentement certain à la vue de nombreux collègues, des assistants et des étudiants de ce Département et des collègues d'autres universités de Suisse, membres de l'Association suisse de science politique. On m'a assigné 7 à 8 minutes pour 40 ans, ce n'est pas facile de résumer en quelques minutes tout ce que nous avons vécu.

En premier lieu, je voudrais esquisser brièvement la préhistoire du Département, d'autant que les origines du Département ont été décrites sur une cinquantaine de pages dans l'ouvrage qui vient d'être mentionné, c'est l'ouvrage de nos collègues Gottraux, Schorderet et Voutat¹. Je les remercie d'autant plus que cette étude, œuvre de collègues de Lausanne, retrace fort bien et de manière objective cette histoire et met en lumière les combats que nous avons dû livrer à cette époque-là. Toute innovation se heurte au conservatisme universitaire; le soutien que m'a apporté la Faculté des Sciences économiques et sociales mérite toute ma reconnaissance.

Tout commence par une thèse de privat-docent que je présente à la Faculté, et qui a trois parties : l'intégration européenne vue sous l'angle de la science politique en tant qu'institution supranationale (Paul Guggenheim); la deuxième partie analyse la substance de la Communauté économique européenne, à savoir le Marché commun

¹ Gottraux, P., Schorderet, P.-A., Voutat, B. (2000). *La science politique suisse à l'épreuve de son histoire. Genèse, émergence et institutionnalisation d'une discipline scientifique*. Lausanne : Ed. Réalités Sociales, 413 p.

* Professeur honoraire, Président d'honneur du Centre européen de la culture, Conseiller spécial du Président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

Ce texte est une version retravaillée de l'allocution prononcée à Genève le 7 janvier 2010 lors du Congrès de l'Association Suisse de Science Politique.

(Jacques L'Huillier); la troisième partie est une étude des partis politiques face à l'intégration européenne, étude portant sur leurs prises de position et leurs votes lors des ratifications des Traités de Rome par les Parlements des Six Etats signataires (Jean Meynaud). C'est la rencontre avec Jean Meynaud qui était un des piliers de la science politique en Suisse et le début d'une riche collaboration. Professeur à l'Université de Lausanne, il a été appelé à Genève par Jacques Freymond, Directeur de l'Institut universitaire de Hautes études internationales (IUHEI), puis a été nommé Professeur de science politique dans notre Université. Occupant ces trois postes stratégiques, Jean Meynaud était en bonne position pour lancer toute une série d'initiatives et de nombreuses recherches sur la Suisse et sur les groupes de pression. Il a été un pionnier dans le domaine de la science politique. Il était par ailleurs un précurseur de la collaboration entre les Universités et les enseignants de Genève et de Lausanne. Dans un sens, je l'ai détourné de la ligne de recherche qui portait surtout sur les groupes de pression au plan national français et plus tard suisse aussi. Je lui ai proposé d'ajouter une dimension européenne aux études qu'il faisait. La suite est connue. Elle consiste en une étroite et amicale collaboration qui a donné lieu à la publication de cinq ouvrages².

Un des ouvrages était intitulé "L'Europe des Affaires". Or, à l'époque, le Doyen Terrier avait beaucoup de peine à comprendre ce qu'était la science politique. Le jour après avoir reçu un exemplaire de notre livre, il m'a convoqué pour m'annoncer avec satisfaction : "Ah, enfin, j'ai compris ce qu'est la science politique". C'étaient plutôt les "affaires" que la science politique qui ont contribué à la compréhension. Toujours est-il que cela nous a permis d'avancer, de préparer les esprits. Cette ouverture du Doyen m'a permis de poursuivre un objectif à la fois personnel et institutionnel qui a abouti à la création du Département.

Le brusque départ de Jean Meynaud à la suite d'un conflit académico-idéologique avec Jacques Freymond a laissé vide la chaire de Science politique. Partagée en deux, en 1962-1963, entre les Facultés de Sciences économiques et sociales et de Droit, la charge de cours de Science politique m'a été attribuée par la FSES, tandis que Ivo

² *Les Groupes de pression dans la Communauté européenne*, (en coll. avec J. Meynaud), Editions de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1971, 733 p. *Les Groupes de pression et la Coopération européenne*, (en coll. avec J. Meynaud), Paris, Fondation nationale des Sciences politiques - Série C : Recherches No. 14, 1968, 73 p. *Verso Europa Unita. Gruppi di promozione*, (en coll. avec J. Meynaud), Milan, Feltrinelli, 1968, 427 p. *La Europa de los Negocios. Estructura y función de los grupos*, (en coll. avec J. Meynaud), Barcelona, Instituto de Ciencias sociales, 1968, 267 p. *L'Europe des Affaires. Rôle et structure des groupes*, (en coll. avec J. Meynaud), Paris, Payot, 1967, 247 p.

Rens a été chargé d'enseigner l'Histoire des doctrines politiques en Droit. Curieux compromis à la Suisse. Dès avant ce moment clé, j'avais commencé à tisser des liens avec les "grands de la science politique" tels Deutsch, Duverger, Sartori, Jacobson et bien d'autres. Avec leur participation, nous avons organisé dans les années 60-62, des séminaires au sein du Centre européen de la culture et ultérieurement à l'Institut Universitaire d'Etudes Européennes. L'Institut a été fondé en 1963 par Denis de Rougemont, Henri Schwamm et moi-même grâce à un concours de circonstances et d'efforts convergents. Au sein de ces deux institutions, les séminaires étaient animés par Jean Meynaud et moi-même, en collaboration avec Karl Deutsch et Jacques-René Rabier, avec la participation de Giovanni Sartori, que notre ami et collègue Stefano Bartolini connaît très bien, Altiero Spinelli, Pierre Duclos et d'autres, comme en témoignent des publications du Centre européen de la culture et de l'IUEE. C'est ainsi que nous avons une base sur laquelle allait s'appuyer le futur Département de science politique.

Entretemps, j'ai eu l'occasion d'enseigner dans diverses universités à la fois européennes, (Paris, Collège d'Europe) et américaines (Harvard, Michigan), d'où je rapportais - il faut bien le dire - un souffle d'innovation en science politique qui, à cette époque, rencontrait beaucoup d'obstacles. Il fallait une certaine dose d'audace pour présenter des indicateurs, des analyses des processus de décision ou le rôle des groupes de pression. Des résistances fortes à ces approches que l'on imagine difficilement aujourd'hui. Toujours est-il que nous avons créé de cette façon un réseau à Genève, en Europe et dans le Monde pratiquement, puisque les Etats-Unis, l'Angleterre et bien d'autres pays encore en étaient concernés.

Cependant, il persistait toujours un conflit et un malentendu sur les conceptions de la Science politique et des sciences politiques. Il était très difficile d'expliquer à un historien tel que Jacques Freymond, qui par ailleurs avait été mon professeur à Lausanne, la différence entre d'une part les *sciences politiques* comprenant l'histoire, la sociologie, l'économie et droit public, et d'autre part cette discipline nouvelle appelée science politique portant principalement sur l'étude des structures du pouvoir.

La *science politique* que nous voulions promouvoir en Suisse. Le conflit était à la fois un conflit personnel par représentants et porte-paroles engagés dans cette confrontation. Mais il s'agissait également et surtout d'un choc entre conception de la science politique face aux sciences politiques. Je dois dire que les temps étaient

difficiles car vous le savez, Jacques Freymond était un homme très puissant, il était à la fois Directeur de HEI et Professeur à la Faculté des lettres, Colonel d'Etat major suisse, et membre du Conseil d'administration de Nestlé. Comment un professeur de l'Université de Genève, de surcroît extraordinaire, pouvait-il, en proposant la création du Département, s'attaquer à Jacques Freymond qui réunissait tous les éléments de l'autorité, pouvoir et compétence, et qui croyait que HEI représentait avantagement les sciences politiques. Toujours est-il que nous avons réussi, malgré son opposition et grâce au soutien du Recteur Martin Peter, du Doyen Claude Terrier et de plusieurs professeurs de la Faculté SES dont en particulier Jacques L'Huillier et Roger Girod. Le Département a été créé en 1969 à la suite des mouvements de contestation qui ont conduit à des réformes dans les différents pays et dans les universités. A ce moment-là, la mode était aux départements. Il fallait créer des départements spécialisés – nous imitions les Etats-Unis dans ce sens – on ne parlait pas de science politique car il y avait la main et l'œil de Jacques Freymond qui étaient toujours là, prétendant – peut-être non sans raison – garder un privilège quasi exclusif sur la science politique à Genève. Eh bien, grâce à la compréhension et au soutien des collègues, au réseau tissé et à un vent de réforme, nous avons pu créer le Département de science politique en 1969.

Vous vous posez la question de savoir pourquoi je me suis efforcé d'institutionnaliser la science politique en fondant le Département de science politique. C'est le résultat de mon expérience mais surtout de la leçon que j'ai tirée du passage fulgurant de Jean Meynaud à Lausanne. Il est arrivé, il a révolutionné la science politique et il a formé une excellente équipe d'assistants et de chercheurs. En revanche, il n'a pas créé une structure solide imbriquée dans l'Université. Le résultat a de quoi nous décevoir car après son départ, l'équipe s'est désintégrée. Jean Meynaud ne semble pas avoir lu le passage d'Amiel cité par Jean Monnet : *"L'expérience de chaque homme se recommence. Seules les institutions deviennent plus sages: elles accumulent l'expérience collective et, de cette expérience, de cette sagesse, les hommes soumis aux mêmes règles verront non pas leur nature changer, mais leur comportement graduellement se transformer."* D'où mon empressement de donner une structure institutionnelle intégrée dans l'organisation de l'Université de Genève. Le réseau était en place prêt à accueillir une nouvelle institution : Bruxelles (Rabier, Buchman, Noël et Spinelli), Bruges (Brugmans et Lukaschewsky), Paris, Michigan (Jacobson, Inglehart et Kerr), Harvard (Deutsch, Hoffman et Nye), Florence (Gori) et j'en passe.

A ce réseau de science politique proprement dit s'ajoute une vingtaine d'instituts membres de l'Association des Instituts d'Etudes européennes dont j'assurais le Secrétariat général au sein du Centre européen de la culture³.

Cette même année, j'ai assumé la présidence de l'Association Suisse de science politique tout en gardant un rôle actif au sein de l'Association internationale de science politique. Dès mon entrée en fonction en tant que président, j'ai eu la naïveté de proposer un ambitieux projet commun de recherche sur la politique en Suisse. J'ai été pris à parties, attaqué sans ménagement par Masnata, Professeur à Lausanne. Il m'a reproché de vouloir imposer la domination de Genève sur la science politique en Suisse. A son tour, le Professeur Grüner, professeur à l'Université de Berne, a réagit : "ah, mais il prendra tous les fonds si on réalise ce projet". Or, le projet était très simple : chacun et chaque Département ou Institut devait prendre une partie de la recherche selon ses compétences. A titre d'exemple, Grüner aurait travaillé sur les partis politiques et les élections, le Département se voyait attribuer la responsabilité d'un grand sondage, et d'autres se seraient partagés les recherches sur les élites, le processus de prise de décision, les politiques publiques, etc. La répartition des tâches et la coordination devait relever de l'ASSP. Une fois de plus, ce fut une levée de boucliers : l'initiative a été mal reçue. D'autant que ce projet commun n'avait pas tenu compte des divisions qui existaient entre les unités peu nombreuses par ailleurs en Suisse. En définitive, en collaboration avec l'Université de Michigan et l'aide technique du Professeur Assistant Henry Kerr et la participation de toute l'équipe du Département, Charles Roig, Paolo Urlo notamment, nous avons réalisé le premier sondage sur le comportement politique des Suisses dont les résultats ont été analysés et publiés sous le titre « Les Suisses et la politique »⁴. Eh bien, je souhaite à l'ASSP, qui tient son Assemblée générale aujourd'hui, d'avoir à l'avenir plus de succès en lançant des projets communs. C'est en rassemblant les efforts que la science politique pourra le mieux s'affirmer en Suisse et au-delà.

Quant au développement du Département, je pense que c'est le Directeur du Département, Pascal Sciarini, qui sera le mieux placé pour vous l'expliquer. Pour ma part, la science politique en Suisse et le Département de science politique de l'Université de Genève – le Recteur l'a rappelé dans son allocution – se doivent de

³ L'AIIEE a organisé plusieurs Colloques : ex : *Autour du Rapport Tindemans, Partis politiques européens, Régions en Europe*, etc.

⁴ *Les Suisses et la politique. Enquête sur les attitudes d'électeurs suisses (1972)*, (co-direction avec C. Roig, H. Kerr, R. Inglehart et J. Nicola), Berne, Herbert Lang, 1975, 216p.

contribuer à éclairer nos décideurs. C'est très important et le moment est propice puisque nous sommes confrontés à la poussée de l'extrême-droite et du populisme, à des changements rapides, à la mise en question de notre fédéralisme et de notre démocratie. Le résultat du vote sur les minarets nous a pris par surprise, malgré tous les sondages et l'attitude rassurante de notre gouvernement fédéral. Le moment n'est-il pas venu pour le Département de s'engager dans une recherche sur le fonctionnement de la démocratie directe.

Quel est le problème no. 1 pour la Suisse ? Regardez les journaux et les médias, regardez les déclarations et les rapports du gouvernement, c'est sans aucun doute la relation de la Suisse avec l'Europe. Revenons donc à la double responsabilité du Département, à savoir l'étude du fonctionnement du système suisse et ses réformes d'une part et, d'autre part, le rôle de la Suisse en Europe et la contribution de l'expérience du fédéralisme suisse à la construction de l'Union européenne. Certains croient que notre pays est un microcosme européen, tandis que d'autres le proposent en modèle pour l'Europe. J'ai quelques doutes là-dessus mais il est utile de savoir quelle est la portée de l'expérience en Suisse et quel peut être son apport à la construction d'une Union européenne à vocation fédérale.

Il est tout à fait clair que le Département et l'ASSP devraient s'attaquer aux questions vitales pour la Suisse et pour l'Europe. Notre système politique a vieilli malgré les réformes plus cosmétiques que fondamentales dont il a un urgent besoin. Les signes de disfonctionnement se multiplient au moment où nous éprouvons la nécessité pressante de disposer d'institutions efficaces. Comment adapter notre système politique aux exigences imposées par des problèmes intérieurs et les pressions extérieures tant de l'intégration européenne que de la mondialisation ? Alors que la plupart des Etats européens cherchent à renforcer leur union et s'affirmer en tant qu'acteur majeur sur la scène internationale en pleine mutation, nous persistons dans la voie bilatérale qui s'épuise avec le temps et conduit directement dans une impasse. Nous nous entêtons à préserver l'image de "notre souveraineté" qui, en revanche, se vide de plus en plus de sa substance. Sous une façade trompeuse d'"eurocompatibilité", nos lois et nos politiques s'alignent sur la législation et les politiques communautaires. Nous devenons des suiveurs en adoptant les normes et les politiques à l'élaboration desquelles nous n'avons pas participé. Nos représentants s'usent dans des négociations continues sur lesquelles pèse l'épée de Damoclès : un

cas d'échec d'une nouvelle négociation sur la fiscalité, toute la construction bilatérale risque de s'effondrer comme un château de carte.

Le fameux *Alleingang* qui préconise une voie suisse et souveraine nous a trop souvent apporté des preuves par l'absurde mais aussi par de nombreux échecs que la Suisse a vécus au cours des dernières décennies. Ne serait-il pas intéressant et tout aussi utile d'analyser les assauts qu'a subis la Suisse à la fin du siècle passé et au début du XXIème siècle ? Face à la première épreuve des *Fonds en détresse*, la Suisse est isolée. Et les membres de la *Task force*, d'ailleurs fort réduite, de rappeler que par contraste avec leur solitude, d'autres Etats membres de l'Union européenne étaient protégés contre ce genre d'attaques. L'isolement de la Suisse est encore plus flagrant lors de la *crise de l'UBS* et de la mise en question du *secret bancaire*. On dirait un faisceau d'agressions concertées ou en tout cas convergentes. L'affaire UBS est loin d'être close et les tensions autour du secret bancaire se poursuivent. Et pour citer un cas récent mais quelque peu différent : *l'affaire Kadhafi*. La Suisse est certes isolée dans l'ensemble, mais grâce à son appartenance à l'espace Schengen, elle a bénéficié d'un soutien concernant les visas de la part de ses partenaires. D'où la question : la Suisse ne serait-elle pas mieux à l'abri d'attaques en tant que membre de l'Union européenne qu'en s'obstinant dans l'*Alleingang*?⁵

Pour analyser ces problèmes vitaux pour la Suisse mais aussi importants pour l'Europe, je propose de créer à Genève une Communauté d'études et de recherches européennes. La CERE de Genève réunirait toutes les ressources disponibles à Genève : Département de Science politique, IEUG, CEJE, HEID, autres unités, Département d'économie politique, chercheurs et personnes dont l'objet principal ou même connexe est l'étude des questions européennes. Je suis conscient qu'il n'est pas facile d'ouvrir les frontières traditionnelles, de mettre en communication ces unités consolidées et qu'il est encore bien plus difficile de les faire collaborer. Il n'empêche qu'il est essentiel de faire cette révolution académique en créant cette nouvelle Communauté scientifique, ce foyer dynamique. Sans s'arrêter aux frontières de Genève, ne faudrait-il pas y attirer les Centres romands comme ceux existants dans la région genevoise et lémanique ?

Les travaux des membres de la CERE contribueraient à éclairer les choix des autorités politiques et à orienter les stratégies des acteurs économiques et sociaux.

⁵ Une interrogation plus générale nous interpelle quant à l'obstination à poursuivre dans la voie des bilatérales.

Elle pourrait proposer des options et, au besoin, être consultée par les autorités, voire associée à l'élaboration de leurs politiques. La science politique ensemble avec d'autres disciplines ne peut se contenter de théorisation, de modélisation et de travaux inspirés par les sciences physiques et mathématiques. L'homme et ses communautés se caractérisent par leur nature bien plus complexe dont la dimension psychologique et affective complète la capacité logique de raisonnement de l'homme et de la haute technologie. D'où l'importance de réunir les efforts de diverses approches afin de mieux appréhender et sa nature à la fois spirituelle et corporelle et, partant, les idées et les aspirations ainsi que les attitudes et les comportements de cet "animal politique" !

C'est dire qu'après les progrès dus à la spécialisation par discipline, le moment est venu d'étudier la société humaine sous l'angle interdisciplinaire. La science politique ne peut et ne doit pas se satisfaire de ses recherches en vase clos. Elle est appelée à promouvoir des études interdisciplinaires et d'assumer le leadership dans les analyses interdisciplinaires des structures d'autorité et de pouvoir, de la formulation de décisions et de politiques publiques. Autrefois, la création des Départements au sein des Facultés a contribué à leur développement. Cette "départementalisation" comportait en soi le risque de "compartmentalisation" et de repliement de chacun sur soi, le refus de dialogue et de coopération. Soit une tendance à l'éclatement des disciplines et leur spécialisation nécessaire mais souvent trop limitatives. Autant d'obstacles à l'encontre d'une collaboration interdisciplinaire. Cette pente doit être remontée en renforçant les liens entre les Départements et en créant un ou plusieurs noyaux interdisciplinaires aux niveaux des masters et des doctorats. C'est un moyen de sortir de l'enfermement dans la tour de Babel. Ce renversement de tendance à l'hyperspécialisation est d'autant plus indispensable et urgent que des études focalisées sur un thème comme celui de l'intégration européenne exigent par essence une approche interdisciplinaire. Cette exigence nous invite à innover quant à la méthode interdisciplinaire tout en apportant une meilleure connaissance des questions complexes. C'est aussi un apprentissage des langues propres aux diverses disciplines et d'une collaboration scientifique en équipe. Pour les uns qui poursuivent leur carrière dans la recherche, c'est l'initiation à de nouvelles méthodes complémentaires des analyses longitudinales ou de la méthode comparative. C'est un défi qui requiert des innovations à la fois théoriques, méthodologiques et pédagogiques. Pour ceux des étudiants qui emprunteront des voies professionnelles

au sein des administrations publiques, des institutions, des entreprises ou des services, l'apprentissage de l'interdisciplinarité constituera une plus-value dans leurs nouvelles fonctions par l'appréhension plus globale des problèmes qu'ils auront à affronter. J'aime à croire que ce complément de méthode sera un atout de réussite dans leurs carrières personnelles et un apport pour les organisations où ils exerceront leurs fonctions. De cette manière, le Département répondrait à sa double vocation de formation de chercheurs et de praticiens, tout en les associant à une œuvre novatrice. Quant au contenu de l'objet d'étude, je suis convaincu qu'il doit porter sur l'analyse de la vie politique, des problèmes du fonctionnement des communautés politiques et du rôle des divers acteurs en relation avec l'exercice du pouvoir politique. A la différence de la sociologie qui se consacre à tout élément de la société, la science politique se focalise sur le pouvoir et les relations de puissance tant au plan national qu'au plan européen et international. Le domaine de la science politique correspond à des sphères et à des acteurs dans la mesure où ils influent sur le pouvoir politique ou sont conditionnés par lui. Comme vous avez pu le constater, j'opte pour l'étude des problèmes actuels et brûlants auxquels sont confrontées tant la Suisse que l'Union européenne ainsi que de leurs relations présentes et leur avenir.

La crise financière et économique de 2008-2009 a mis à nu les effets pervers de la mondialisation et surtout du système financier mondial. Le capitalisme à l'américaine, le capitalisme dans la conception de Reagan et Thatcher, "moins d'Etat et moins de régulations" ont conduit le monde au bord de la catastrophe. A coup de milliards, les Etats ont dû renflouer les banques et entreprendre une révision du système financier ainsi que chercher à définir les nouvelles règles des marchés et en assurer la surveillance dans leur application. L'Etat et le politique sont de retour dans un monde inextricablement interdépendant. D'où le rôle incontournable des grands Etats et d'Unions d'Etats tels que l'Union européenne, ainsi que des organisations internationales à l'exemple de l'ONU, de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International et la mise en place du G20⁶. Devant la réponse innovante des grandes économies, une nouvelle tâche attend la science politique. Le moment n'est-il pas propice pour que le Département de science politique assume le leadership des travaux sur la grande réforme des systèmes politico-économiques en collaboration

⁶ Cf Documents du G20, Joseph E. Stiglitz, *Le triomphe de la cupidité*, LLL, 2010 et le DVD de sa conférence au Prix Latsis de 2008 *The Global Economic Outlook for Europe and the U.S.* ainsi que de mes conférences à l'Université *L'Union européenne face à la crise mondiale* (17 mars 2009), et au CERN *Quel rôle pour l'Union européenne dans la crise mondiale* (23 septembre 2009).

avec d'autres disciplines impliquées dans cette révision, j'allais dire, révolution globale dont dépend l'avenir des générations futures. Refondation du système et si possible des mentalités en profondeur et à tous les niveaux. A mon avis, c'est le grand défi pour la science politique, voire pour l'ensemble des sciences dont dépend notre capacité à résoudre les problèmes vitaux de l'environnement, de la santé, de la faim et de la pauvreté ainsi que de transformer les conflits des cultures en dialogues des cultures. Bref, de bâtir en commun une paix, une sécurité et une prospérité durables du Monde.

Et pour terminer, un hommage à notre ancien étudiant José Manuel Barroso qui était mon assistant dans les années 80 et dont je suis l'assistant à présent. Il me téléphone avant sa réélection en septembre 2009 pour le deuxième mandat et il me dit "si j'ai le deuxième mandat tu seras mon conseiller spécial préféré"...et il ajoute "ça sera très bien pour ton Curriculum Vitae, et encore mieux pour ton avenir"⁷.

⁷ Cf. www.dusan-sidjanski.eu

Le Département de Science politique en 2010

Pascal Sciarini*

(Dans ce texte, toute désignation de personnes, de statut ou de fonction s'entend indifféremment au féminin et au masculin)

Le Département de science politique a 40 ans: un bel âge pour une institution et l'occasion rêvée pour dresser un bilan – forcément provisoire et personnel – de son évolution. A ce titre, mon ambition n'est pas de retracer de manière détaillée l'histoire du Département, mais de présenter sa situation actuelle en termes de composition et d'activités d'enseignement et de recherche, ainsi que les changements majeurs survenus à cet égard au cours des cinq dernières années, période qui coïncide avec mon mandat à la tête du Département.

Composition du Département

En 40 ans, le Département de science politique de l'Université de Genève a connu un essor considérable. Alors qu'il ne comptait à son origine qu'une seule chaire professorale et moins d'une douzaine de collaborateurs, il dispose aujourd'hui de neuf chaires, dont deux en partage, et regroupe au total plus de 60 enseignants et chercheurs. Cet essor a permis d'élargir progressivement la palette des champs de la science politique couverts par le Département, tout en continuant de soigner une forte ouverture internationale, qui a dès le début constitué notre marque de fabrique. Aujourd'hui, le Département possède une chaire dans toutes les principales disciplines de la science politique contemporaine:

- Administration et politique publiques (Prof. Frédéric Varone)
- Comportement politique (Prof. Thanh-Huyen Ballmer-Cao, à la retraite anticipée en septembre 2010)
- Méthodes appliquées au domaine international (Prof. Simon Hug)
- Politique comparée (Prof. Jonas Pontussons, dès août 2010)

* Professeur ordinaire, directeur du Département de science politique

- Politique suisse et comparée (Prof. Pascal Sciarini)
 - Relations internationales (Prof. Pierre Allan)
 - Théorie politique (procédure de succession du Prof. William Ossipow en cours)
- A quoi s'ajoutent deux chaires en partage:

- Globalisation, urbanisme et gouvernance, en partage avec l'Institut des sciences de l'environnement (50% à l'Institut, 50% au Département, Prof. Rémi Baudouï).
- Politique européenne, en partage avec l'Institut européen (70% à l'Institut, 30% au Département, procédure de succession du Prof. Philippe Braillard en cours).

Le Département compte en outre quatre Maîtres d'enseignement et de recherche (MER). D'un côté, la stratégie de renforcement du corps intermédiaire supérieur initiée en 2005 a permis de créer deux nouveaux postes de MER – l'un en mouvements sociaux et méthodologie comparée (Dr. Marco Giugni) et l'autre en théorie politique (Dr. Matteo Gianni) – et de contribuer ainsi à la promotion de la relève. D'un autre côté, le Département de science politique bénéficie de deux postes de MER en partage, l'un avec l'Institut européen de l'Université de Genève (Dr. René Schwok, 30% au Département), l'autre avec l'Institut des sciences de l'environnement (Dr. Géraldine Pflieger, 50% au Département). Quelques postes de chargés de cours et de chargés d'enseignement complètent cette dotation en personnel. Enfin, vingt personnes se partagent actuellement les postes de maîtres-assistants (3,7 postes) et d'assistants (11 postes) dévolus au Département.

La dotation en personnel du Département de science politique est impressionnante si on la compare à celle de ses débuts, en 1969, et elle pourrait même paraître confortable pour qui ne connaît pas les fortes charges d'enseignement et d'encadrement des étudiants assumées par les membres du Département (voir ci-dessous).

Last but not least, les recherches conduites par les membres du Département, que nous détaillerons plus loin, se traduisent par l'engagement, en ce début d'année 2010, de plus de vingt collaborateurs de recherches (auxiliaires de recherche, candocs FNS, collaborateurs scientifiques, etc.), pour des charges salariales annuelles totales dépassant largement 1 million de francs.

Enseignement

Pour le Département de science politique, comme pour l'ensemble de la communauté universitaire en Suisse et en Europe, les cinq dernières années ont été marquées par la mise en œuvre du nouveau système de Bologne: l'ancien système constitué de la Licence et du Diplôme d'études avancées a été remplacé par le nouveau système formé du Baccalauréat universitaire en sciences politiques (Bachelor, en 3 ans) et de la Maîtrise universitaire en science politique (Master, 1 an et demi) (voir www.unige.ch/ses/spo). Nous avons profité de cette réforme pour revoir fondamentalement la conception de notre cursus de formation et le contenu de nos enseignements. Dans la mesure où cet important chantier de réforme a précédé mon arrivée au Département – entièrement en ce qui concerne le Bachelor et partiellement en ce qui concerne le Master – je peux me permettre d'affirmer que ces deux "produits" sont très sains, attractifs et, c'est le plus important, qu'ils atteignent leurs objectifs en termes de formation. Le Bachelor en sciences politiques, créé en 2005, a très vite pris le relais de la Licence en tant que formation de base, tandis que le Master en science politique, introduit en 2006, a progressivement trouvé son public: à la rentrée 2009, nous avons accueilli plus de 40 nouveaux étudiants, ce qui fait de notre master l'un des plus prisés de la Faculté des sciences économiques et sociales. L'internationalisation du master en science politique (par l'échange plus systématique d'étudiants ou d'enseignants voire par la création, à terme, d'un "double degree" avec une Université étrangère) constitue notre prochain objectif. L'internationalisation est d'ores et déjà un trait distinctif du Master en management public, également piloté par notre Département (Prof. Frédéric Varone): ce master interdisciplinaire, qui a succédé au Diplôme d'études approfondies en management public créé au début des années 1990 par le Prof. Paolo Urio, est membre du prestigieux réseau international EMPA (*European masters in public administration*).

Ceci étant dit, pour le Département de science politique, le changement peut-être le plus significatif causé par la réforme de Bologne ne concerne paradoxalement pas une formation dont nous avons nous-mêmes la paternité. Je veux parler du Baccalauréat universitaire en relations internationales (BARI). Face à la décision de l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) de renoncer à la formation de base pour se concentrer sur la formation avancée (Master et Doctorat), l'Université de Genève a décidé de mettre sur pied un Bachelor en relations

internationales bâti sur les mêmes quatre disciplines que l'IHEID (droit, économie, histoire, science politique). Ce nouveau programme connaît un succès retentissant – et qui ne cesse de croître. A la rentrée de septembre 2009, 470 nouveaux étudiants ont commencé le BARI. Le Département de science politique constitue l'un des quatre piliers – et sans doute le principal pilier – du BARI. Outre les cours et séminaires spécifiquement adressés aux étudiants du BARI, ces derniers sont également nombreux à fréquenter les cours inscrit au Bachelor de sciences politiques. Leur présence a pour effet de multiplier les effectifs des cours par un facteur de deux à quatre.

Au cours des cinq dernières années, le Département a délivré chaque année plus de 100 titres universitaires en science politique (licence+DEA, puis BA+MA). A cela, il convient d'ajouter les titres décernés aux étudiants du BARI qui se spécialisent en science politique: cette année, plus de 100 étudiants du BARI rédigent leur projet de recherche (travail de fin d'étude) en science politique. Autrement dit, il y a désormais plus d'étudiants en science politique dans le Bachelor en relations internationales que dans le Bachelor en sciences politiques.

En outre, le Département délivre cinq doctorats en moyenne par année et dirige le programme doctoral de science politique financé par la CUSO. Ce programme, qui réunit tous les instituts de science politique de la Suisse occidentale (Berne, Fribourg, IHEID, Lausanne, Genève), offre aux étudiants des possibilités de perfectionnement et un cadre propice à l'avancement de leur thèse. Il constitue un maillon important dans la professionnalisation de la discipline.

Enfin, le Département est également impliqué dans la formation continue, notamment en matière de sécurité urbaine et en matière de management des organisations internationales.

Recherche

Bien que très occupés par leurs activités d'enseignement, les membres du Département de science politique sont également très présents sur le front de la recherche. Ils dirigent actuellement une dizaine de projets FNS (dont trois dans le Pôle national de recherche Democracy piloté par l'Université de Zurich), deux projets dans le 7^e programme-cadre de l'UE, dont un en tant que leading house, deux projets au titre de la European Science Foundation et deux projets dans le cadre du réseau suisse pour les études internationales.

Fortement intégrées dans des réseaux suisses et internationaux, ces recherches s'articulent autour de quatre axes majeurs:

- Prise de décision politique et politiques publiques en Suisse et dans une perspective comparée: le Département s'est notamment engagé dans le réseau international "Comparative Agendas Project" (CAP) (www.comparativeagendas.org) qui s'intéresse à la définition de l'agenda dans les sphères politiques et médiatiques. Il conduit également des recherches sur les changements de la structure du pouvoir et des processus de décision en Suisse, la judiciarisation de l'action publique et les votes au parlement.

- Comportement politique et électoral: le Département fait notamment partie du réseau inter-universitaire en charge des enquêtes d'opinion VOX portant sur les votations fédérales et du réseau inter-universitaire *Selects* (Swiss electoral studies, www.selects.ch) en charge de la recherche électorale en Suisse.

- Relations internationales: Le Département mène des recherches sur les problématiques de la "guerre juste" et de la "paix juste", la démocratisation et les guerres civiles, la politique européenne de la Suisse, l'évolution du rôle des organisations internationales, et les liens entre politique interne et négociations internationales.

- Action collective et mouvements sociaux, exclusion et intégration: recherches sur la participation aux actions de protestation; l'immigration, la citoyenneté, les Musulmans et le multiculturalisme; le chômage et la précarité; les politiques du care. Ces recherches sont au cœur des activités du RESOP, le Laboratoire de recherches sociales et politiques appliquées.

Afin de mieux valoriser les activités de recherche du Département, des efforts en termes de communication doivent être entrepris, notamment par une amélioration de la visibilité de nos recherches et de nos publications sur le site internet du Département (www.unige.ch/ses/spo). Dans le même esprit, nous avons décidé en 2009 de relancer deux publications. Sous le nom de *Geneva Laboratory of Political Science*, ces publications aideront à diffuser les travaux qui se font au sein

du Département et à nourrir les échanges avec l'extérieur: la série *Blue Lab* favorise la diffusion de travaux en cours, tels que des papiers de conférences, de la part des membres du Département; la série *Green Lab* accueille des travaux plus achevés et généralement plus longs et est en particulier destinée à la publication des meilleurs mémoires de Master.

Dans le même esprit, le Département a également soigné son ouverture sur la cité en créant, il y a deux ans, les "Midi Sciencepo": à raison de trois séances par semestre, nous organisons pendant la pause de midi un débat public modéré par un membre du Département sur des thèmes d'actualité comme la réforme du gouvernement, le rapport entre sphère publique et sphère privée, la nouvelle constitution genevoise. Les Midis Sciencepo réunissent à chaque fois un nombreux public (pas seulement des étudiants) et constituent en quelque sorte le pendant vers l'extérieur des séminaires de recherche internes, dits "séminaires du staff", qui existent depuis plus de quinze ans et dont la fréquence de réunions a encore récemment augmenté (environ une séance chaque deux semaines durant le présent semestre).

Enfin, il faut relever qu'en sus de leurs activités d'enseignement et de recherche, les professeurs du Département assurent d'importantes fonctions scientifiques et institutionnelles, au sein de l'Université et en-dehors: Présidence de la commission de direction du BARI, Direction du RESOP, Assemblée de l'Université, Conseil de la recherche du FNS, Présidence de l'Association suisse de science politique, Comité de l'Association suisse de sciences humaines et sociales, Présidence de la commission Selects, Groupe d'études VOX sur les votations fédérales, Direction du programme doctoral de science politique de la Suisse occidentale, etc..

Perspectives futures

Plus ancien institut de science politique de Suisse, notre Département a longtemps fait figure de leader à l'échelon national. Il y a notamment lieu de rappeler ici que le Département a été – au travers du Prof. Pierre Allan et de quelques maîtres-assistants – à l'origine de la Revue suisse de science politique, instrument majeur de la professionnalisation de la discipline en Suisse. Au début des années 2000, le Département figurait encore au 43^e rang mondial et au 11^e rang européen (3^e rang si l'on omet les européennes anglaises) en termes de publications, selon le classement des départements de science politique réalisé par Simon Hix sur la base des articles publiés dans 63 revues internationales de science politique et de leur impact entre

1993 et 2002 (www.personal.lse.ac.uk/hix/woring_papers/hix-polstudiesreview_2004.pdf).

Sous le double effet du fort – et très salubre – développement de la science politique dans d'autres Universités (Lausanne, Berne et Zurich) et de la période difficile que le Département a connue à la fin des années 90 et au début des années 2000 (coupures de poste, problèmes internes), son leadership a été mis à mal. Depuis quelques années, le Département est à nouveau dans une phase ascendante: non seulement il a retrouvé la voie de la croissance en termes d'effectifs d'étudiants et de recherches, mais le climat interne est excellent, à tous les niveaux. Le seul bémol, sur lequel je dois m'attarder quelque peu, concerne notre manque de ressources au niveau professoral comme au niveau du corps intermédiaire. Certes, au niveau professoral ce manque d'effectifs est en partie dû à un phénomène conjoncturel, à savoir des vacances simultanées sur plusieurs postes (politique comparée, politique européenne, théorie politique, bientôt comportement politique). La situation devrait s'améliorer dès que nous aurons mené à bien les procédures de nomination en cours et repourvu tous les postes vacants. Dans ce contexte, il y a également lieu d'évoquer les procédures de requalification (également en cours) de deux MER du Département au grade de professeur ordinaire – qui ne modifieront néanmoins pas la donne en termes de taux d'encadrement. Cependant, la dotation en chaires professorales demeure faible en comparaison des effectifs d'étudiants à notre charge.

Il en va de même en ce qui concerne le corps intermédiaire. L'évaluation du Département conduite il y a une quinzaine d'années avait mis en exergue l'importante contribution du corps intermédiaire à la bonne marche du Département. Cette conclusion demeure toujours valable, à ceci près que les assistants et maîtres-assistants ont vu leurs charges d'enseignement et d'encadrement augmenter proportionnellement au nombre d'étudiants – alors que, dans le même temps, d'autres subdivisions de la Faculté subissaient des reculs sévères dans les effectifs de leurs étudiants, mais pas dans leurs ressources.

La situation du Département était déjà délicate avant la réforme de Bologne, mais elle l'est encore plus après: les ressources additionnelles obtenues depuis 2008 au titre de notre contribution au BARI (un poste de professeur et trois postes d'assistants) sont sans commune mesure avec le coût supporté par le Département. Mises en rapport avec le nombre d'étudiants à notre charge et notre production en matière de recherche, nos ressources sont largement insuffisantes en regard des prestations

fournies et font vraisemblablement du Département de science politique la subdivision la plus mal lotie de la Faculté – voire de l'Université.

C'est notamment pour cette raison que le Département a soutenu l'entreprise de réforme des structures de la Faculté, dont l'un des objectifs initiaux était précisément de faciliter les réallocations des ressources entre subdivisions. Las, en termes de ressources le Département de science politique ne retirera guère, à court terme tout au moins, de la réforme de la Faculté: seule la chaire du Prof. Eugène Horber (informatique en sciences sociales) sera rattachée au Département. Sur le plan de la structure, cette réforme permettra néanmoins au Département d'être directement relié à la Faculté (le niveau de la section des sciences sociales sera supprimé) et d'obtenir ainsi un accès permanent au Conseil décanal et à la Commission de planification facultaire, dans laquelle se discutent désormais les affectations des postes de niveau professoral.

Au cours de plusieurs réunions de discussion stratégique, le collège des professeurs du Département de science politique a souhaité maintenir la polyvalence du Département et donc sa couverture large des principaux champs de la science politique, ainsi que son engagement dans le master en management public. En sus, le collège des professeurs du Département s'est fixé comme objectif de poursuivre le développement des relations internationales. Plusieurs facteurs plaident pour ce choix: la forte orientation vers l'international que le Département a connu dès son origine, le succès croissant du BARI, la position privilégiée de la Genève internationale, et la fixation par le rectorat lui-même des relations internationales comme l'un des axes de développement stratégiques pour l'Université de Genève. Pour affirmer plus clairement notre volonté de développer le domaine international et pour rendre plus transparent notre engagement dans le BARI, nous avons souhaité nous rebaptiser Département de science politique *et relations internationales*. Ce nouveau label deviendra effectif avec la mise en œuvre de la réforme de la Faculté, soit en principe au 1^{er} janvier 2011. Dans cette même logique de renforcement du domaine international, le Département a entamé des discussions avec l'IHEID en vue d'un éventuel master conjoint en Politique comparée et Relations internationales, et prend une part active aux discussions au sein de la commission chargée par le rectorat de réfléchir au développement des relations internationales à l'Université de Genève. A terme, notre objectif serait de créer une nouvelle chaire en science politique, par exemple en management des organisations internationales, un

domaine à la croisée du master en science politique et du master en management public, et non couvert par l'IHEID.

Un deuxième axe de développement du Département concerne le champ de la communication politique, qui se trouve à l'interface de plusieurs chaires (politiques publiques, comportement politique, politique suisse) et qui fait actuellement l'objet d'une réflexion d'ensemble au niveau de la Faculté. Un renforcement des compétences du Département dans le domaine de la communication politique nous permettrait notamment de contribuer à la mise sur pied d'un master inter-universitaire en *Public opinion and survey research*, projet initié par la Fondation pour la recherche en sciences sociales à Lausanne (FORS).

Enfin, un troisième axe de développement concerne le champ "émotions et comportement politique" (rôle des facteurs biologiques, génétiques et affectifs dans le comportement politique). Un rapprochement avec le Pôle de recherche en sciences affectives de l'Université de Genève permettrait nous de nous profiler dans un champ en plein développement.

Les concours de rang professoral ouverts ou à venir devront être mis à profit pour recruter des femmes et contribuer ainsi à combler un important retard en la matière: avec le départ à la retraite anticipée de la Prof. Thanh-Huyen Ballmer-Cao, qui succède à celui, l'an dernier, de la Prof. Christine Mironesco, le Département ne comptera plus une seule femme au sein du corps professoral. En outre, dans un souci de promotion de la relève, le ou les nouveaux postes devraient être ouverts aussi au niveau professeur assistant avec pré-titularisation conditionnelle.

Le problème de ressources mis à part, je ne peux personnellement que me réjouir de la santé actuelle du Département de science politique, qui est florissante, et nous ne pouvons collectivement que nous réjouir des perspectives de développement du Département, qui sont prometteuses. Rendez-vous dans dix ans, à l'occasion du Jubilé pour les 50 ans du Département, pour vérifier que ces promesses ont bien été tenues.

GRANDS MOMENTS DU CONGRÈS

Politics as Confinement

Stefano Bartolini*

**Key note speech delivered at the Swiss Political Science Association Conference,
Geneva, 7 January 2010**

Dear colleagues and friends,

I am particularly happy to have been invited by the Swiss Political Science Association and by the Department of Political Science of the University of Geneva to deliver this opening speech. I thank both these institutions for this. In fact, the period of my academic life I spent in the Swiss environment was one of the most pleasant and the most productive I ever experienced. To be back to revive old memories and see old friends is particularly rewarding.

I have decided to spend the half an hour of my talk sharing with you a number of scattered and hopefully not random thoughts about a very old and at the same time extremely difficult topics: what is 'politics'? What is specific about it and, therefore, what should be the essential knowledge task of the political scientist?

A reflection on the nature of 'politics' is hardly new. Actually even a short review of previous responses to this question would keep us busy for long and I will not follow this path. There is no scope in this talk to review and to analyse classical or past answers to this question and to discuss conceptions of the essence of politics that make reference to power as a general category, to law, to conflict, to the capacity to decide exceptional circumstances, etc.

It is a fact, however, that while this question was crucially at the core of all classical thinkers, it has almost disappeared in the contemporary debate and theoretical reasoning. Paradoxically, the more political science studies have quantitatively developed and the more political science has institutionalised itself in the academic panorama, the less we face this fundamental issue.

* Director of the Robert Schuman Centre for Advanced Studies at the European University Institute, San Domenico di Fiesole, Italy.

Reflection about what is politics or what is specifically political about human behaviours and interactions have become very rare. 'Political science' no longer debates this question.

Why is it so? Politics has become ubiquitous both horizontally and vertically. We speak about politics for school councils as well as for international meetings of head of states; we admit the presence of politics in every specific and detailed policy; we see politics at work in students' gatherings, in secret lobbying, in utility corporation management, in every kind of stake-holders negotiation, in the judiciary as well as in the administrative bureaucracies. From the local to the global and from the single individual protester to the top decision makers, politics has so much diluted that we may find daunting any attempt to reflect on its specific nature.

On the other side, a discussion on the nature of politics may be considered as no longer necessary because we think we know what politics is or is about. Politics is identified with distinct *activities*: voting, legislative life, party propaganda, trade-unions-employers negotiations, leaders' behaviour, etc. Politics is identified with *outputs*: policy studies have become dominant describing and analysing the origins, and the implications of concrete decisional outputs that we call 'political'. Politics can also be identified with distinct *outcomes*: the large stream of economic theorising studies the possible outcomes (equilibriums) of the interactions among actors based on a number of assumptions about these actors and labels these as 'political'.

Actually, behind the vagueness and ambiguity that the term 'politics' has progressively acquired one can identify an underlining, though not necessary always clearly spelled out, conception of what politics is. It seems that the minimum common denominator of this ubiquitous politics focuses on the capacity of politics to 'distribute values' (material or not) within a given community. Politics comes to be identified with a general acquisition or distribution activity whose essence is identified by the actual values and goals that are achieved through it and by the identity of those who achieve them. Probably nothing better than the famous sentence 'who gets what when and how'¹ represents this underlying common sense. I have always felt this association between 'politics' and the term 'to get' as unsatisfactory and also pernicious as indeed it deflects reflection from the essence of the problem. The few reflections in this paper can indeed be read as a critique of the thesis that

¹ Lasswell H. 1936. *Politics: Who Gets What, When, How*. New York, McGraw Hill.

associate the essence of politics and political activities with the values that are actually achieved or distributed in a social group.

To sum it up, I claim that in the un-reflective expansion of the term 'politics/political' and of its use, we have lost the sense of what is specifically political about activities, behaviours, outputs and outcomes and that the question 'what is politics' is far from irrelevant. I would rather argue that a further reflection about it is important, useful, necessary and pertinent today.

Yet to argue that to step back for a while and reflect about the nature of politics is both legitimate and necessary in the current state of affairs of political studies does not mean that I have a solution or something new to offer. It is hard to claim that one can innovate in this field. I can try, however, to make some analytical reflections helping to frame the problem. In doing so I will have to quickly overview and introduce contentious concepts without having time to elaborate on them. The limited time at my disposal is an excellent excuse to invoke your comprehension and to defend myself from your doubts.

Social fields

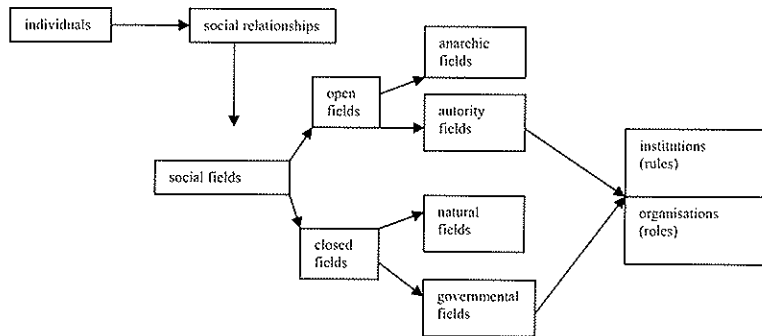
Lets' start from a few definitions and concepts on which I will not dwell any further, even if they would require considerable elaboration. Figure 1 may help us into this tour de force. As it is indicated in Figure 1, we usually start with 'individuals', though it is questionable whether they socially exist as such, without relationships with other individuals. A considerable part of the contemporary theorizing starts from individuals (or individual actors whose constitutive conditions allows them to act strategically) and move to 'institutions', interpreted as sets of 'rules' (formal and informal, and for somebody also 'norms') and to 'organizations' interpreted as set of 'roles'.

However, Individuals are also embedded in and/or enter into a variety of social relationships with other individuals: family, work, love, exchange, violence, friendship, etc. These social relationships among a number of individuals identify distinct '*social fields*' characterized by the presence of a predominant *mode of interaction*, which is usually either cooperation, conflict (up to warfare), negotiations, or competition.

Interactions of this type in any given social field usually have *internal outcomes* (that we can evaluate in as equilibriums), external implications for those outside the social

field (that we evaluate it terms of *externalities*), *welfare/redistribution*, and *legitimacy* problems. In discussing social fields in this context I will not pursue the analysis of equilibriums, negative externalities, welfare/redistribution and, legitimacy issues.

Figure 1



Types of 'social fields'

Given the large variety of these social fields, we need to introduce them into a typology, i.e. a manageable number based on some analytical dimension. Such dimensions may be numerous, but for our perspective – politics - I purpose first to distinguish fields on the basis of the level of confinement of the actors involved in the social relationship. In *open fields* actors involved in the social relationship have the capacity and possibility to leave those same relationships; in *closed fields* actors are 'confined' and find themselves in the impossibility to leave the social relationship even when they would like to do so. ² A second criterion distinguishes fields

² Max Weber elaborated on the closure and openness of 'social relationship, although in a different direction than that pursued in this context. See Weber, M. 1978 (1922). *Economy and Society*. Vol. 1. Berkeley-Los Angeles-London: University of California Press, 43.

depending on the presence or absence of an actor with a specialized role in the production of other actors' behavioural conformity. It does not matter for us at the moment as we label it. It could be a chief, a leader, a government, etc. What matters is the presence or absence of an actor who is recognised as having the de facto capacity to generate the compliance of the others actors in the field to her own final decisions.

Combining the two dimensions yields four types of fields, as better indicated in figure 2. The *anarchic fields* are characterized by the possibility of actors to leave the field and the specific social relationship and also by the absence of any actor with the specific and specialized function of generating rules and behavioural conformity. With no confinement and generalised exit option and no recognised actor specialised in the production of behavioural conformity within the field politics is hardly relevant as a category. Arguably, whatever happens in the field can only be the result of consensus, emotional solidarity or negotiated agreements that in my view do not generate 'political' predicaments. In this context, how to make actors to comply with decisions that they have not participated to, or, if they have participated, that have seen their preferences defeated, is hardly a problem. We should consider these fields as irrelevant for politics, whatever equilibrium is reached.

Figure 2

Presence of an actor specialised in ensuring behavioural conformity	YES	authority field	governmental field
	NO	anarchic field	natural field
		NO	YES
		Confinement (Exit option)	

In *Authority fields*, actors are still free to leave the social relationships, though an actor exists specialised in the production of rules and the conformity toward them. These are fields of 'functional authority'. The authority is recognised as essential to achieve the goals for which the field has been set up to begin with. Think about all sorts of cultural, sport, leisure, but also political voluntary associations and/or organizations. We leave in many fields governed by functional authorities to which we find very useful to adhere even if, in principle, we could leave them altogether.

Though a great deal of recent social and political theorising is devoted *de facto* to the analysis of these types of fields and to the soft authorities that characterise them, I will not dwell on them at any length. Even in these cases politics has a limited role to play, given the eventual freedom to leave the field which is left to the actors.

The audience may be surprised to hear that, for instance, political parties are not the seat of important political behaviours and power issues. In fact, this is the case in my view about politics. The strangeness of this conclusion only results from that unreflective and ubiquitous conception of politics we have referred to at the beginning of the paper. Within parties intense struggles take place but, *from the analytical point of view*, they are not different from similar struggles that take place for decisions and leadership positions in a sport association. In my own view the possibility of the field's members to leave at any moment the field with no or minimal costs makes the internal dynamic politically irrelevant or, to say better, 'a-political'. It is only because parties, their leaders, and their actions are important in *other* social fields that we consider what happens within them as politically relevant.

What is interesting and peculiar about authority fields is that the sheer presence of an authority generates the possibility that such authority acts in such a way as to try to confine the actors within the field beyond the scope of its functional authority. The authority actor may indeed increase the costs of exit. In the figures and in the text I dichotomised exit options and confinement as YES/NO in full knowledge that we should rather speak of different costs of exit, rather than in absolute openness or closeness. Exit is in principle always possible if one is ready to face the costs, which however may be so high as to endanger personal safety and physical integrity. But to pursue the crucial concept of 'cost of exit' any further in this paper is impossible. The reader should however be alerted to this. ³

Confinement and closed fields formation

From the point of view of politics as we try to define here, the most interesting fields are closed fields. A closed social relationship is created whenever exit options are

³ Hirschman, A. O. 1970. *Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press. I have dealt more extensively with the 'cost of exit' concept in 2005. *Restructuring Europe. Centre formation, system building and political structuring between the nation state and the EU*. Oxford: Oxford University Press, Chapter 1.

impossible, or irrelevant or disadvantageous enough. When, therefore, actors perceive themselves as *locked in* a network of mutual interactions they cannot escape. If exit is possible, relevant and or advantageous –that is, in conditions of no confinement - the social actor can subtract himself from the arena and the social relationships. There is no effective way of preventing the losers, the dissatisfied, the wealthy, etc., from fleeing to a distant part of the 'forest'. The field takes the character of an authority or anarchic field.

Actors in a field of social relationship may be eventually *circumscribed* or *confined* in various ways. '*Environmental circumscription*' results from physical or natural barriers that confine the actors. In conditions of no or low environmental circumscription the concentration of a particularly valuable resources (land, water, minerals, services, etc.), works in the same way and '*resource concentration*' is therefore another source of circumscription. The high density of the population in an area can produce similar effects. It becomes difficult for people in the core central area to escape by moving away, and we may call this '*social circumscription*'. Force and violence are means of circumscription, but only if associated with some other element of physical resource or social circumscription, without which violence could be eventually escaped.⁴ Finally, also the attainment and the maintenance of certain '*rights*' as *just claim or prerogatives*' can be a powerful source of confinement. *Competences* as rewards or pay; *liberties* as freedom from control, interference or obligation or restriction and the power or right to act according to choice; *faculties*, as anything that provide a basis for a claim, as legal right of possession; *capacities* as positions, functions, roles; *titles* as conferred powers or privileges, can generate actors' circumscription in the sense that these prerogatives can no longer be exercised if the actors exit the social relationship.

The closure of fields may have nothing to do with politics as it can be produced by extra-political factors. What is important is that in conditions of actors' circumscription certain values and goals of individual actors are not at reach without the cooperation or acquiescence of other actors. Therefore, the mode of interaction takes the form of *unavoidable* competition, conflict, cooperation and negotiation

⁴ On the theory and forms of circumscription applied to early state formation see Carneiro, R. L. 1978. *Political Expansion as an expression of the principle of competitive exclusion*. In R. Cohen and E. R. Service eds. *Origins of the state*. Philadelphia: Institute for the Study of Human Issues, 205-223; Carneiro, R. L., 1988. The circumscription theory. *American Behavioral Scientist* 31: 497-511.

relationship and trigger attempt at subjugation and domination. I will not discuss theoretically these modes of interactions and their mutual relationships.⁵

The crucial point is that the closure of the social field generates a dynamics search for and a production of other actors' conformity with respect to the values and goals sought and obtained by any individual actor locked into the field.

In other words, interactions between locked-in actors generates forms of *political action* aimed at obtaining the behavioural conformity of the other actors to one actor will, values and goals; it generates political action as search and production of behavioural conformity. In open fields too there are of course attempts to generate conformity, but they are 'politically' meaningless. To the extent that the field remains open, such conformity can only be voluntary.

This leads to a first definition of politics and political action: that activity and action which aims at confining 'relevant' actors within a given field of interaction so as to oblige them to enter into exchanges based on pre-defined modes of interactions. A second preliminary definition of politics defines it as the search and the production of the behavioural conformity of other actors toward each actor's goals and values.

This view stresses that what is primarily achieved in a field which has become 'political' is not the value sought for by the individual actor, but the conformity of all other actors to the acquisition of that value. 'Politics' in this view is not about the search, the achievement and the distribution of values and goals as such. Politics is rather the unintended effect of such search in a closed field.

Natural and governmental social fields ('political' fields)

As indicated in Figures 1 and 2, closed fields can further be distinguished in '*natural*' or '*governmental*' fields depending to the absence or presence of a special 'third' actor endowed with the monopoly in the production of behavioural conformity.

In *natural fields* no such specialised third actor generating behavioural conformity exists. Natural fields are social fields in which the capacity of each actor to obtain the behavioural conformity of the others clearly and directly corresponds to the level and use of her/his own direct resources. The conformity necessary to achieve goals and

⁵ See Murphy, R. 1988. *Social Closure. The Theory of Monopolization and Exclusion*. Oxford: Clarendon Press.

values can only be secured by a skillful use of such individual resources in the absence of other specific obligations among the actors.

Actors find themselves in various situations of resource asymmetry. Attempts to influence other actors who are able to provide the goods and values that are sought after, take the form of promised recompenses or of threats of damages. These possible actions define power relationships in which each actor aims to achieve maximum conformity from the other actors.

In other words, in a natural field the 'rights' (competencies, liberties, faculties, capacities, titles) attributed to each actor are not guaranteed or stabilised over time, but depends exclusively on its resources (economic, symbolic, violence) and their strategic use through a continuous process of conflict and negotiation.

The outcomes of these modes of interaction are inevitably precarious and unstable and determine a situation of *uncertainty* (as to costs and advantages) and *insecurity* (as to physical integrity). Changes in the quantity of resources or in their strategic value can modify the established pacts. In a natural field, the behavioural conformity of the others with respect to any actors' goals is achieved temporarily and in a non-generalised way and it depends heavily on the constellation of personal resources and alliances with other actors. Such conformity is neither stabilized over time nor generalized and guaranteed with respects to the claims of all other existing or potential actors of the arena.⁶

Conflict resolution in natural arenas

As I stated earlier, this is not the place where we can discuss the equilibriums, externalities, welfare/redistribution, and legitimacy problems of natural arenas. I only mention that in natural fields actors interact in the context of non-cooperative games (Nash Equilibriums), and (if we abandon full rationality and full information and we define a minimum level of bounded rationality) by mutual adjustment⁷, negative coordination⁸, and negotiation, particularly when agreements are self-executing and the implementation is not a problem. However, more complex

⁶ Stoppino, M., 'Che cosa è la politica', *Quaderni di scienza politica*, 1 (1994), 1-34.

⁷ Lindblom C. 1965. *The intelligence of democracy: Decision making through mutual adjustment*. New York: Free Press.

⁸ Scharpf, F.W. 1997. *Games Real Actors Play. Actor-Centered Institutionalism in Policy Research*. Boulder: Colorado: Westview Press.

agreements depend on more demanding institutional settings that reduce the uncertainty of the future and the risk of opportunism. The issue whether spontaneous social order can emerge through evolutionary or auto-dynamic social evolution and coordination leading to generalised and stabilised norms and institutions (the Hayek problem) is a typical 'natural field' problem. Note, however, that this social theory does not confine its conclusions to natural field and it tends to extend them to governmental fields, where conditions are completely different.

Governmental fields

Unlike natural fields a governmental field is a social field in which the powers and rights guaranteed to the actor depends from the role and function of a third actor, set into an institution and specialized in the production of behavioural conformity within the field.

This function is performed through the production of a number of key public goods to be summarised as *protection* (defence from others through coercive sanctions); *arbitration* (control and limitation of the conflicts between qualified actors); *jurisdiction* (guarantees about the compliance to commitments made by social actors and their respect of the services and performances promised and dues); *regulation* (definition of the rules of the game); and *allocation* (direct allocation of goods, services, duties).

As mentioned before, 'political action' is here defined as that action which aims at the achievement of the behavioural conformity of the other actors with respects to your own 'rights'. And this behavioural conformity is not punctuated, uncertain, or limited to a subset of the field's actors. It is generalized to all actors and stabilized over time. Governmental fields are characterized by a form of closure that results from the search and maintenance of guaranteed conformity of the others to your own 'rights/powers'.

Through protection, arbitration, jurisdiction, regulation and allocation the governmental field produces this guaranteed and stabilized behavioural conformity towards' actors rights and the production of rights becomes the production of 'guaranteed powers' in the form of just claim or prerogatives, or, as I said before, competences, liberties, faculties, capacities and titles.

These 'rights/powers' take the form of 'endowments' that confer on the actor concerned the stable and generalized behavioural conformity of the other actors (and,

if necessary, the right to resort to the political authority to ensure such conformity). These 'guaranteed rights' are organised in a network of binding 'orders' that stabilises social interactions in a field.

As we have argued earlier in this paper the essential good produced by the governmental field is not any specific final value for any individual or group, but, rather, the stabilized and generalized conformity of the others towards the acquisition of that value.⁹ If the political production of a system is clearly based on a binding network of decisions and rules from which actors cannot escape, its essential feature is not represented by these binding decisions *per se*, but rather by the creation of a guaranteed multilateral conformity for a vast group of actors. This is what makes possible for them to engage in relevant social interactions as exchanges, competition, cooperation, negotiations, and limited conflict to the extent that none of the actors concerned is free to endanger the stabilized and generalized conformity of the others.

Political action (politics) is that action of an actor who needs – to achieve his values and attain his goals – the behavioural conformity of the others not as an occasional consent or acceptance, but as stable and guaranteed conformity. In a governmental field, every guaranteed power/right/title represents *the capacity to exercise an activity with respect to which the dispositions and attitudes to conformity of all the other member actors are fixed and stabilized in time* (at least in the minimal sense of non-interference). The role of politics and of political power is to produce shares of conformity for everybody; the due share of conformity for everybody.

Therefore in governmental fields, and *only* in governmental fields, there is a differentiation between the search and defence of specific values, rights and titles *and* the search for political power. The single actor does not necessarily need to accumulate and use personal power resources. He can search for others' conformity through the rights and titles distributed by the political hierarchy in the form of its due quota of conformity.

Political power should therefore not be regarded as the power to achieve something. This form of power – the power to get somebody to do something she would not otherwise have done, or not to do something she would have otherwise done – is spread ubiquitously in any social field and in itself has no specific political connotation. Or, to put it differently, if we call 'political' this form of power, then we

⁹ Stoppino, M. 2001 (1995). *Potere e teoria politica*. Milano: Giuffrè, 245.

end up finding politics everywhere. Political power is that specific power that distributes powers for individuals in the form of 'guaranteed rights'.

This is why in governmental fields the end and the means get confused and mixed up so often and so easily. In principle, for an individual to realise his own 'values' the conformity of the others actors is necessary as a 'mean'. But to produce guaranteed and stabilised 'rights' it is necessary to prevent the exit options of those over which such rights can be exercised. Therefore, only the confinements and the reduction of exit options of people, resources, and territories can produce stabilized and guaranteed rights. But the reduction of exit options and the guaranteed conformity essential to the production and distribution of generalized and stabilized values easily get transformed from a mean into an end in itself.

Four codicils

Four quick codicils that derive quite logically from this argument but on which I have no time to dwell.

1) Only in governmental fields policy outcomes are conceivable and acceptable in which the advantages gained by one set of actors (winners) are at least high enough to allow the compensation of another set of actors (the losers). That is, only in governmental fields the Pareto optimality principle can be superseded by the Kaldor optimality principle.¹⁰ And this is why politics can be a far superior principle of conflict resolution than all those based on individual actors voluntary agreements.

2) Economicistic theories of institutions and of politics normally take the lead from the dilemma of how to explain the actors' capacity and/or willingness to cooperate on the basis of their individual motivations and interests. Such actors are seen as free to join or leave social relationships and fields, cooperate or not cooperate. However, if we accept that any closed social field of confined actors naturally generates a search for stabilised and generalised behavioural conformity as a precondition for the attainment of individual values and preferences, whenever a new problem of cooperation emerges it will not be shaped as a problem of individuals' coordination. It will be framed as a request of stable and generalised rights/powers from some actors with respect to which other actors may resist or try to escape. The cooperation

¹⁰ Kaldor N. 1939. Welfare Propositions of Economics and Interpersonal Comparisons of Utility. *Economic Journal* 49: 549-552.

– so difficult to achieve in the elegant models of individualistic interactions – will be achieved by distributing new powers/rights toward which the conformity of all actors is guaranteed and stabilised, if they do not want to endanger the stability of the binding order of the field from which also all their other rights depend.

3) Politics in governmental fields has an intrinsic expansionary logic. In order to generate behavioural conformity via the distribution of guaranteed rights, it is necessary to control additional resources by looking in other actors and their resources. This is so because rights can only be exercised over other confined actors unable to escape. In order to have a political production that distributes rights and titles, it is necessary to prevent the exit of those actors or resources over which those rights and titles can be exercised. So in governmental fields there is a tendency to limit more and more the exit options of actors, resources and territories, leading to an ever growing accumulation of political power in order to guarantee powers/rights. This is the source of the scaring but consistent Hobbesian argument that only a total tyranny can distribute and preserve order and stabilise governmental fields.

4) Within what we usually call political systems there is a combination of anarchic fields, authority fields, natural and governmental fields. There are continuous attempts to transform social relationships and fields from one type to the other. There are continuous ambitions to unlock people and resources from closed fields by those actors who expect improvements in their life-chances by achieving this, and continuous attempts to transform natural arenas and authority fields into governmental fields by those actors who expect improvements in their own 'right' by this change. In this sense, confinement and de-confinement is the essence of politics and political action. Confinement is never fully achieved or granted. People, resources and territories may always have ambitions to de-confine themselves, whenever they estimate that a different configuration of confinement may be to the advantages of their interest or values. In a situation in which withdrawal is a real opportunity, there is an incentive for key actors to seek their goals and values via the best allocation of their personal resources, rather than via the political exchanges and negotiations that guarantee the behavioural conformity of the other actors through the intervention of the political production of the central hierarchy. When the permanent withdrawal of crucial resources is a credible threat, the governmental feature of the field tends to dilute in a less governmental environment, in which the rationality of key actors is directed towards the best allocation and use of their own resources. The credibility of

the commitment to produce generalised and stabilised behavioural conformity is declining. The scope and reach of political production declines, as the generalized and stabilized conformity of the other actors is no longer necessary for many goals and values and is therefore no longer guaranteed (for the non-exiters) and no longer needed (for the exiters).

Conclusions

There is no conclusion to this paper. I have argued that a theory of politics needs to begin with a theory of confinement through boundary setting. That there can be no politics without confinement; that politics is primarily about locking-in actors and resources as the precondition for the production, generalization and stabilization of conformity; that the power which is inherently 'political' it is not the power of getting somebody to do or not to do something, but rather the power to stabilise a social field via a web of mutually guaranteed rights. Everything else comes after.

When looking at concrete political processes, structures and outcomes, political scientists who are interested in the *political meaning* of what is happening should focus on the continued process of confinement and de-confinement of actors/resources/territories through the production of stabilised and generalised 'rights'. That confinement and de-confinement is the essence of the political process, not the values or rights concretely devised and distributed.

This may be unconvincing to you. I hope at least to have convinced you that it is worthwhile to reopen the debate about the essence of politics and of political power and not to be satisfied with the rather loose use we are currently making of these terms in political science.

Congrès de l'Association Suisse de Science Politique

7 janvier 2010

Table Ronde

Participants:

Prof. Thanh-Huyen Ballmer-Cao (THBC), Université de Genève

Prof. Hanspeter Kriesi (HPK), Université de Zürich

Prof. Stefano Bartolini (SB), European University Institute, Florence

Prof. Ioannis Papadopoulos (IP), Université de Lausanne

THBC. Bonsoir. Comme vous le savez tous, puisqu'on est pour la plupart politistes dans cette salle, la science politique est considérée comme la reine des sciences. Or toute reine a ses soldats. Pour la Table ronde en l'honneur du 40^{ème} anniversaire de la création du Département de science politique, nous avons ici un échantillon illustre de ses soldats et je dirai même de ses généraux. Il y a Stefano Bartolini de Florence, que vous avez entendu tout à l'heure. A l'extrémité de la table, nous avons également Hanspeter Kriesi de Zürich, et, à ma gauche, Ioannis Papadopoulos de Lausanne. Nos collègues ont accepté de venir parler de leur parcours scientifique, et, au nom du Département de science politique, j'aimerais les remercier très chaleureusement.

Si le thème du parcours nous tient particulièrement à cœur, c'est d'une part parce que les anniversaires sont l'occasion par excellence de faire des bilans – on en a entendu un il y a un instant. Néanmoins, ce n'est point notre intention de montrer des palmarès, même si on a peut-être quelques raisons de le faire. Vous avez vu tout à l'heure quelques premiers chiffres avancés par nos collègues à partir de leur étude sur la production scientifique de notre discipline. Notre intérêt pour le thème du parcours vient du fait que nous prenons au sérieux le fait que le savoir scientifique est toujours un savoir situé, un savoir incarné. Qui élabore le savoir, comment et pourquoi ? Voilà la question qui intéresse. Et d'autre part, on l'a également entendu tout à l'heure, la science politique moderne intéresse les jeunes et elle les intéresse de plus en plus. Espérons que les témoignages de quelques-uns aujourd'hui vont motiver les jeunes à faire une carrière scientifique.

Pour structurer le débat, je vous propose de procéder en deux temps. Dans un premier temps c'est l'évolution de vos parcours scientifiques qui intéresse, notamment leur constance, leur développement, et, peut-être, il y aura même quelques virages inattendus. Dans un deuxième temps, le regard serait plus prospectif. Il va porter sur les différentes visions de la science politique en tant que discipline, mais aussi sur le métier de politiste. Vous l'avez certainement remarqué, nos collègues de la Table ronde ont des profils très différents: politique européenne, politique comparée, politique suisse... Mais une chose est commune à ces personnes: tous sont passés par Genève à des moments différents de leur carrière, avec des ambitions, des objectifs divers. Ce constat nous invite à commencer avec le thème de la mobilité.

Mes chers collègues, vos parcours présentent plusieurs étapes, des étapes internationales, des étapes nationales. Les politistes sont-ils aussi des voyageurs? Que signifie la mobilité dans un parcours de politiste? Y a-t-il des passages obligés? J'aimerais commencer par Hanspeter Kriesi, le doyen d'âge de notre table ronde.

HPK. Ça fait drôle d'être le doyen d'âge. Mon parcours est le parcours d'un chercheur en sciences sociales qui a commencé ses périples dans une situation d'un petit pays où sa discipline n'était pas encore très institutionnalisée. En effet, j'ai commencé en Sociologie et je suis passé par une phase préparatoire d'une haute école de science de l'éducation qui n'a d'ailleurs jamais vu le jour. Mais j'ai fait différentes expériences avant d'entrer en science politique ce qui a eu lieu en 1984 à Amsterdam. J'ai donc eu l'honneur et la chance de pouvoir enseigner à Amsterdam pendant quelques années, à la Faculté des sciences sociales et culturelles, et le département où je me suis retrouvé était le département du comportement politique des grands groupes, donc des mouvements sociaux. Ce n'était pas encore vraiment le 'mainstream' de la science politique non plus, ce n'est qu'au moment où je suis arrivé à Genève, en 1988, que je suis devenu un politologue à part entière et c'est là où pour la première fois j'ai dû enseigner deux cours principaux de science politique, à savoir la politique comparée et la politique suisse. C'est à ce moment-là que j'ai appris pour de vrai ce qu'est la science politique. On n'apprend jamais autant d'une matière qu'en l'enseignant, surtout quand on ne l'a jamais étudiée comme ce fut mon cas.

THBC. Merci Hanspeter. Vous l'avez certainement entendu: on devient politiste quand on voyage. A toi, Ioannis Papadopoulos, le plus jeune de notre table ronde.

IP. Disons le plus jeune des aînés, ce qui fait aussi assez drôle. Pour ma part, j'incarne plutôt un contre-exemple de mobilité. J'ai d'abord passé 13 ans d'études et de parcours professionnel à Genève, avec une interruption d'une année où j'ai été boursier du FNS à Paris. A la fin de mon doctorat, j'ai passé deux mois à la LSE à Londres, et en 1990 j'ai eu le privilège d'être nommé professeur à l'Université de Lausanne. C'est une université que je n'ai plus quittée depuis lors, sauf il est vrai, pour plusieurs séjours à l'étranger, mais essentiellement comme professeur invité, donc de courte durée. Alors si j'ai été peu mobile, c'est aussi parce que, contrairement à la plupart de mes collègues de ma génération, j'ai eu la chance d'obtenir un poste stable et confortable de manière précoce. Une chose importante donc est que, certes, la mobilité peut résulter d'un choix pour renforcer son curriculum, mais souvent ce choix est aussi le résultat de contraintes, c'est-à-dire de la rareté des postes permanents dans les universités en Suisse. De plus, alors qu'on voit souvent la mobilité comme un but, il ne faut pas oublier que c'est avant tout un instrument. La vraie question est si le fait d'être mobile nous rend meilleur, par exemple plus ouvert à de nouvelles approches, à de nouvelles problématiques sur le plan scientifique. Aurais-je pour ma part été meilleur si j'avais été plus mobile? Ce n'est pas à moi d'y répondre, et j'ai bien peur qu'une réponse de type contrefactuel ne soit pas très fiable. Mais ce que je peux dire de mon expérience de mobilité limitée, c'est que parfois j'ai profité sur le plan intellectuel de mes séjours ailleurs, et parfois non.

THBC. Merci, Ioannis. Sur tes réflexions concernant la mobilité, on y reviendra tout à l'heure. Ce qu'on retient pour le moment, c'est que le peu de mobilité que tu as faite ne t'a quand même pas empêché de faire carrière, une carrière même très réussie. Maintenant je me retourne vers Stefano. Certains d'entre vous le savent peut être: avant d'être le directeur du Centre Robert Schumann à Florence, Stefano a été aussi directeur du Forum à Florence. Et tout le monde le sait, le Forum est un peu la Mecque des chercheurs et des chercheuses en déplacement. On aimerait bien l'entendre parler de mobilité et de parcours scientifique.

SB. You ask me about the role that 'mobility' played in my career. This is probably hard to underestimate, but let me say that I've been especially lucky. I have experienced what I would call a 'huge local mobility'. The biggest 'mobility' chance I have had was that the European University Institute opened next door on the hill of Fiesole after I finished my "Laurea" and I managed to do PhD studies there. So, while I was considering flying abroad - I had won a grant for Johns Hopkins University and I was preparing my test of English as a foreign language - suddenly a great opportunity emerged next door. At the EUI I had a unique chance of 'local mobility' because in the early days almost all prominent scholars around the world passed through there and, while not moving, I manage to know, meet and interact with people like Hans Daalder, Stein Rokkan, Reinhard Leptius, Samuel Finer, Richard Rose, Juan Linz, Robert Dahl, Peter Flora, and many others of that calibre. So, without merit, in my little village, Florence, I suddenly found myself immersed in the world's top political and social science environment. In this sense my 'mobility' is pretty atypical. Later on I have been moving a bit - not too much; in Switzerland for 5 years, in France and for extended periods in Germany and in Britain - but none of these experiences parallel the one I had while working at the EUI in terms of degree of exposure to international scholarship. The EUI has been the decisive experience of my career, and this was sheer luck, for which only a limited amount of entrepreneurship was actually needed.

THBC. Merci Stefano. Ton argument m'amène maintenant à un deuxième point. Tu disais "la mobilité c'est aussi des rencontres". Je dirais que voyager, c'est autre chose que de tout simplement se déplacer. La mobilité géographique, c'est aussi très souvent la mobilité thématique en même temps. Quand je regarde vos cursus, chers Collègues, je vois des répertoires très riches et même impressionnants. Stefano Bartolini n'a pas fait que des études européennes, il a fait du comportement politique, il a aussi fait de la politique comparée, et même de la sociologie politique, me semble-t-il. Hanspeter Kriesi, vous l'avez entendu, avant d'être professeur en politique comparée à Zurich, a été professeur de politique suisse à Genève. Ioannis Papadopoulos porte deux chapeaux : professeur en politique suisse mais aussi professeur en politique publique. Donc une variété énorme de domaines. Alors la question est de savoir quelles sont vos préoccupations, vos questionnements en tant que politistes? D'où viennent-ils? Comment évoluent-ils? Et pourquoi? Autant de

questions sur les dynamiques qui animent vos questionnements. Alors cette fois ... je vous laisse répondre de façon spontanée.

HPK : L'honneur au vieux. J'ai abordé différents thèmes, c'est sûr, mais j'essaye de voir une constante dans ma carrière thématique et je pense que ce sont les thèmes de la mobilisation et de la communication politique et je dirais que j'ai toujours adopté une perspective de sociologie politique. Jan-Erik Lane n'a pas eu tort lorsqu'il me disait un jour que je n'étais pas vraiment un politologue, j'étais un représentant de la sociologie politique. En tant que tel, je me suis toujours intéressé aux origines structurelles des phénomènes politiques et c'est pour cela que je me suis toujours senti très proche d'auteurs comme Stein Rokkan, Charles Tilly, ou bien Stefano, qui est présent ici. Mais, à mon avis, il ne serait pas tout à fait correct de dire que j'avais uniquement une approche structurelle parce qu'il y avait un autre versant dans mes thématiques et je pense que je me sens également très proche d'un auteur comme Schattschneider pour qui l'extension des conflits politiques par les élites politiques, par la mobilisation des acteurs collectifs est au centre de l'étude de la politique. Comme je le vois il y a donc deux côtés dans ma recherche : d'une part l'étude des potentiels politiques qui sont structurellement donnés, et d'autre part la mobilisation de ces potentiels par des élites politiques qui, avec leurs outils organisationnels et leurs instruments de communication *d'agenda setting*, de *priming*, et de *framing*, introduisent les conflits latents dans la politique. Et en effet, je me suis toujours intéressé à la mobilisation des potentiels structurels, donc au versant *politics* de la science politique, et j'ai ainsi délaissé plus ou moins le côté *policy*. Je pense que Ioannis est dans ce sens tout à fait différent.

IP. Je pense pour ma part avoir compensé quelque peu l'absence de mobilité géographique par le souci de conserver une certaine mobilité intellectuelle. Je dirais d'abord pour les plus jeunes (car cela peut leur arriver) qu'un certain nombre de mes intérêts de recherche ont émané de jobs alimentaires que j'ai eus quand j'étais jeune. Dusan Sidjanski m'avait généreusement offert un poste d'assistant de recherche sur la politique énergétique en Suisse. Je ne connaissais alors pratiquement rien sur la Suisse, parce que je n'étais pas d'origine suisse, et bien que le Département avait des recherches sur la Suisse, il n'y avait pratiquement pas d'enseignements sur la politique suisse à l'époque où j'étudiais. Avec William Ossipow d'autre part, j'ai

commencé à travailler comme vacataire payé à l'heure dans une recherche sur les coalitions d'intérêts et la démocratie directe en Suisse. Tout cela m'a permis de me plonger dans la politique suisse, puis de m'intéresser à des questions liées à la démocratie directe, et progressivement, plus généralement, à la question de la démocratie dans la conduite des politiques publiques. Mais ce qu'il faut aussi dire, c'est que quand j'ai été nommé à l'Université de Lausanne, ce fut quand même une rupture dans mon parcours. Lausanne avait eu l'intelligence de créer un poste – c'était encore très rare – dans l'analyse des politiques publiques, dont je n'étais pas spécialiste. En fait, comme Hanspeter, j'ai dû enseigner des choses que je n'avais pas vraiment étudiées, et quand je suis arrivé à Lausanne j'avais un bagage plutôt d'analyste des discours, des idéologies, des partis politiques, et c'est à ces thèmes que j'ai consacré mes premiers enseignements, séminaires, et recherches sur la Suisse. Puis, progressivement, j'ai bifurqué vers les politiques publiques, en m'intéressant notamment à la question des rapports entre gouvernance et démocratie. Stefano Bartolini a dit toute à l'heure qu'il y a des centaines d'études de politiques publiques. Ce qui me frappait et que je trouvais un peu désolant, c'est que ces études avaient souvent un caractère très managérial, et que donc des questions importantes, comme la question de la participation, de la sélectivité, du contrôle démocratique, de l'imputation (*accountability*) n'apparaissaient pas. J'ai d'abord traité ces questions sur le plan local et national. Lors de mon séjour à Florence à l'Institut Européen, il y a une dizaine d'années, j'ai aussi commencé à intégrer la dimension européenne. J'ai compris qu'il fallait tenir compte de cette variable dans l'analyse des rapports entre gouvernance et démocratie, et au fond c'est ce que j'essaie de faire depuis une dizaine d'années. Je m'intéresse ainsi à l'eupéanisation des politiques publiques, mais plutôt du point de vue de l'impact que cela a, moins sur les contenus des mesures étatiques, que sur les processus de décision. Enfin, j'ai la chance de travailler maintenant dans le cadre d'un programme de recherche (NCCR) dirigé par Hanspeter Kriesi sur la démocratie, qui m'a sensibilisé par exemple à la question du contrôle médiatique : dans quelle mesure est-il un plus pour la démocratie ou pas ?

THBC. Merci, Ioannis. Ioannis Papadopoulos a commencé tout à l'heure par le constat d'une mobilité limitée, mais on a maintenant la preuve du contraire: une très grande mobilité intellectuelle et thématique. Je me tourne maintenant vers Stefano,

qui a pris le politique comme objet même de sa conférence. Qu'est-ce qui t'amène à poser ces questions de fond ?

SB. No, my career has not been marked by a continuous attention to 'the fundamental questions', at least as far as my publications are concerned. But I had the chance that my early masters always insisted that we should be able to frame every problem, however localised geographically and temporally, within broader theoretical and temporal frameworks. So, while writing professionally on rather specialised issues, I have always kept a great deal of personal interest into the fundamental or meta questions of the discipline. Getting old, I have somehow rediscovered the taste for more theoretical (and less empirical) inquiry. Today I have decided to talk about the nature of politics and of 'the political' in the attempt to bring together a number of ideas which intrigue me since long time but which I never had time to elaborate on. In a sense, I have taken this talk as an occasion to test my thinking capacity after almost four years I direct the Robert Schuman Centre and I have no time to do intellectual work that could be published following the standardised requirements of political science journals. Having accepted that I could not publish much, I decided that the little time left for myself should be devoted to re-reading some of the best Italian intellectuals writing about politics, something I never did thoroughly in the past. So I have recently enjoyed reading with no special pressure Mosca and Pareto, of course, but also Michels, Ferrero, Gobetti, Gramsci, Durso, and also more recent ones such as Leoni and Stoppino. The Italian experience is rather peculiar as far as political theory is concerned. Italian political science was very lively and intellectually challenging between the second half of the 19th Century and the first half of the 20th Century. Then the fascist period largely if not completely discredited most of it, primarily because this scholars were almost invariably hyper-realist, appeared often to be almost proto-fascists even when they were not, and, in any case, they were not much in line with the two dominant political and intellectual families that emerged out of the ruins of Fascist Italy: Marxism and Catholicism. Through these readings I have re-discovered the world of concerns and questions of these authors and times, which were of course very different from those my generation has been familiarised with from the 1960's to the 1990'. That is where the idea of the topic of today came from.

But to come back to your question after this long deviation – for which I apologise – the answer is NO. I have not devoted my work to this type of fundamental questions. Quite the contrary. My *parcours*, if we can use this demanding word, can be characterized by three labels: comparative; historical; hard data based. First I think that political science should be comparative, systematically comparative, and many of my writings are concerned about this option and possibility. We have not been comparative enough; we have not been systematically comparative; we have not explored enough the comparative method as a method to generate and to test hypothesis. If I had to cut it short I would say that all my work has been an attempt to try to be systematically comparative in theory testing. Second, I studied history and law before coming to political science because that was the old tradition and certainly it was the tradition at the University of Florence. I remain passionate about history and the idea that comparisons should extend through time can be regarded as a second important feature of my work and approach. I can't think that we understand what's happening today without some sort of *historical framing*. Today, when I read stuff that so openly aspire to be a-temporal and timeless, I get upset and annoyed. More and more contemporary political science appears to me ephemeral exactly for its lack of historical depth. What is worst, without historical knowledge, awareness and understanding we continue to reinvent the wheel pretending that it is a new thing simply because we have labelled it in a different way. I feel strongly about this and I have tried to bring into my work a long term perspective. The third element which I would like to emphasize is that one has to be comparative and historical, as I said, but also that we have to test our explanations collecting and creating the data we need. We need to 'build the data'. In Latin languages this expression immediately appears as somehow contradictory. 'Data', 'datum' means 'given' in these languages and it is odd to argue that you have to create what is given! But nobody gives us the data we need and the hope that we can build our sophisticated statistical analysis on those data that are 'given' to us by international organisation (World bank, OECD) or by the inventors of indices on liberty, democracy, etc., is indeed a dream, though convenient might it be. Data have to be discovered in archives, census figures, books and documents; they have to be cleaned, checked twice, made into as reliable as possible historical series, etc. And they are 'dirty', unreliable, and incomplete, require adjustments and informed estimated and even guess. They need to be carefully combined into indices, etc. etc. This is a time consuming, tiring, and not rewarding

task of the scholar, but it is the mark of true scholarship in my view, because only the scholar who has 'built the data', actually knows them and their intrinsic weaknesses. Unfortunately, but perhaps unsurprising, we rely too often on 'given data', immediately to be thrown into by now cheap and quick machines and user friendly software to arrive soon at 'coefficients', and to the conclusion that the hypothesis is confirmed! To build the data, to build what it seems to be given, but in fact is entirely determined by the sources, choices and inevitable manipulations, is the essential part of good scholarship, it is the craftsmanship of good scholarship. When I think back about my 'approach' to research, these are the three elements that I would like to emphasise.

HPK. May I say something about the last point to "build the data": when I launched myself on this trajectory, the supervisor of my thesis was Peter Heinz, and he always talked about Switzerland as a "black box". There was no data, so one part of my trajectory was dedicated indeed to the construction of data sets in Switzerland to elucidate this black box, and I think this is especially the destiny of somebody who has grown up as a researcher in a country which has been highly underdeveloped and which has had no institutionalized social sciences. We had to build data and to study this country from scratch. Dusan Sidjanski has talked about the first survey "Les Suisses et la politique" 1975 – I mean that was the book! Before 75 there were virtually no surveys in Swiss social science! Maybe one or the other, but basically that was the first large-scale comparative survey, which, by the way, became possible because it was part of the Political Action study. But this just indicates that the base had to be constructed first in this country in order to study politics in Switzerland.

THBC. Merci à Stefano, merci à Hanspeter de cette honnêteté intellectuelle. On a parlé de vos répertoires, on a parlé de vos richesses thématiques. Maintenant vous avez abordé la question des limites mêmes de la discipline. J'aimerais alors demander à Ioannis Papadopoulos: Quels sont les grands défis qui se posent aujourd'hui à notre discipline à ton avis? Est-ce que ces défis se situent selon toi au niveau conceptuel, au niveau empirique, ou par contre au niveau théorique comme on l'a entendu tout à l'heure? Ou bien est-ce que tu penses plutôt à certains domaines où on a encore des efforts à faire, la politique européenne, l'analyse des politiques publiques, etc.?

IP. Un défi, selon moi, tient au fait que nous avons perdu un certain nombre de choses. Permettez-moi rapidement d'illustrer cela à partir d'une reconstruction de l'ambiance intellectuelle du Département de science politique de l'Université de Genève que j'ai connu dans les années 80, il y a maintenant plus de 20 ans. A l'époque, le Département, qui n'était pas un lieu toujours très tranquille, était je crois quand même un lieu propice au débat intellectuel, sans doute davantage que ne le sont les départements actuels. Je me souviens que nous étions notamment, entre autre, fascinés par les travaux de Charles Roig, qui figurait sur la photo du département projetée tout à l'heure. Charles Roig avait beaucoup écrit, mais il était assez éclectique, c'est ce qui faisait aussi la richesse de sa pensée. Ce serait difficile de dire de quoi il était spécialiste : comportement politique, socialisation, analyse de discours, administration, épistémologie et, en plus, ses travaux étaient souvent publiés de manière relativement confidentielle, parfois il hésitait même beaucoup avant de les publier.

A l'époque, c'était un scientifique reconnu et respecté, pas seulement à Genève, mais en France et au-delà. Je crois qu'un tel profil dont nous avons bénéficié ne serait plus possible aujourd'hui, et je ne suis pas certain que la science politique soit gagnante. Je me rends compte aussi que nous vivions dans un univers différent d'aujourd'hui. A partir de mon exemple personnel : je travaillais alors sur l'analyse de discours. J'avais beaucoup de références françaises, peu de références dans d'autres langues, et je n'aurais d'ailleurs pas très bien su comment les trouver. Mais plusieurs de mes références venaient de disciplines autres que la science politique, comme la sociologie ou la linguistique. Je suis certain que si j'avais vécu dans un univers moins cloisonné sur le plan linguistique, j'en aurais bénéficié. Mais si j'étais jeune chercheur aujourd'hui, je vivrais dans un univers plus cloisonné par rapport à des disciplines connexes mais fondamentales pour nos problématiques. Je dirais donc que le défi est d'essayer d'échapper à l'hyperspécialisation, alors même que tout le système d'incitations et de gratifications nous pousse à être hyperspécialisés.

THBC : THBC : Voilà un message clair pour la relève.

Comme on est en retard sur l'horaire, je vais devoir raccourcir un peu mes questions.

On vient d'entendre le message de Ioannis Papadopoulos: ne pas se spécialiser, éviter une hyperspécialisation. Alors j'aimerais demander aux autres intervenants d'émettre aussi un message auprès de nos jeunes collègues, avant de passer la parole au public.

HPK : J'ai lu le livre de Gérard Munck et de Richard Snyder, qui ont mené 15 interviews avec des maîtres de la politique comparée. Richard Snyder suggère dans son introduction que les meilleurs chercheurs de cette discipline partagent trois caractéristiques. Des expériences de vie très riches, qui les amènent à poser des questions de recherche spécifiques, et qui, de plus, leur donnent des raisons impératives de s'engager pour les problèmes sur lesquels ils travaillent. Une passion pour la recherche qui dépend souvent de leurs expériences de vie et de leurs engagements normatifs, et une volonté de prendre des risques personnels et professionnels. Alors évidemment ces trois éléments ne garantissent pas encore qu'on devienne un chercheur de qualité mais sur la base de ma propre expérience je pense que ces trois éléments sont indispensables si on veut se lancer dans une carrière productive en sciences sociales. D'abord, il faut prendre des risques, je pense. La vie n'est pas toute tracée à l'avance. C'est un aîné qui dit ça. En plus, on travaille beaucoup mieux si on est passionné par les questions que l'on se pose. Et là, je rejoins un peu Ioannis qui parle de la spécialisation. Ce qui me frappe, c'est que très souvent les jeunes chercheurs motivent leur requête et leurs travaux par des niches dans notre savoir qu'ils proposent de remplir. C'est un signe de professionnalisme, bien sûr, un signe qu'on élabore des énigmes à l'intérieur de paradigmes donnés. En même temps on est bien loin avec ces propos de nos préoccupations de soixante-huitards, qui se sont penchés sur ce qu'ils ont pensé être des grandes questions et qui étaient motivés d'étudier le pouvoir politique ou la question "Qu'est-ce que la politique tout court" ? Donc mon message aux jeunes chercheurs et aux jeunes chercheuses *est d'oser et de se poser des grandes questions et de les attaquer avec les outils les meilleurs qui sont à notre disposition aujourd'hui.*

THBC. Merci, la parole est à toi, Stefano.

SB. A message to junior colleagues about what should be done? This is hard indeed. Let me mention a few points, assuming that in fact it might be easy to give good advice when you are no longer in the position to offer bad example. First, we have

forgotten about political theory. That was the sense of my little talk on the essence of politics. We don't do much political theory any longer. We know a lot thanks to the quantitative richness of the studies but we are less sure than in the past that we understand what we know. Political theory was once driving empirical research more than it is the case today. The two have got separated as two different disciplines. Second, we have lost historical depth and on the risk of this I have already elaborated above. Third, and related to the point before, we should avoid an excessive use of neologism that seems to be spreading into the social sciences. Forth, we should carefully try to avoid that our intellectual work is overwhelmingly dominated by a 'strategy of publication', following which an interesting intellectual argument and empirical analysis is split into 25 publications that resemble modern 'telenovelas'. I also see among junior scholars and doctoral students an obsession with the last six months publications; if you have not read what appeared on the last issues of the contemporary dominant periodicals you are guilty of incomplete reference, while in fact, if you have not read a fundamental contribution of, say, 50 years ago, and therefore you quote it indirectly or via a secondary interpretation, this appears as unproblematic.

Perhaps my advice may not be particularly useful for junior scholars' academic career. We may be aware of the mistakes we have done. Political Science has often developed institutionally (chairs, positions, etc.) in competition with neighbouring disciplines as law, history and sociology and to a certain extent we have been fencing our discipline via a standardised professionalism. Whoever has to be blamed for this – and probably my generation is - you have to accept the rules of the games we have created if you want to have a career. I would not like that you read my suggestions as a perfect vade-mecum for failure in the career. More simply I hope that the limited amount of time and freedom that you are allowed by the rather heavily standardised and bureaucratized academic profession of today, can be used to go in those directions I have mentioned.

THBC. Merci Stefano, voilà une recette assez exigeante à appliquer.

Maintenant j'aimerais demander au public d'intervenir. Y a-t-il des réflexions, des points que vous aimeriez mettre en discussion ?

Question du Public. En introduction de ce qui va sans doute être discuté demain, ce qui me surprend, surtout que nous avons trois personnes assez importantes dans la science politique à la fois suisse et internationale qui nous ont dit quand même, surtout dans leurs dernières interventions, que ce que l'on a vu toute à l'heure – cette espèce de "ranking" – qui à mon avis est totalement ridicule – n'a, à leur avis également (ils ne l'ont pas dit comme ça évidemment), n'a aucun sens. Mais ce qu'ils nous demandent de faire c'est d'être créatif, de ne pas trop publier, de lire, de faire de la théorie politique et c'est exactement l'inverse qu'on nous demande, que ce soit dans les instances nationales suisses, au niveau européen et au niveau international. Donc c'est tout de même assez piquant de voir l'ancienne génération – qui, à mon avis, a raison – nous dire de faire exactement l'inverse de ce que l'on nous dit, de ce qu'on nous force par ailleurs de faire semaine après semaine, mois après mois, dans notre travail de politistes. (Applaudissements).

HPK. Moi je pense qu'il y a un malentendu, parce que il n'y a pas de contradiction entre se poser de grandes questions, faire de la recherche sur les questions qui sont chaudes et importantes, et de publier. Je ne vois pas là de contradiction. Et je rappelle ce que j'avais dit: si on est passionné par les questions qu'on se pose, on travaille beaucoup mieux et on est beaucoup plus capable de publier quelque chose qui vaut la peine. C'est vrai, et Stefano l'a aussi dit, les exigences et les contraintes, les restrictions bureaucratiques de la discipline, vont dans le sens que vous indiquez et incitent ceux qui ne réfléchissent pas trop à aller dans la direction de s'occuper exclusivement des niches à remplir. Mais ce n'est pas nécessairement uniquement en remplissant des niches qu'on peut publier des textes. Peut-être c'est plus dur et plus exigeant d'essayer de publier un texte qui ne remplit pas uniquement des niches, mais on arrive quand-même à publier ce genre de texte et on a plus de succès si l'on arrive à écrire un tel texte.

IP. Pour ma part, je ne pense pas que comme nous fonctionnions il y a 30 ans c'était mieux. Je dis que chaque système a ses avantages et ses inconvénients. Il y a 30 ans, on n'était pas du tout dans une culture de *publish or perish*, ça avait des avantages, ça avait aussi des inconvénients. Il y avait dans les départements universitaires des gens pas passionnés du tout, et qui ne travaillaient pas beaucoup. Je pense que la contrainte de publication, qui est plus forte maintenant, incite à davantage travailler.

Quant à l'hyperspécialisation, elle a aussi des avantages. Nous avons, aujourd'hui, une connaissance beaucoup plus fine du social qu'il y a quelques décennies. Le problème est que la recherche de cette connaissance fine ne devrait pas nous focaliser uniquement sur la brindille (je ne parle pas de l'arbre), et nous empêcher de nous intéresser de temps en temps à la *big picture* de la forêt. Mais c'est difficile à concilier, c'est vrai.

THBC. Merci beaucoup. A mon avis, il y a aussi des passages obligés et sauter les étapes comporte également des coûts à assumer. Les choix ne sont pas mutuellement exclusifs non plus, c'est plutôt une question de priorité. Le fait de travailler dans des niches aujourd'hui ne devrait pas empêcher de s'occuper demain de façon plus conséquente des questions plus fondamentales.

SB. I see the point in the question and to a certain extent I sympathise with it. Yet, the constraints of contemporary political science – publish or perish, ranking and evaluations, impact factors, etc. – cannot be escaped. My suggestion was not to opt for the intellectual hermit life or for an aristocratic approach to knowledge seen as pure individual enlightenment. A number of parameters exists within which you have to work if you want to make a career. At the same time, you have options available and I suggest that these include those intellectual interests that I have mentioned. I believe in the long run this will make you a better scholar. It is clear that our (the speakers') generation had more time and was working under less severe pressures. However, as indeed Ioannis said, this had also shortcomings. Everyone has to carve her own way through the existing constraints of the academic bureaucracy, the intellectual conformism of the day, and the truly enjoyable experience of intellectual curiosity that transcends too rigid disciplinary boundaries, sects and schools, and dominant paradigms. Since the end of aristocracy no scholar can live in the third dimension alone, of course. Simply, do not let the first two shrink the third too much.

THBC. Merci, y a-t-il une autre intervention de votre part?

Il me semble que ce n'est pas le cas. Il me reste à remercier tout d'abord les intervenants de la table ronde d'avoir accepté de jouer ce jeu et à faire cet exercice de réflexivité comme le dit Anthony Giddens. Je remercie également le public de son attention et je souhaite à toutes et à tous une bonne soirée. Ce sera mon directeur qui aura maintenant le dernier mot.

TÉMOIGNAGES ET PARCOURS

Jubilé, Jubilez

Christine Mironesco*

Un(e) politologue peut-il (elle) être joyeux(se) ? Pendant les heures de travail ? En se livrant à l'exercice du métier tel qu'il a été enseigné, et tel qu'il est censé se pratiquer sous l'œil vigilant de pairs plus ou moins amicaux ? Il me semble que non : le politologue patenté est élégamment sombre. Cette situation est curieuse et mérite un moment de méditation.

Nous sommes sans doute nombreux à avoir entonné, depuis une chaire professorale, la litanie des définitions introductives : la science politique est la science du pouvoir, de l'Etat, des institutions. Avons-nous souvent poussé l'audace jusqu'à prétendre que cette discipline pouvait être belle ? Belle malgré et à cause de son objet ? Il s'agit d'art de vivre ensemble tout de même. Il s'agit d'action, de créativité et pas seulement de statistiques ou de routines poussiéreuses. Déclaration à la fois évidente et indécente. Le sérieux que réclame l'activité intellectuelle de haut niveau laisse peu de place à la joie que l'on pourrait cultiver si l'on osait mettre en lumière l'ingéniosité humaine appliquée à résoudre des problèmes de vie en société. Cette ingéniosité n'est pas quotidienne ? Raison de plus pour ne pas l'occulter quand elle se présente. L'analyse politique pourtant fait bien plus de cas des problèmes, du nombre de problèmes, de la diversité des problèmes, de la gravité des problèmes, et des échecs accompagnant les tentatives de solutions. Un peu comme un médecin qui se bornerait à répéter que l'homme est mortel, sans jamais se pencher sur le processus vivant proprement dit, et encore moins se réjouir de son existence.

L'opinion publique se complait dans le drame

On a l'air naïf quand on admire trop explicitement un événement ou une idée politique. La peur, en revanche, est une émotion largement admise au sein du public. On n'a pas peur d'avoir peur, c'est même un titre de gloire, si l'on en juge par l'essentiel des débats politiques de l'heure. Une sorte de pessimisme ambiant se trouve investi d'une capacité mystérieuse de créer du lien. Pour ma part, je pense que la peur est rarement bonne conseillère.

*Professeur titulaire retraitée

Prenons, par exemple, la question du réchauffement climatique. Spectaculaire à bien des égards, la question désespère aussi. Que disent les discours récents les plus audibles à son propos ? Les mesures curatives, ou même préventives, ne sont ni claires ni consensuelles. La perspective devient catastrophiste, et le thème démobilisateur.

Derrière le problème purement météorologique cependant, se profile un changement autrement intéressant et vital. C'est peut-être la première fois dans l'histoire de l'humanité que s'impose, avec autant d'acuité, le fait que nous soyons tous sur le même bateau, littéralement. Nous sommes tous sur la même planète, en effet, et une menace climatique élargit la question du vivre ensemble dans l'espace et dans le temps, de manière radicale. Voilà une belle occasion de créativité. Et pourtant, un premier et récent sommet international sur ce thème a été bien plus décrié que présenté comme un appel à l'imagination future. On en a souligné les faiblesses avec complaisance, on en a occulté la jeunesse et l'espérance.

Difficile de dire qui des media ou des opinions est responsable de ce penchant pour la sinistrose. Un observateur avisé, dont j'ai oublié le nom (pardon, Monsieur...ou peut-être Madame ?...), a résumé un jour cette tendance par une formule forte. Je la cite de mémoire : "si les media avaient été contemporains de Jésus-Christ, ils auraient couvert la crucifixion mais manqué le message évangélique". Le drame séduit, sans induire toujours et encore moins rapidement le supplément d'intelligence qui devrait y être associé.

La question climatique n'est qu'une nouvelle illustration parmi d'autres de l'appétit de l'homme de la rue et de sa presse pour le drame. Grande est la tentation de n'y voir qu'une forme de simplisme.

La science politique est réaliste

Si l'homme de la rue a des excuses face à la complexité des choses, qu'en est-il du politologue ? Son statut scientifique le met-il à l'abri de la sinistrose ? Au fait, maîtrise-t-il vraiment mieux la complexité des relations humaines ? Si oui, quel rapport avec une analyse constructive ?

Il arrive, plus souvent qu'on ne le croit, que les étudiants abordent les études de science politique avec des espérances plein leur sac à dos. Pas tous, certes, mais il s'agit souvent des moins médiocres. Il faut avoir rencontré, année après année, les

hordes d'apprentis experts en relations internationales, aspirant à changer le monde, pour y aspirer avec eux, par contagion. Mais il faut avoir vu aussi la perplexité des visages quand on leur assène – sans rire car il n'y a pas de quoi – que l'homme est un loup pour l'homme, que chacun défend naturellement d'abord et avant tout ses propres intérêts, que la réalité n'est pas un conte de fées et que la science s'occupe de réalité.

Cette déclaration solennelle, proposant une lecture noble d'un comportement mesquin, m'a toujours étonnée. Enfin, pas toujours : j'ai commencé par la prendre au sérieux quand j'étais étudiante. S'il faut adopter une telle incantation pour entrer dans le cercle des scientifiques, soit. Mais petit à petit, à force d'élargir mes horizons par l'histoire politique et l'histoire des sciences, j'en suis venue à douter. Et à me demander si la discipline ne souffre pas d'une confusion systématique entre pessimisme et réalisme.

"Analyser ce qui est plutôt que disserter sur ce qui devrait être" préconisait Machiavel, un de nos pères fondateurs, souvent cité et assez mal lu. C'était un appel au réalisme, un appel salutaire, un appel faussement clair. Salutaire dans un premier temps, lorsque les conceptions politiques étaient pétries de mythologies et de prescriptions normatives, il fallait montrer que la politique s'adresse à des êtres incarnés. Ceux-ci poursuivent des intérêts matériels et individualistes certes, mais l'art de vivre ensemble fait partie de leurs intérêts vitaux aussi. C'est ce qui apparaît notamment au travers de l'histoire politique. Les pratiques de vie collective sont si anciennes qu'il est difficile de les tenir pour moins naturelles que les comportements individualistes. Peu importe que ces pratiques soient imparfaites. Elles sont si fortement inscrites dans la nature humaine qu'elles exercent une pression considérable sur l'imagination. De temps en temps, avec succès.

Il faut admettre que la réalité politique est complexe, mouvante et contradictoire. Comme toutes les réalités auxquelles s'applique la démarche scientifique. L'histoire des sciences est faite d'appropriations successives d'objets complexes, mouvants et contradictoires qui paraissaient simples au départ. La science politique souffre peut-être d'une maladie de jeunesse sur ce plan. A force de réduire son objet naturel à la *realpolitik*, elle tend vraiment – pour le dire vite – à confondre réalisme et pessimisme. A donner un statut scientifique, en somme, à un penchant assez ordinaire.

Bien sûr, chacun est libre de ne voir que la moitié vide du verre. Mais quel est l'intérêt de prétendre que seule la moitié vide est réelle, et qu'elle peut rendre compte de l'ensemble du verre ? A mon avis, la moitié pleine est au moins aussi réelle que l'autre, et nettement plus intéressante. Voire même jubilatoire.

“Il est interdit de fumer dans les lieux publics”

William Ossipow*

La retraite est un moment propice à la rétrospective. Non pour contempler le passé avec nostalgie, mais pour tenter de voir si un fil conducteur avait peut-être guidé, à notre insu, la démarche de travail qui fut la nôtre, nous aider à la comprendre et à nous comprendre nous-mêmes. Le retraité est toujours un peu sur les traces de saint Augustin et du Rousseau des Confessions. Il laisse aux jeunes, qui ont le temps, *L'éducation sentimentale* de Flaubert.

A la fin des années soixante, puis pendant encore de nombreuses années, d'innombrables volées d'étudiants ont entendu les cours de Dusan Sidjanski. J'étais parmi ceux qui s'initiaient à la science politique et commençaient à se familiariser avec les thèmes qui étaient alors – et, je crois, sont toujours restés – les thèmes favoris du fondateur de la science politique à Genève : l'Europe, le fédéralisme, les groupes de pression. Et puis aussi ce leitmotif récurrent, la décision. Tous ces thèmes tranchaient fortement avec les concepts auxquels mes études antérieures à Fribourg m'avaient accoutumé : essence et existence, substance et accidents, quantité et qualité, forme et matière, univoque, équivoque et analogique et beaucoup d'autres. Ces mots, en les écrivant aujourd'hui, tintent agréablement à mes oreilles, comme le son d'une cloche dans la campagne gruyérienne, mais, à l'époque, cela fut vite enfoui par le rappel à l'ordre du réel de la politique moderne : pression, processus, décision. C'est à peine si nous avons noté le petit parfum bergsonien de la célèbre distinction de Sidjanski entre décision close et décision ouverte.

Bien des années plus tard, la thématique de la décision a de nouveau retenu mon attention – sans du reste que je lui aie jamais consacré un travail spécifique. De nouveaux aspects me sont apparus, grâce au contact avec la pensée allemande de l'entre-deux guerres, en particulier le théologien protestant Rudolf Bultmann et le constitutionnaliste Carl Schmitt. Dans ce contexte, la décision se présente comme une intervention dans le vif et le concret d'une existence humaine, ou, au niveau collectif, dans le vif et le concret de l'histoire. Lorsque une décision est prise (et bien sûr mise

* Professeur honoraire

en œuvre), un tournant s'opère dans le cours des événements, une inflexion unique est donnée et s'inscrit à tout jamais dans la trame du déroulement historique. Parfois les conséquences sont anodines ou prévues et bien maîtrisées ; parfois elles ont des effets inattendus ou pervers ; parfois les décisions prises débouchent sur des catastrophes de grande ampleur comme les décisions d'entrer en guerre ou la "solution finale" ; mais toujours la décision est insertion d'une volonté dans la chair de l'histoire. A ce titre, elle est ce qu'il y a de plus concret dans le champ politique. Elle représente le moment existentiel par excellence du politique, loin de toute abstraction, de toute généralisation. Certes, il y a beaucoup à apprendre en considérant les décisions passées. Mais on ne peut généraliser une décision car il est impossible de la reproduire strictement à l'identique : le tissu concret de l'histoire aura changé entre-temps. On ne se baigne jamais deux fois dans la même eau du fleuve ou plutôt du torrent de l'histoire.

Carl Schmitt aura formulé le pathos de la décision politique avec toute la solennité nécessaire :

La décision souveraine est commencement absolu, et le commencement (y compris au sens d'*arché*) n'est rien d'autre qu'une décision souveraine. Elle jaillit d'un néant normatif et d'un désordre concret.¹

Dans ce même registre, il voit dans la décision l'acte par lequel un acteur politique désigne l'ami et l'ennemi – et c'est par cet acte même que cet acteur se pose comme politique. On ne peut pas ne pas citer ici la phrase qui inaugure la célèbre *Théologie politique* : "Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle"².

Comme on est loin de la politique comme orientation au bien commun ou à l'intérêt général. Dans cette optique schmittienne, la décision se justifie elle-même par la dynamique qu'elle entraîne. Comme Hobbes le disait déjà, *auctoritas, non veritas facit legem*. Le fascisme n'est pas loin, il est dans l'œuf. Cela annonce Mussolini, Franco et Hitler. Pour eux, la décision n'a pas à rendre des comptes, elle doit se laisser porter par son propre mouvement : elle vaincra l'ennemi ou sera vaincue.

Comment peut-on ne pas rendre des comptes ? Là est l'énigme. Lorsque je me hasarde à refuser des bonbons à mes petits-enfants sous le prétexte que c'est mauvais pour la santé, je dois m'expliquer avec les derniers numéros de *Médecine et Hygiène*

¹ Carl Schmitt, *Les trois types de pensée juridique*, Paris, PUF, 1995, p. 83 [1934].

² Carl Schmitt, *Théologie politique*, Paris, Gallimard, 1988, p. 15 [1922].

consacrés aux caries, à l'obésité et au diabète. Ces chères têtes blondes ne sont pas post-matérialistes puisqu'elles aiment les bonbons (avez-vous déjà rencontré des post-matérialistes dans votre vie ? à Wall Street peut-être ?) mais elles sont post-fascistes, elles sont démocrates et, à cinq ans, elles ont tout compris de Habermas. Elles demandent des comptes à ceux qui prennent des décisions.

Je fus toujours frappé en lisant l'argument de simple sens commun présenté par Leo Strauss dans le chapitre II de *Droit naturel et histoire*, chapitre au cours duquel il s'attaque à la thèse weberienne du bannissement du jugement de valeur dans le travail de sciences sociales, la fameuse neutralité axiologique : "L'interdit contre les jugements de valeur en science sociale conduirait aux conséquences suivantes. Nous aurions le droit de faire une description purement factuelle des actes accomplis au su et au vu de tous dans un camp de concentration, et aussi sans doute une analyse, également factuelle, des motifs et mobiles qui ont mû les acteurs en question, mais il nous serait défendu de prononcer le mot de cruauté"³. Consciemment ou pas, ce type de problèmes qui concerne le statut épistémologique des jugements de valeur, fut l'un des fils conducteurs de mes travaux. Car le paradoxe veut que toute la politique soit construite sur et autour des jugements de valeur : la décision normative, comme j'en esquisse la démonstration plus loin ; mais aussi l'obéissance ou la désobéissance des citoyens aux décisions. D'un bout à l'autre de l'échelle du commandement politique, ceux qui prennent les décisions et ceux qui leur obéissent agissent, pour parler avec Boudon, parce qu'ils ont de bonnes raisons. Et c'est la bonté des 'bonnes raisons' qui doit faire l'objet de l'investigation rationnelle du savant et du citoyen.

Gardons à l'esprit que les grands malheurs de l'humanité ne trouvent pas leur origine dans les fléaux naturels, pas dans les raz de marée ou les éruptions volcaniques, les grands malheurs proviennent des décisions politiques – fort heureusement celles-ci sont aussi capables de générer des bienfaits pour l'humanité. Le jugement politique, basé sur le jugement de valeur, souffre trop souvent d'une grave pathologie qui mérite la même attention que l'humanité porte à la lutte contre les maladies. On devrait pouvoir énoncer, dans des conditions épistémologiques décentes, que certaines politiques sont inacceptables non seulement pour des raisons juridiques, mais bien pour des raisons éthiques. C'est un type de proposition qu'une société civilisée doit pouvoir articuler, dans ses arènes parlementaires, dans ses tribunaux, dans

³ Leo Strauss, *Droit naturel et histoire*. Paris, Flammarion, coll. Champs, 1986 [1953], p. 59.

l'entretien de sa mémoire, notamment auprès des jeunes générations ; elle doit pouvoir se positionner, c'est-à-dire juger de ce qui est en cause. Et cette proposition doit pouvoir échapper à la disqualification dédaigneuse et suffisante que le mainstream des sciences sociales lui oppose souvent en soulignant sa non-scientificité. Dès lors il s'est agi pour moi d'asseoir la pertinence des jugements de valeur dans la constellation de l'ensemble des réflexions sur le fait politique qui constituent la science politique. D'où mon grand intérêt pour les travaux de Habermas qui est l'un des principaux penseurs à avoir abordé ce type de problématique et à l'avoir mis au centre de son œuvre.

J'étais conscient que le simple fait d'aborder, comme non juriste, le domaine des normes et des valeurs pouvait susciter de fortes objections. Comment, après Durkheim nous demandant de considérer les fait sociaux comme des choses, après Weber exigeant du chercheur la neutralité axiologique, après Popper nous enjoignant de séparer le fait et la norme, comment encore oser s'aventurer sur le terrain normatif sans aplatir les valeurs en les ramenant, à l'aide des enquêtes, aux opinions sur les valeurs ? Ce fut pour moi une tâche prioritaire que de tenter de déblayer le terrain épistémologique, une nécessité pour la tranquillité de mon âme savante.

Il n'est pas question ici d'être exhaustif à ce sujet. Je voudrais cependant proposer un ou deux éléments du raisonnement que je tins à l'époque, auquel j'adhère encore aujourd'hui et qui me semble ouvrir la voie au raisonnement rationnel dans le domaine des normes et des valeurs.⁴

Il y a d'abord l'agir humain, quel qu'il soit, par exemple fumer une cigarette. Cet agir est souvent encadré par tout un système normatif : "il est interdit de fumer dans les lieux publics". Il s'agit là d'une injonction formulée en bonne et due forme par l'Etat. Cette norme est réputée échapper à la logique du vrai et du faux, pour appartenir intégralement à la logique du devoir-être. En ce qui concerne le domaine politique - il en serait peut-être différemment dans le domaine religieux, mais ce n'est pas certain - cette manière de voir les choses m'a toujours semblé très courte. Car si le décideur, en l'occurrence l'Etat, a édicté cette norme sous la forme d'une décision législative ou réglementaire, c'est qu'il a cru bon qu'il soit interdit de fumer dans les lieux publics. La norme est ainsi rabattue sur le terrain des valeurs, et même de la

⁴ William Ossipow, "Le jugement évaluatif". In : G. Duprat (dir.), *Connaissance du politique*. Paris, Presses Universitaires de France, 1990, pp. 71-95.

plus fondamentale d'entre elles, celles du bien (car toutes les valeurs, ultimement se définissent par rapport au bien). "Il est bien qu'il soit interdit de fumer dans les lieux publics". Et ce qui est *bon* dans l'ordre du politique est le fondement même de ce que l'on appelle la légitimité.

Maintenant, on sait très bien que cette norme peut être contestée, en particulier par celles et ceux qui voient leur confort de fumeuses et fumeurs gravement atteint. A juste titre peuvent-ils poser la question de la vérité de ce dogme d'Etat selon lequel "il est bon d'interdire de fumer dans les lieux publics". Cette question suggère que les jugements de valeur peuvent être à leur tour rabattus vers des jugements exprimables en termes de vrai / faux, c'est-à-dire rendus accessibles à la rationalité et à la recherche empirique. L'énoncé pleinement développé auquel on aboutit se présente sous la forme suivante (ici sous forme interrogative) : "est-il vrai qu'il est bon qu'il soit interdit de fumer dans les lieux publics ?". Telle que cette question est formulée, on débouche sur la constatation paradoxale que les normes et les jugements de valeur sont susceptibles, par un double rabattement, de développement dans le cadre de jugements de vérité.

On se trouve dès lors en présence d'une chaîne discursive complexe : l'acte et sa description ; la norme ; la valeur explicitée de la norme ; la question de la valeur de vérité de la valeur attachée à la norme. Le décisionnisme affirme l'autorité indiscutable de la norme parce qu'il l'extrait de la chaîne discursive. Mais en fait, le sujet moral, le citoyen, le politique et le savant sont perpétuellement confrontés à cette chaîne qui culmine dans la *question critique* : est-il légitime de ... ? est-il vrai qu'il est légitime de... ?

La question critique est en même temps la question citoyenne, laquelle, comme question de vérité, est susceptible d'un débat rationnel, appelle le débat rationnel. Dans la vie politique ordinaire ce débat est largement empreint des passions et des intérêts qui nous pétrissent tous, mais la raison peut se frayer son chemin. Il a lieu au moment où la norme doit être décidée : dans les arènes gouvernementales et parlementaires, dans la presse, dans l'opinion publique. Mais la question critique est susceptible d'être activée à tout moment. Il n'y a jamais prescription, même des dizaines d'années après les événements. Les débats autour du génocide arménien, comme ceux au sujet de la colonisation et de son héritage, témoignent de cela.

L'important dans le cadre d'un ethos démocratique et libéral est que la possibilité de la question critique soit toujours ouverte : "Est-il vrai qu'il est bon de..." ? Le jour où

l'on fermera les portes à ce questionnement la démocratie elle-même et nos libertés seront en grand danger.

A cette question centrale de la vie démocratique, il existe, je crois une méthodologie qui permet de répondre au-delà du relativisme ou du décisionnisme (selon lequel le pouvoir qui promulgue la norme n'a pas à rendre compte de ses raisons). Il faut s'atteler à mettre en lumière un *critère de la vérité* des jugements de légitimité.

Depuis des temps très reculés, on fait appel à un concept central dans le rapport de l'homme à la norme, le critère du consentement. Le consentement du sujet signifie que sa libre volonté adhère à la norme. Un contrat liant deux parties tire sa validité du fait que chaque contractant agit librement et consent à ce à quoi il s'engage. Si la théorie politique a si fortement valorisé les théories du contrat, depuis l'Alliance biblique jusqu'aux contractualistes modernes et contemporains, c'est que ces théories réussissent le tour de force de joindre la liberté du sujet et la contrainte objective de ce à quoi le sujet se lie volontairement. Le consentement du sujet moral comme du sujet politique comme source première de légitimité. En éthique médicale, par exemple, le consentement éclairé du malade (à ce qu'il fasse l'objet d'une expérimentation médicale, par exemple) est le critère central de légitimité morale.

Le consentement des gens concernés par une norme n'équivaut pas à sa validité juridique, à sa légalité ; mais il lui donne sa légitimité. Il est la vérité recherchée par la question : "est-il vrai que la norme X est bonne ?". Si la vérité est bien l'adéquation de la chose (réalité) et de l'intelligence, le consentement est l'adéquation de la volonté et de la norme, sa vérité.

On peut distinguer deux variantes du consentement: en premier lieu, le cas le plus simple où l'on peut avoir une connaissance *a priori*, de type analytique, du consentement (ou du refus de consentement) de l'individu. Un acte à propos duquel on peut dire *a priori* qu'il est toujours et nécessairement non consenti est un acte essentiellement et nécessairement mauvais. Je donnerai l'exemple du viol : le viol est par définition l'instauration d'une relation sexuelle avec quelqu'un qui refuse son consentement à cette relation. Il ne peut pas y avoir de viol consenti, c'est une contradiction dans les termes. Le même raisonnement peut être tenu en ce qui concerne le vol, le meurtre, la torture, la spoliation qui sont, en raison de leur structure sémantique même, des actes essentiellement mauvais et donc illégitimes par rapport au critère du consentement. Inversement, y a-t-il des normes que l'on

pourrait qualifier de bonnes a priori – ou légitimes – bonnes en toutes circonstances, c'est-à-dire en quelque sorte par essence (ou analytiquement) ?

La réponse à cette question est plus difficile qu'à la question de l'illégitimité. On peut certainement ranger les droits fondamentaux de la personne, les droits de l'homme, dans cette catégorie, mais il faudrait du temps, de la place et la patience du lecteur pour développer cela.

Et puis il y a de nombreux actes où le profil éthique est peu lisible car diverses opinions s'affrontent en toute légitimité. Là encore, la réponse à la question critique "est-il vrai qu'il est bon que..." dépend du consentement, mais d'un consentement au second degré, construit selon des procédures à mettre au point et sur lesquelles il y a lieu de trouver un consensus. Il doit y avoir consentement à des règles permettant la décision dans les situations de dissension. Sinon, la question critique se porte sur les règles de décision. Les procédures démocratiques, malgré leurs défauts, sont celles qui ont pu résister le mieux à l'érosion du consentement aux règles de décision.

Mais il n'y a pas d'automatisme en la matière car le sujet moral ou le citoyen ne fonctionne pas comme les automates qui ont fasciné le 18^{ème} siècle. Même en cas de consentement démocratique massif, chacun garde sa marge de manœuvre critique.

La réponse à la question critique (est-il vrai qu'il est bon ?) se formule à l'intérieur d'un type de proposition que l'on appelle *le jugement* ou acte de pensée qui peut être dit vrai ou faux. Le jugement qui couronne une procédure judiciaire n'est qu'une catégorie parmi d'autres de ces actes de pensée : le jugement de goût, le jugement de réalité, le jugement esthétique ou le jugement moral en sont d'autres.

Je réalise rétrospectivement que deux de mes travaux portent dans leur titre le mot *juger* ou *jugement*. Dans *Le jugement évaluatif* paru en 1990⁵, je tentais d'établir la légitimité du jugement de valeur sur le plan épistémologique. Dans *Le devoir de juger. (Une affaire de foulard)*⁶, je m'étais fixé comme tâche d'évaluer la décision du gouvernement genevois d'interdire à une institutrice musulmane de donner les leçons aux enfants de l'école publique revêtue du voile. J'avais aussi l'ambition de discuter les arguments invoqués par les parties, non pas sous l'angle juridique, mais sous celui de la théorie politique.

⁵ "Le jugement évaluatif". In : *Connaissance du politique*, op.cit.

⁶ "Le devoir de juger. (Une affaire de foulard)". In G. Duprat (dir.), *L'ignorance du peuple*. Paris, Presses Universitaires de France, 1998, 167 – 210.

Ces travaux signalent les étapes d'un effort, étalé sur de nombreuses années, de me situer intellectuellement dans la jungle des opinions, de discerner avec les moyens élaborés par la philosophie et les sciences sociales, le vrai du faux, le juste de l'injuste. Avoir une position, et en rendre compte. Avancer, en sachant où l'on met les pieds. Se fier à sa propre intuition, mais en même temps la contrôler, lui faire passer un examen approfondi. C'est ainsi que la thématique du jugement a inspiré bien d'autres de mes travaux, dont ma contribution à *Israël et l'autre*⁷, ou, plus récemment, le chapitre que je consacre, dans un ouvrage collectif, à l'approche éthique de l'accès aux médicaments.⁸

Et, toujours dans ce regard rétrospectif que permet la situation de retraité, comment ne serais-je pas frappé de la proximité de cette thématique qui m'a longtemps habité avec les préoccupations les plus constantes de Hannah Arendt ? Plusieurs de ses ouvrages traitent, eux aussi, explicitement du jugement : le recueil des conférences réunies sous le titre *Responsabilité et jugement*⁹ et surtout la série de cours donnés à la New School for Social Research *Juger. Sur la philosophie politique de Kant*.¹⁰ Selon son interprétation de la troisième Critique, la faculté de juger est spécifiquement destinée à donner une intelligibilité au particulier, au concret esthétique ou au concret qui se manifeste dans l'histoire humaine. Le jugement devient alors cet instrument de l'intelligence qui nous permet de nous situer dans le monde des événements mouvants. Il est le terme d'une démarche de pensée qui cherche à donner sens à l'événement, ce surgissement toujours unique et au premier abord profondément opaque.

Avant de conclure, j'aimerais citer Arendt :

La faculté de juger le particulier (que Kant a découverte), l'aptitude à dire, "ceci est injuste", "ceci est beau", etc., n'est pas la même chose que la faculté de penser. Penser traite d'invisibles, de représentations de choses qui sont absentes ; juger concerne toujours des particuliers et des choses qui sont à disposition. (...) La manifestation du vent de la pensée n'est pas la connaissance ; c'est l'aptitude à dire ce qui est juste et ce

⁷ "Le passage à l'Etat. Méditation d'un politologue", in Ossipow W. (dir.), *Israël et l'autre*, Genève, Labor et Fides, 2005.

⁸ "Réflexions éthiques sur l'industrie pharmaceutique", in Ossipow W. (dir.), *Mourir de soif auprès de la fontaine. Perspectives éthiques sur l'accès aux médicaments dans les pays pauvres*, à paraître aux Éditions Labor et Fides, automne 2010.

⁹ Hannah Arendt, *Responsabilité et jugement*. Paris, Payot, 2005 [2003].

¹⁰ Hannah Arendt, *Juger. Sur la philosophie politique de Kant*. Paris, Seuil, 1991 [1982].

qui est injuste, ce qui est beau et ce qui est laid. Et cela peut empêcher des catastrophes, du moins pour moi, dans les moments cruciaux.¹¹

Ce projet intellectuel d'une évaluation éthique des politiques, des décisions, de leurs principes et de leurs conséquences, n'est, en ce qui me concerne, sans doute pas très loin de son terme. D'autres priorités s'inscrivent progressivement à mon agenda. Poétiser la vie. Et me préparer au Jugement dernier.

¹¹ Hannah Arendt, *Responsabilité et Jugement*, op.cit., pp. 213-14.

De Genève à Pékin : Entre le hasard et la nécessité

Paolo Urrio*

Le Département de science politique vient de fêter ses 40 ans ... et moi je fête mes 45 ans avec ce même département. Comment est-ce possible ? Eh bien, j'ai eu la chance d'avoir été engagé comme assistant en 1965 par celui qui allait devenir quelques années plus tard le fondateur et premier directeur du Département. Donc, s'il est vrai que le Département n'était pas encore né, il était déjà en gestation ! Après le départ de Jean Meynaud en 1961 (dont j'avais suivi le cours lors de ma première année à l'Université de Genève) et un bref intermède, Dusan Sidjanski avait pris la relève en 1963. Les assistants et autres collaborateurs de l'actuel département auront certainement de la peine à imaginer les conditions dans lesquelles Sidjanski et ses collaborateurs travaillaient à l'époque (on était 4 assistants en 1965, tous à temps partiel). Sidjanski en a donné un bref aperçu lors de la cérémonie officielle et le lecteur peut lire sa contribution dans ce volume. La science politique était en Suisse à ses débuts : il fallait se faire une place dans le contexte universitaire dominé par les relations internationales (fortes à Genève de la présence de l'Institut de Hautes Etudes Internationales), l'économie, les sciences commerciales et même la sociologie, qui avait développé des recherches ... de sociologie politique, notamment dans le domaine du comportement électoral. Dans le programme de la licence ès sciences politiques il n'y avait qu'un seul cours de science politique (avec un séminaire non obligatoire), ce qui explique probablement pourquoi la majorité des premiers assistants du Département avaient préféré briguer la licence en relations internationales, qui d'ailleurs s'intitulait « licence ès sciences politiques, mention études internationales ». Pour étrange que cela puisse paraître, nous n'avions pas de bureaux, mais une salle de réunion une demi-journée par semaine que nous partagions avec d'autres départements. Souvent les séances individuelles de travail avaient lieu au domicile du professeur, ce qui avait bien évidemment un charme indéniable. Personnellement, mais je pense que cela est aussi valable pour les autres assistants de l'époque, nous n'étions pas très au clair quant à notre statut, ni quant à nos droits. Nous voulions tout simplement faire une thèse de doctorat. Pour le reste...

* Professeur honoraire

Le grand mérite de Dusan Sidjanski a été d'avoir mis en oeuvre une stratégie de développement qui a permis d'imposer la science politique comme une discipline à part entière à côté des autres disciplines de la Faculté de Science économiques et sociales. Cela s'est fait grâce à l'identification des principaux axes de développement de la discipline, tels qu'ils étaient en train de se dessiner à l'époque aux Etats-Unis et en Europe: Théorie politique, Politique comparée, Méthodologie, Comportement politique, Science administrative, sans oublier une forte orientation vers le développement des recherches portant sur la Suisse. Mais aussi l'ouverture de créneaux nouveaux, comme l'analyse du rôle des groupes de pression, du processus de décision politique et, ce qui était et qui est d'ailleurs toujours le champ privilégié de recherche et de réflexion de Sidjanski: l'intégration européenne. Tout cela dans un climat de très grande ouverture, concrétisé par une politique systématique d'invitations et de collaborations avec quelques-uns des meilleurs chercheurs étrangers: les grands pontes confirmés tels Karl W. Deutsch, Stein Rokkan, Maurice Duverger, mais aussi les jeunes qui montaient tels Ronald Inglehart et beaucoup d'autres. Une mention particulière doit être faite à la collaboration établie avec l'école du comportement politique de l'Université de Michigan à Ann Arbor, ce qui a conduit le Département à réaliser la première enquête sur l'électeur suisse. Je fus d'ailleurs l'un des premiers à suivre en 1971 le cours d'été de l'ICPR à Ann Arbor dirigé à l'époque par Richard Hofferbert. J'y avais suivi les séminaires d'analyse factorielle et d'analyse dimensionnelle, ce qui m'a permis d'apprécier les avantages, mais aussi les limites, de la méthodologie quantitative. J'en avais tiré l'enseignement, que j'ai toujours essayé de mettre en pratique par la suite, que c'est la méthode qui doit s'adapter au terrain et non l'inverse.

C'est dans ce climat très stimulant que j'ai fait mes premiers pas dans l'univers universitaire. Jeune collégien de 16 ans lors de la sortie du film-documentaire sur les horreurs de la guerre et du nazi-fascisme, j'en avais 17 lors de la signature des traités de Rome instituant la CEE et l'Euratom. L'Europe apparaissait alors comme une source d'espoir pour la construction d'un avenir meilleur et pour redonner à l'Europe et à sa culture humaniste un rôle capable d'enthousiasmer la jeune génération née au cours du conflit mondial. C'est donc tout naturellement que, étudiant à l'Institut HEI, j'ai immédiatement saisi l'occasion qui nous était offerte de choisir un enseignement dans le tout nouvel Institut Européen que Denis de Rougemont avait ouvert à la

rentrée 1963. Et tout aussi naturellement je me suis inscrit au séminaire de Dusan Sidjanski sur «les dimensions politiques de l'intégration européenne». Dans ce cadre j'ai réalisé un travail sur le groupe parlementaire démocrate-chrétien de l'Assemblée parlementaire européenne qui a suscité l'intérêt du professeur: j'ai été immédiatement engagé pour conduire des recherches préliminaires auprès des groupes de pression qui s'étaient formés à Bruxelles autour des Communautés européennes. Une chance inouïe pour un étudiant qui n'avait pas encore sa licence en poche. L'année suivante, la licence obtenue, c'est un poste d'assistant à mi-temps qui m'était offert. Cela m'a permis d'entreprendre des recherches en vue d'une thèse sur la première grande politique commune de la CEE: la politique agricole.

Mais on ne peut pas toujours réaliser ses projets. Il faut parfois savoir changer son fusil d'épaule et s'adapter aux circonstances. Pendant l'été 1968 Sidjanski me signale qu'un poste de chef de projet (équivalent à un poste de maître-assistant d'aujourd'hui) serait disponible à l'automne 1969, mais pour cela il faut la thèse. Or le *deal* pour le demi-poste d'assistant était de conduire une recherche financée par le FNRS sur l'affaire des Mirages, qui avait éclaté au printemps 1964. Un beau sujet de recherche qui m'avait passionné, et pour lequel j'avais déjà un texte de 150 pages, le FNRS exigeant des rapports semestriels témoignant de l'avancement des travaux. Par ricochet la recherche pour ma thèse avait pris du retard, d'autant plus qu'il était plus difficile de se rendre à Bruxelles qu'à Berne. Impossible donc de terminer la thèse en une année. Et voilà que surgit la question classique: que faire? C'est alors que Sidjanski a l'excellente idée de me proposer d'abandonner l'agriculture communautaire pour les avions de combat suisses. Proposition quelque peu surprenante sur le moment ... mais le moment n'a duré qu'un instant. J'accepte. En 1968 je ne suis plus le collégien qui en 1957 est impressionné par l'idée européenne, d'autant plus que le processus d'intégration européenne est en train de se transformer en une immense entreprise commerciale. Le rêve d'une Europe politiquement unie et forte pouvant faire entendre le poids de son savoir-faire et de sa sagesse millénaire était en train de s'éloigner, ce que certains appréhendaient déjà à l'époque et que la suite a, à mon sens, très largement confirmé. Donc, pas d'hésitation: j'accepte, d'autant plus facilement que la recherche m'a ouvert des horizons fort intéressants: le rôle montant de la bureaucratie d'Etat, le rôle de l'information et de ses manipulations, la faiblesse du parlement (ce qui confirmait l'enseignement de Jean Meynaud), le rôle croissant des groupes de pression et des

intérêts économiques (ce qui confirmait les travaux de Sidjanski et Meynaud sur les groupes de pression européens), le rôle de l'opinion publique et, *last but not least*, le fait qu'on ne peut pas comprendre ce qui se passe en politique sans avoir simultanément une approche économique, juridique, sociologique, et de gestion. D'ailleurs Sidjanski a eu l'excellente idée de demander à un économiste spécialisé en gestion, professeurs à l'Université de Lausanne et à l'MEDE (prédécesseur de l'actuel IMD), et un spécialiste du droit, professeur à l'Université de Fribourg (qui était aussi membre du Conseil National) de siéger dans mon jury de thèse.¹

L'année suivante (1969) Sidjanski est président de l'Association Suisse de Science Politique (ASSP) et j'en suis le secrétaire exécutif. Nous avons la responsabilité d'organiser en février le congrès annuel de l'ASSP. Pour la «grande conférence publique», qui doit avoir lieu en début de soirée avant le jour du Congrès, Sidjanski invite Maurice Duverger, l'un des rares politologues non anglophones européens traduit en anglais aux USA. Devant un parterre et une galerie remplis à craquer d'étudiants (nous sommes seulement quelques mois après mai 68), Duverger développe sa conférence sur le thème du rôle de la science politique et assomme l'assistance en jetant un froid glacial sur les premiers rangs occupés par des représentants du gratin politique genevois et national: la science politique a comme mission de démasquer le pouvoir ! Le lendemain, lors du congrès, qui se déroule dans l'ambiance feutrée de l'Institut de Hautes Etudes Internationales, un politicien genevois membre de l'Assemblée fédérale se lance dans une violente diatribe contre cette science politique qui prétend ôter le voile à une politique qui n'en a pas; en effet, cette prétention est totalement inutile puisque tout se déroule dans la plus grande transparence! Bien entendu il ne m'a pas convaincu et, ne pouvant pas à l'époque (et n'ayant pas pu par la suite) m'identifier à une école (qu'elle soit - pour simplifier - marxiste ou libérale) la petite-grande formule de Duverger m'est restée en mémoire telle un guide qui a puissamment orienté la suite de mes activités académiques.

En fait, j'étais en train, sans en avoir la conscience, d'assumer petit à petit la façon de penser des chinois si bien expliquée par le sinologue François Jullien dans ses travaux, mais plus particulièrement dans «l'éloge de la fadeur»: dans la culture

¹ J'ai déposé le manuscrit sur le bureau de Sidjanski, comme il me l'avait demandé, le 15 septembre 1969, et obtenu l'imprimatur en octobre de la même année. La thèse ne sera publiée qu'en 1972 (à l'époque il y avait l'obligation de publier) grâce à une subvention de l'Université de Genève: P. Urlio, *L'affaire des Mirages. Décision administrative et contrôle parlementaire*, Genève, Médecine & Hygiène, 1972.

chinoise la fadeur est reconnue comme une qualité, celle du « centre », de la « base »; parce qu'elle est la valeur du neutre, la fadeur est au départ de tous les possibles et les fait communiquer; elle est indifférente aux frontières que dressent entre eux les différents savoirs; elle a le mérite de ne pas être arrêtée par une détermination particulière et donc de pouvoir se transformer sans fin; ainsi le réel n'est plus « bloqué » dans des manifestations partiales et trop voyantes, il s'ouvre à la transformation; ainsi la fadeur nous éloigne de la théorie et de la modélisation, sans pour autant nous faire verser dans la mystique ou dans la foi; elle n'aboutit pas à un refus catégorique de tout discours tout en restant dans le domaine de l'expérience sensible. Ainsi le grand classique chinois de stratégie militaire, le Sun Tzu, n'est fondé sur aucune modélisation et planification, mais prend en compte ce que Jullien a appelé le potentiel de situation, qui est la circonstance, c'est-à-dire la ressource (et donc l'avantage) que la situation me procure. Et encore: le Maître ne se décrit pas comme détenteur de sagesse ou de connaissance, il ne fait pas état de résultats acquis: cela non seulement par modestie mais parce que ce qui compte c'est la tension entre les deux moments, celui de la recherche et celui de la joie d'avoir trouvé, qui compte, ainsi que son renouvellement et sa durée (plus qu'un résultat toujours temporaire) – ce continuel désir d'aller au-delà qui trouve en lui-même sa propre fin (son « bonheur ») et maintient la vie dans sa jeunesse, en progrès.²

Ce n'est que plusieurs années plus tard que j'ai pris conscience de cette tendance qui m'a toujours orienté, depuis mes débuts à l'université, à refuser de me laisser embrigader dans une école, ou pire, une chapelle. Non pas que j'aie abandonné toute tentative de modélisation bien ancrée dans la tradition occidentale initiée par Galilée pour les sciences de la nature et plus tard adoptée aussi par les sciences de l'homme. Mais, comme l'a récemment si bien exprimé François Jullien en citant Mao: il s'agit de marcher sur ses deux jambes, la chinoise et l'occidentale. Plus exactement, Jullien

² J'ai mélangé dans ce paragraphe plusieurs phrases prises dans les premières pages de l'oeuvre de François Jullien, *Eloge de la fadeur*, Paris, Ed. Philippe Picquier, 1991, ainsi que dans l'interview parue dans *Coopération* du 9 février 2010. Les mots sont mis entre guillemets dans le texte de Jullien. Sur le lien entre fadeur et transformation on peut se référer à François Jullien, *Les transformations silencieuses*, Paris, Grasset, 2009. Sur le Sage on peut consulter François Jullien, *Un sage est sans idée, ou l'autre de la philosophie*, Paris, Seuil, 1998. Les puristes de l'art de citer me pardonneront de ne pas mettre guillemets et références à tous les bouts de phrases, cela aurait inutilement alourdi le texte. Pour le Sun Tzu, qui est encore enseigné aujourd'hui dans les écoles militaires, on peut se référer à l'édition en langue anglaise Sun Tzu, *The Art of War*, Boulder, Westview Press, 1994.

dit que la Chine aujourd'hui marche sur ses deux jambes, la jambe occidentale et la jambe chinoise. Et c'est cela, à mon avis, qui constitue la supériorité de la Chine.³ J'étais donc parti sur ces bases et, la thèse terminée en 1969 (celle sur les avions de combat suisses) j'allais enseigner ce qu'on appelait alors la «science administrative», devenue au fil des ans «administration publique» et «analyse des politiques publiques» d'abord, et plus tard «management public». Sans commentaire. J'ai passé l'essentiel de cette époque à développer ... «ma jambe occidentale» dans un manuscrit rédigé pour étoffer mon dossier pour le concours de professeur extraordinaire en 1980.⁴ Mais alors que je m'apprêtais, après avoir accédé à l'ordinariat en 1982, à goûter aux délices du mandarinat, voilà qu'un autre événement imprévisible et totalement hors de mon contrôle se produisit, qui allait réorienter radicalement, et pour un bon moment, mes activités. Charles Roig, qui avait repris en 1981 la direction du département de Dusan Sidjanski, me demande en mai 1983, suite à de problèmes de santé particulièrement graves, d'en reprendre la direction. Les délices du mandarinat n'ont donc duré qu'une année. Je n'étais pourtant pas le meilleur candidat pour succéder à Roig. Pas du tout. J'étais tout simplement le seul à en avoir les attributs formels: être professeur ordinaire. J'ai donc dû accepter, sans d'ailleurs me rendre compte que j'étais parti pour douze ans dans des activités de gestion, d'abord pour le Département (1983-89), puis pour la Faculté (1989-1995). Ne voulant pas courir le risque d'attirer les foudres de quelques collègues et de ruiner ma pension suite aux procès en diffamation qui pourraient en découler, je ne décrirai pas dans le détail mes activités de gestion universitaire. Mais vous comprendrez facilement qu'en période de renouvellement du corps professoral du Département d'abord, et de gestion des coupures budgétaires pour la Faculté ensuite, ma tâche n'a pas été une *sinécure*, dans un milieu où les *prima donna* abondent et les crimes de lèse-majesté sont très facilement perpétrés. Ceci dit, ne croyez pas que je regrette ces années. Bien au contraire, j'y ai appris beaucoup de choses, notamment sur la nature humaine, les stratégies individuelles et claniques, voire idéologiques, et j'y ai pris un malin plaisir à proposer, et parfois à faire accepter, des solutions, généralement pas trop irrationnelles, à des problèmes apparemment insolubles; et j'ai même réussi

³ Interview dans *Coopération*, loc.cit.

⁴ Ce texte sera publié 4 ans plus tard : P. Urio, *Le rôle politique de l'administration publique*, Lausanne, LEP, 1984

(mon plus grand plaisir) à montrer l'inanité du paradoxe d'Arrow que j'ai fait allégrement sauter lors d'une commission de nomination.

Ces années m'ont quand même donné la possibilité de demander, et d'obtenir, à la fin de cette période, un congé scientifique d'une année à salaire plein. J'ai donc passé cette année à terminer une recherche du FNRS sur l'apprentissage organisationnel, à publier un livre sur le budget de la Confédération, à rattraper un tas de lectures et à visiter quelques universités nord-américaines. C'est qu'en étant occupé à travailler pour les autres pendant les douze meilleures années de la vie d'un universitaire (c'est-à-dire entre l'âge de 43 à 55 ans), donc les années de la maturité, mes publications avaient été réduites à peu de choses, en tout cas très certainement aux yeux de la plupart de mes chers collègues. De plus, au début des années 1980 avait fait irruption dans mon domaine de spécialisation une nouvelle tendance en gestion publique, qui allait bouleverser la façon dont les Etats occidentaux allaient gérer l'Etat et son interface avec l'économie pour les trente années à venir: la Nouvelle Gestion Publique (NGP). En quelques mots, la stratégie de la NGP consiste à améliorer la gestion publique en privilégiant le concept d'efficacité économique; par conséquent il s'agit, chaque fois que cela est politiquement possible, de privatiser des activités publiques, de passer des contrats de prestation (*contracting out*), de décentraliser, de déréglementer, et d'introduire des techniques de gestions plus spécifiques importés généralement du secteur privé, tels que notamment la gestion par objectifs, la gestion de la performance, la comptabilité analytique, le salaire au mérite. Bien entendu l'axiome de base est que le secteur privé est nécessairement et naturellement plus efficace que le secteur public.⁵

De retour de mon congé en octobre 1996, j'ai donc lancé un séminaire sur la gestion publique au programme du Diplôme d'Etudes Supérieures en administration et Management Publics (DESMAP, aujourd'hui: Master en Management Public) dont j'avais la direction. Ce diplôme avait été créé par la Faculté en 1991 avec l'objectif clairement déclaré de lui donner une orientation spécifiquement académique, tout en

⁵ Notons que la plus récente variante du "contracting out" est représentée par les partenariats public-privé (PPP), dont j'ai démontré les limites grâce à un travail collectif, appliqué aux pays en transition, réalisé avec un financement du RUIG (Réseau Universitaire International Genevois) en collaboration avec la Commission des Nations Unies pour l'Europe (UNECE) et le United Nations Institute for Disarmament Research (UNIDIR): P. Urio (ed.), *Public-Private Partnerships. Success and Failure Factors for In-Transition Countries*, University Press of America, forthcoming, June 2010. Cette recherche a entre autre permis de démontrer que les promoteurs des PPP envisagent leur implémentation dans pratiquement tous les domaines d'activités de l'Etat, y compris l'eau, la santé, les assurances sociales et les services sociaux. L'origine néolibérale de cette variante de la Nouvelle Gestion Publique est ainsi clairement démontrée.

étant orienté vers la pratique, mais à l'abri des modes et des options idéologiques. C'est pourquoi ce diplôme a voulu dès le départ se différencier des diplômes qui étaient en train de surgir un peu partout en Occident et qui diffusaient, de toute évidence, les techniques de gestion destinées (consciemment ou inconsciemment) à mettre en oeuvre le projet de l'idéologie néolibérale. Celle-ci, préparée de longue date par le gouvernement américain dès l'abandon du Gold Standard en 1971, avait fait irruption dans la scène politique à la fin des années 1970 en profitant (comme le dit clairement Milton Friedman) de la crise de l'Etat interventionniste à la fin des « Trente glorieuses ». ⁶ Il n'y avait là rien d'agressif de notre part, et cela pour une raison très simple: toute agressivité aurait été purement velléitaire. En effet, la Nouvelle Gestion Publique était soutenue par une large coalition regroupant la droite et la gauche, ainsi que la très grande majorité des intellectuels et des mass media. Faisait exception l'extrême gauche (politique et syndicale), mais qui était largement marginalisée non seulement en nombre, mais aussi et surtout sur le plan idéologique, suite à la chute du mur de Berlin et à l'éclatement de l'URSS. La victoire du libéralisme était totale.

Il s'agissait donc de travailler en silence (quitte à soumettre aux étudiants les arguments pour et contre la NGP) et à préparer tranquillement les données empiriquement incontestables qui auraient permis de montrer les conséquences négatives de la NGP. Un peu comme les néolibéraux avaient été contraints de travailler dans l'ombre pendant les trois premières décennies de l'après-guerre. A ce propos, il est intéressant de noter que c'est justement ce dont Milton Friedman s'est plaint amèrement dans la préface à la deuxième édition (1982) de son ouvrage culte (pour les néolibéraux, bien entendu):

Capitalism and Freedom. La première édition de 1962 « was not reviewed by any major national publication (...) though it was reviewed by the *London Times* and by the major professional journals. (...) How much the intellectual climate has changed in the past quarter-century is attested by the very different reception that greeted my wife's and my book *Free to choose*, a direct lineal descendent of *Capitalism and Freedom* presenting the same basic philosophy and published in 1980. (...) There is enormous inertia – a tyranny of the status quo – in private and especially governmental arrangements. Only a crisis – actual or perceived – produces real

⁶ Milton Friedman, *Capitalism and Freedom*, Chicago, University of Chicago Press, 1962. On se réfère ici à la préface de la seconde édition de 1982, pp. viii-ix.

change. When the crisis occurs, the actions that are taken depend on ideas that are lying around." ⁷ Comme je le comprends! Il convient toutefois de signaler que les adversaires de la NGP et du néolibéralisme n'ont pas bénéficié des appuis considérables que Friedman et ses collègues ont reçu du secteur privé pendant les années triomphales du keynésianisme, ce qui leur a permis de financer des postes d'enseignement, des recherches, des publications et des colloques et se préparer ainsi à offrir leur thérapie lors de l'éclatement de la crise de la fin des années 1970. Il ne nous reste qu'à espérer que la crise financière et économique qui a éclaté à l'automne 2008 produise les mêmes effets! Mais à en juger par les comportements des principaux acteurs de la finance (publics et privés), il semble bien qu'on soit revenus allégrement au «business as usual».

Fort de l'expérience de Friedman et collègues, il fallait donc continuer tranquillement à développer la réflexion théorique et à recueillir les données empiriques qui auraient permis de sortir de l'ombre le moment venu. Ma tranquillité à été tout d'abord troublée par un article paru en octobre 1997 dans le *Journal de Genève*, qui traitait les adversaires de la NGP d'incompétents: ils n'avaient pas compris, les pauvres, que la NGP n'était pas une succursale du néolibéralisme, mais tout simplement une boîte à outils destinés à améliorer la gestion publique et sauver ainsi les services publics de la dégradation dans laquelle les avaient plongés trente années d'aberration keynésienne. C'était plus que je ne pouvais tolérer et je me suis lancé dans la rédaction d'une riposte, à la fois polémique et documentée, que le *Journal de Genève* m'a fait le plaisir de publier. ⁸ Inutile de dire que cet article m'a valu une avalanche de lettres de soutien: deux en tout et pour tout et je ne vous dis pas de la part de qui! Mais au moins cela m'a valu d'être appelé à collaborer à un ouvrage collectif édité par Marc Hufty sur «la pensée comptable. Etat, néolibéralisme, nouvelle gestion publique». ⁹ Mon chapitre, intitulé «la gestion publique au service du marché»¹⁰, démontait la belle mécanique de la NGP en dévoilant ses origines idéologiques, ses failles théoriques et apportait la démonstration empirique alors disponible de ses

⁷ Milton Friedman, *Capitalism and Freedom*, op. cit.

⁸ P. Urio, «New Public Management: un autre son de cloche », *Journal de Genève*, 27 octobre 1997.

⁹ Marc Hufty (ed.), *La pensée comptable. Etat, néolibéralisme, nouvelle gestion publique*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection Enjeux, Cahier de l'IUED, Paris and Geneva, 1999.

¹⁰ P. Urio, "La gestion publique au service du marché", in Marc Hufty (ed.), op.cit., pp. 91-124.

conséquences négatives: inégalité croissante dans la distribution du revenu, accroissement de la pauvreté et du taux de criminalité, comme aussi ses conséquences néfastes sur la santé des personnes se trouvant dans une situation instable et précaire sur le marché du travail. Ce n'était qu'un début.

En effet, à cette époque un autre événement totalement en dehors de mon contrôle se produisit, qui allait changer radicalement mes orientations de recherche: au début de 1997 le Département fédéral des affaires étrangères me propose la direction de la deuxième phase du programme de formation de hauts fonctionnaires chinois. A ce moment l'artisan des réformes de l'économie chinoise, Deng Xiaoping, gravement malade, est sur le point de nous quitter. Tous ceux qui s'intéressent déjà à la Chine se demandent si, après la mort du Petit Timonier, le Parti communiste chinois va décider de poursuivre sur la voie des réformes lors du congrès prévu pour l'automne de la même année. Or, non seulement le Congrès de septembre 1997 confirme la voie tracée par Deng, mais décide même d'accélérer les réformes, qui conduiront, à la fin 2001, à l'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce. L'intégration de la Chine au système économique international (capitaliste) est ainsi achevée, du moins formellement.

Décider d'accepter la responsabilité de ce programme de formation n'a pas été facile. Mes connaissances de la Chine étaient assez limitées, à part une bonne connaissance du XIX siècle, période toutefois fondamentale pour comprendre la transition de la Chine vers la modernité. Et je ne connaissais pas la langue. Néanmoins, quelques lectures réalisées avant mes premières visites en Chine (septembre et novembre 1997) pour faire connaissance avec le partenaire chinois et fixer les détails du programme de formation, m'ont convaincu de l'énorme intérêt que cette aventure pouvait avoir pour moi, et notamment par rapport à mes réticences et critiques vis-à-vis la NGP. En effet, je me suis très rapidement rendu compte que les réformes chinoises présentaient quelque chose de déjà-vu: tout comme les réformes néolibérales de l'Occident, elles essayaient de développer l'économie chinoise en donnant plus de place aux mécanismes de marché, ou plus exactement en redonnant place aux mécanismes de marché déjà présents lors des dernières décennies de l'Empire et de la première moitié du XX^{ème} siècle, que la République Populaire avait remplacés par l'économie planifiée après sa victoire de 1949. Et l'accélération des réformes décidée lors du Congrès de septembre 1997, qui se déroulait en même temps que ma première visite, pouvait très légitimement faire surgir l'hypothèse de l'apparition des mêmes

effets négatifs que la NGP avait produit en Occident. Donc, il fallait accepter. Non seulement, mais il fallait attribuer à ce programme de formation une valeur qui allait bien au-delà de la simple gestion du programme même. Cela devait être la porte d'entrée me permettant d'analyser et comprendre les réformes chinoises en comparaison avec celles de l'Occident.¹¹ Beau programme!

Mais quelles difficultés! La première, et probablement la plus importante, découle de la différence culturelle entre Occident et Orient, que je n'étais que très peu armé pour saisir, et qui m'a été, pour ainsi dire jetée à la figure (très gentiment, bien entendu, c'est-à-dire « à la chinoise ») très tôt lors d'un mini-séminaire que ma partenaire chinoise m'a demandé de préparer pour elle-même et son staff lors de ma deuxième visite en novembre 1997. Le séminaire devait porter sur la meilleure approche pour analyser le pouvoir dans un système politique donné. Je choisis bien évidemment celui que je connaissais assez bien, donc le système politique libéral. Mais, tout à coup et à ma grande surprise, elle me demande de l'appliquer au cas chinois. Prudemment, je laisse de côté tous les aspects problématiques tels la séparation des pouvoirs, les libertés fondamentales, les droits politiques et civiques. On n'en était qu'au début de notre collaboration qui devait durer au moins cinq ans, et je savais, déjà, qu'en Chine pour faire en sorte qu'une collaboration parte du bon pied, la première chose à faire c'est d'établir un rapport de confiance fondé sur le respect réciproque des idées et des façons de faire. Inconsciemment, encore une fois, je me conduis comme un chinois, c'est-à-dire, plutôt que de projeter sur la réalité chinoise mon cadre analytique occidental, j'essaie d'adapter mon analyse au contexte chinois. Je me concentre donc sur l'essentiel, c'est-à-dire les rapports entre Etat, économie et société. Jusque-là, très bien. Mais il fallait quand même dire quelque chose qui sorte de la banalité, d'autant plus que c'est exactement cela que les chinois attendent d'un universitaire occidental. Mais cela, de toute évidence, je n'étais pas encore prêt à le faire sans me référer au cadre théorique et empirique occidental. Et voila ce que j'ai trouvé: je constate que la Chine a introduit des mécanismes de marché, et donc elle fait place à des entreprises privées en compétition les unes avec les autres. Je formule

¹¹ Pendant la gestion du programme de septembre 1997 à juin 2003, j'ai effectué une vingtaine de voyages en Chine, rencontré quelques centaines de hauts fonctionnaires et hauts cadres du Parti, visité plusieurs provinces chinoises, y compris quelques-unes parmi les moins développées, discuté de façon approfondie avec quelques dizaines de cadres et une dizaine d'universitaires chinois. Par la suite j'ai plus particulièrement développé les collaborations avec les universités pékinoises de Tsinghua et Renmin, ainsi qu'avec l'Ecole du Parti à Pudong.

alors l'hypothèse que cela va nécessairement aboutir à l'apparition d'une catégorie d'entrepreneurs privés (gestionnaires, investisseurs) qui vont développer un ensemble d'intérêts, de valeurs et de stratégies qui risquent d'entrer en contradiction avec celles du Parti. Et alors, je conclus, vous risquez d'avoir des problèmes. Elle me répond très calmement: pas du tout, et pour toute démonstration elle me sert l'analogie de la famille, modèle sur lequel sont fondés en Chine les rapports dans la sphère politique, un héritage du confucianisme. J'encaisse sans répliquer, mais je reste, bien entendu sur la croyance dans la validité de mon hypothèse, qui, soit dit en passant, est celle qui encore de nos jours domine la réflexion des analystes occidentaux. Néanmoins, je me rends compte que pour comprendre la Chine je dois impérativement faire un détour par l'analyse de la culture chinoise et que pour ce faire, je dois remonter à l'Empire. C'est ce qui m'a pris un temps considérable en utilisant des lectures, des entretiens avec des chinois (fonctionnaires, cadres du parti, intellectuels) et en exploitant les compétences linguistiques de mes assistant(E)s chinois(es) qui ont mis à ma portée les textes classiques et contemporains portant sur la culture en général et sur la culture politique en particulier.

Quatre ans plus tard, arrive la première démonstration que mon hypothèse est au mieux problématique, au pire totalement étrangère à la culture chinoise. En 2002, Jiang Zemin, qui a succédé à Deng, formule sa théorie de Trois Représentations (introduite dans les statuts du Parti au Congrès de novembre 2002) qui postule que le Parti Communiste représente toutes les forces vives du pays. En même temps, Jiang invite formellement les entrepreneurs privés à rejoindre les files du Parti, sous les regards ironiques de la plupart des observateurs occidentaux. Néanmoins, quelques années plus tard, deux chercheurs découvrent, suite à une enquête par sondage, que la majorité des entrepreneurs privés soutiennent le Parti et sont favorable au maintien du *statu quo*.¹² Des informations fiables recueillies sur place montrent qu'en fait beaucoup d'entrepreneurs privés ont rejoint les rangs du parti et siègent même dans des instances officielles telles que le parlement national.

Le fruit de ce travail sur la culture politique chinoise constitue le premier chapitre de mon livre sur les réformes chinoises, qui vient de sortir de presse en janvier 2010, et qui, tout naturellement, a conditionné l'analyse des réformes chinoises présentée dans les chapitres suivants. Et c'est cela, j'en suis persuadé, qui a convaincu l'un des

¹² Jie Chen and Bruce J. Dickson, "Allies of the state: democratic support and regime support among China's private entrepreneurs", *The China Quarterly*, December 2008, pp. 780-804

économistes chinois les plus influents à prendre le risque de rédiger la préface à cet ouvrage et à le proposer, en Chine continentale, pour la traduction en chinois.¹³ Cette recherche a démontré que le recours à des mécanismes de marché, sans remplacer les anciennes solidarités de l'ère maoïste avec un moderne et efficient *safety net*, fait apparaître, inévitablement, des conséquences négatives similaires à celles constatées dans les pays occidentaux: disparités dans la distribution du revenu, pauvreté et criminalité croissantes, ainsi que des atteintes à la santé des personnes livrées à un marché de l'emploi presque totalement déréglementé. Un rêve pour bon nombre d'entrepreneurs et investisseurs occidentaux, notamment ceux qui sont bien installés en Chine, et qui sont aussi ceux qui ont manifesté le plus fermement contre la nouvelle loi chinoise sur les contrats de travail. Celle-ci améliore, de façon bien modeste, la protection des employés. La raison invoquée pour cette opposition: la nouvelle loi risque d'augmenter le coût du travail. Belle manifestation des valeurs (occidentales) qui animent ces *businessmen*. La différence entre Occident et Chine est que cette dernière, ayant fait le constat des conséquences négatives de la trop grande place faite au marché, a mis sur pied un ensemble de politiques publiques qui doivent, dans le long terme, corriger ces inégalités, même si rien n'est joué par avance. Par contre, l'Occident, malgré la gravité de la crise actuelle, semble se contenter de simples réformes de façade ... et, comme je le disais ci-dessus: « back to business as usual ». Jusqu'à quand ?

A la fin de ce récit, ayant atteint l'âge de 70 ans, vous me pardonnerez de conclure avec une citation de Confucius, que j'ai trouvée à la fin de la leçon inaugurale du Collège de France de la grande sinologue française (d'origine chinoise) Anne Cheng, en ajoutant entre parenthèses les événements de ma vie professionnelle¹⁴:

¹³ P. Urio, *Reconciling State, Market and Society in China. The Long March towards Prosperity*, London & New York, Routledge, 2010, avec une Préface de Hu Angang, Tsinghua University.

¹⁴ Confucius, *Entretiens*, II, 4, dans la traduction d'Anne Cheng, Paris, Seuil, 1981.

A quinze ans,	j'ai résolu d'apprendre	(j'entre au lycée de Lugano) (1955)
A trente ans,	je me tenais debout	(je termine ma thèse et j'obtiens un poste de professeur assistant) (1969-1971)
A quarante ans,	je n'étais plus dans la confusion	(je termine la rédaction de mon ouvrage théorique et je suis nommé professeur extraordinaire) (1980)
A cinquante ans	je savais à quoi j'étais destiné	(lutter contre la tromperie en management public) (1990)
A soixante ans	j'avais l'oreille accordée	(grâce à mon ouverture sur la Chine) (2000)
A présent que j'en ai soixante-dix,	je suis les désirs de mon cœur sans jamais passer la mesure	(et j'essaie d'en faire de même) (2010 - ?)

Dans la mesure où le point d'interrogation ne cache pas une date trop rapprochée, j'aimerais bien terminer quelques autres projets. Mais n'ayant pas encore fait un choix définitif, et voulant laisser ouvertes toutes les options, en me laissant guider non seulement par mes préférences mais aussi par les circonstances, ne comptez pas sur moi pour vous en dévoiler le contenu. Ce qui, encore une fois, est une manifestation bien chinoise de prévoir l'avenir.

Parcours de politologue

Hanspeter Kriesi*

1. Introduction: les étapes principales de mon parcours

Mon parcours professionnel est celui d'un chercheur en sciences sociales qui vient d'un petit pays européen dans lequel les sciences sociales n'avaient pas encore été institutionnalisées au moment où il s'est lancé sur ce parcours. C'est une précondition facilement oubliée, mais très importante, et qui fait que mon parcours ne fut ainsi pas rectiligne comme cela aurait pu être le cas dans le contexte d'une discipline établie avec des programmes de cours au niveau du MA et du PhD, et des suites de carrière toutes tracées. Dans mon parcours, les ingrédients clés incluent, mise à part la pure chance, les rencontres personnelles, les opportunités plus ou moins aléatoires des programmes nationaux de recherche, le fait que j'étais prêt à apprendre plusieurs langues (l'anglais, le français, et le néerlandais) et à me passionner pour différents thèmes.

En effet, mon parcours professionnel a commencé en sociologie, avec des études à l'Université de Berne, où la sociologie faisait partie de la Faculté d'économie et de droit. Ces études étaient donc surtout des études d'économie politique et de gestion, combinées avec le droit constitutionnel et un peu de sociologie et de psychologie sociale à côté. Je n'ai jamais regretté mes connaissances d'économie politique acquises ainsi, mais je n'étais pas satisfait de mes études de sociologie à Berne que je terminais aussi rapidement que possible avec une licence de *rer.pol.* Ma prochaine étape fut la phase préparatoire d'une haute école de science de l'éducation à Aarau (qui n'a d'ailleurs jamais vu le jour), où j'entrais dans un projet de recherche sur le développement des études dans les universités suisses. Sous la direction de Heinz Ries, j'y ai appris le métier d'un chercheur de sondages d'opinion, dans tous ses détails.

De Aarau, je suis passé d'abord au département de sociologie de l'Université de Chicago, où j'ai eu la chance d'être retenu pour le programme de PhD et d'avoir James Coleman comme directeur de mon travail de MA; ensuite je suis allé au

* Professeur ordinaire à l'Université de Zürich

département de sociologie de l'Université de Zurich où j'ai terminé ma thèse de doctorat – sur le développement des études dans les universités suisses. Ma thèse appliquait les outils statistiques que j'avais appris à Chicago aux données récoltées à Aarau.

C'est seulement après ma thèse que je me suis tourné vers la sociologie politique, à laquelle je suis resté fidèle, en quelque sorte, pendant toute ma vie professionnelle. J'avais obtenu une bourse du Canton de Zurich pour une étude sur les élites politiques en Suisse – une étude qui devint ma thèse d'agrégation et qui vient d'être reproduite par Pascal Sciarini et son équipe au département de science politique à Genève. Les résultats de cette étude me rendirent la vie quelque peu difficile dans le système universitaire suisse, parce qu'ils étaient très critiques de certains aspects du système politique suisse. A cet égard, la situation ne s'est pas amélioré lorsque j'enchaînais avec une étude sur les mouvements sociaux en Suisse – une étude financée par le programme national Nr 6. Cette étude m'a pourtant permis de devenir un spécialiste des mouvements sociaux, et, en fin de compte, de trouver un poste de professeur de comportement politique (de grands groupes) au département de science politique de l'Université d'Amsterdam. C'est à ce moment-là que je suis devenu un membre de la discipline de science politique et c'est à Amsterdam que je suis entré dans une communauté de spécialistes des mouvements sociaux au niveau international.

Après quatre ans à Amsterdam, c'est le département de science politique de Genève qui m'a ouvert ses portes et qui m'a engagé comme professeur de politique comparée et de politique suisse. Le département, où je suis resté 14 ans, fut un lieu crucial dans ma trajectoire professionnelle. C'est à Genève que je suis devenu un vrai membre de la discipline de science politique, car c'est ici que je devais, pour la première fois, enseigner deux cours clés de science politique – la politique comparée et la politique suisse. On n'apprend jamais autant d'une matière qu'en tant qu'enseignant. Par la suite, les obligations d'enseignements furent assez lourdes, car même à Genève, l'endroit en Suisse où la science politique était probablement la plus développée à l'époque, le département ne pouvait pas compter sur un staff aussi étendu qu'à Amsterdam. C'est aussi à Genève que j'ai eu un grand nombre de doctorants, qui ont tous travaillé dans mes projets de recherche. Genève m'a permis d'étendre ma perspective de recherche vers la recherche sur l'opinion publique (grâce aux

programmes nationaux de recherche et grâce aux projets internationaux dont je faisais partie en tant que représentant de la Suisse) et sur le comportement électoral (grâce aux enquêtes VOX et Selects). Entre autre en raison de mon nouveau statut de Suisse romand et de bilingue, je suis en plus devenu un manager de recherche, en tant que directeur du pôle national de recherche 'Demain la Suisse'.

Le département de science politique de l'Université de Zurich est la dernière étape de mon parcours. Depuis un peu plus de sept ans, je suis maintenant à Zurich, comme professeur de politique comparée (la politique suisse ne fait donc plus partie de mon portefeuille). J'ai eu beaucoup de chance à Zurich, car en arrivant dans cette ville, j'ai pu créer une équipe de recherche de toutes pièces et j'ai eu la chance d'avoir autour de moi un groupe de jeunes chercheurs magnifiques. A Zurich, je suis d'abord devenu le directeur du CIS – le centre pour les études internationales et comparées –, et ensuite du Pôle national de recherche sur la démocratie – *nccr-democracy*.

2. Evolutions et constantes de mon parcours: intérêts de recherche et bilan personnel

Depuis ma thèse d'agrégation, j'ai abordé différents thèmes de la mobilisation et de la communication politique, mais je dirais que j'ai toujours adopté une perspective de sociologie politique. Jan-Erik Lane n'avait pas tort: il me disait un jour que je n'étais pas vraiment un politologue, mais plutôt un représentant de la sociologie politique. En tant que tel, je me suis toujours intéressé aux origines structurelles des phénomènes politiques, et c'est pour cela que je me suis toujours senti proche de l'approche de Stein Rokkan, de Stefano Bartolini ou de Charles Tilly. A mon avis, cependant, il serait faux de me voir uniquement dans cette lignée-là. Je me sens également proche d'un auteur comme Schattschneider pour qui l'extension des conflits politiques par des élites politiques est au centre de l'étude politique. Il y a donc deux côtés dans mes recherches: d'une part, l'étude des potentiels politiques qui sont structurellement donnés et, d'autre part, la mobilisation de ces potentiels par des élites politiques qui, avec leurs outils organisationnels et leurs instruments de communication (leur *agenda-setting*, *priming* et *framing*) introduisent les conflits latents dans la politique. En effet, je me suis toujours intéressé à la mobilisation des potentiels structurels, donc au versant 'politics' de la science politique, et j'ai ainsi

plus ou moins délaissé le côté 'policy', même si j'ai une fois contribué à un manuel de 'théorie de policy analysis'.

3. Regards sur l'avenir: la science politique dans dix ans

Comment est-ce que je vois la science politique dans dix ans? Je reformule la question de façon un peu plus ciblée: comment verrai-je la science politique dans dix ans en Suisse? Si la science politique s'est développée tardivement en Suisse, elle a, à mon avis, rattrapé une grande partie de son retard au cours des dernières décennies. Le moteur de ce développement fut le nombre d'étudiants qui a choisi notre discipline et qui témoigne de son attractivité croissante, non seulement au sein de l'université, mais pour la société plus en général. Je suis optimiste pour la science politique en Suisse dans dix ans: nous avons créé une communauté de chercheurs et de chercheuses de haut niveau, nous bénéficions de ressources toujours et encore croissantes, et nous avons développé un esprit de corps très prometteur pour l'avenir. Il est pourtant vrai que la période de croissance la plus spectaculaire est derrière nous, et que nous irons plutôt vers une période de consolidation avec l'introduction un peu partout de programmes doctoraux et, je l'espère, avec l'établissement de postes de professeurs assistants avec *tenure track*. Nous devrions, je pense, préparer de nouveaux pôles nationaux de recherche consacrés à des thèmes qui nous sont chers et nous devrions veiller à ce que la qualité de nos départements ne cesse de croître. En principe, je suis confiant que nous réussirons ensemble à toujours plus développer la science politique en Suisse.

4. Conclusion: message aux jeunes politologues

Dans son introduction au volume qui présente les interviews avec 15 maîtres de la politique comparée, Richard Snyder (2007: 3) suggère que les meilleurs chercheurs partagent trois caractéristiques clés:

- des expériences de vie très riches qui déclenchent leur intérêt dans des problèmes de recherche, et, qui plus est, leur donnent des raisons impératives de s'engager pour les problèmes sur lesquels ils travaillent;
- une passion pour la recherche qui dépend souvent de leurs expériences de vie et de leurs engagements normatifs; et
- une volonté de prendre des risques personnels et professionnels.

Evidemment, ces trois éléments ne garantissent pas encore qu'on devienne un chercheur de qualité. Mais, sur la base de ma propre expérience, je peux confirmer que ces trois éléments sont très importants. La vie n'est pas toute tracée à l'avance, il faut prendre des risques pour réussir. En plus, on travaille beaucoup mieux si l'on est passionné par les problèmes que l'on se pose. Ce qui me gêne un peu aujourd'hui, c'est que les jeunes chercheurs motivent souvent leurs requêtes ou leurs travaux par des 'niches dans notre savoir', qu'ils proposent de 'remplir'. C'est un signe de professionnalisme, bien sûr, on se situe dans la science normale de Kuhn, où on élabore des énigmes à l'intérieur de paradigmes donnés. Mais en même temps, on est bien loin des préoccupations de fonds que nous avons dans ma génération de 68, et qui m'ont motivé à étudier le pouvoir politique et la mobilisation politique. Mon message aux jeunes chercheurs et aux jeunes chercheuses est d'oser, est de se poser de grandes questions, et est de les attaquer avec les outils les meilleures qui sont aujourd'hui à notre disposition.

Référence

Snyder, Richard 2007. 'The Human Dimension of Comparative Research', pp. 1-31 in *Passion, Craft, and Method in Comparative Research*, edited by Gerardo L. Munck and Richard Snyder. Baltimore: The Johns Hopkins University Press.

Parcours de politologue

Ioannis Papadopoulos*

Une mobilité plus intellectuelle que géographique ?

En 1990, j'ai eu le privilège d'être nommé professeur à l'Université de Lausanne, une Université que je n'ai plus quittée depuis (sauf à l'occasion de plusieurs séjours à l'étranger, essentiellement comme professeur invité, mais de courte durée). Il y a vingt ans, Lausanne apparaissait bien plus éloignée de Genève que maintenant. Pas d'écoles doctorales communes, pas de réseaux de recherches où nous aurions été impliqués ensemble, pas de commissions de nomination où nous aurions siégé ensemble. Les collègues genevois et lausannois se rencontraient avant tout ... à l'étranger, notamment aux sessions de l'ECPR. A la fin des années 1980 un projet de lancer une Revue romande de science politique fut tout de même lancé (il n'y avait pas encore de revue suisse). Mais le projet n'a pas abouti ; aujourd'hui il serait, évidemment, encore plus inconcevable, même si nous coopérons davantage. Les horizons ont changé.

L'anniversaire du Département oblige donc à un petit exercice de mémoire, qui n'est pas inintéressant. Il nous a été demandé d'exposer ce que le passage à Genève a significé pour nous. J'ai d'abord connu le Département de manière quelque peu éloignée lors des trois ans de mes études de licence, et ensuite pendant pratiquement dix ans, où j'ai travaillé d'abord une courte période comme vacataire payé à l'heure, puis comme assistant, et ensuite comme maître-assistant. Pendant mes études je me souviens par exemple de la venue de Pierre Birnbaum de Paris, qui donnait alors un cours sur ce que l'on appellerait aujourd'hui la "macro-politique", selon le jargon genevois. Quelques uns parmi nous l'avaient invité à déjeuner au restaurant après l'un de ses cours – chez "Harry Marc" à la rue de Carouge, qui n'existe plus – et il était intrigué par les "bidees" que nous fumions, qui n'existaient pas à Paris. Je me souviens aussi qu'en DEA j'avais pu suivre un cours de théorie sociologique donné par Raymond Boudon, et c'est là que j'ai appris à connaître Hirschman, Olson ou Downs. J'avais dû beaucoup négocier et insister pour pouvoir suivre ce cours qui était l'un des plus profitables que j'aie eus, mais qui n'était pas prévu au plan d'études...

*Professeur ordinaire à l'Université de Lausanne

Ce qui me frappe rétrospectivement, c'est que même les études "sciences po. Faculté", par opposition à la licence HEI, étaient très internationales. Cela avait d'ailleurs un côté un peu "hors sol", car il n'existait pas d'enseignement à proprement parler de politique suisse, ce qui ne veut pas dire que le Département n'avait pas entrepris de recherches dans le domaine. Il y avait déjà eu, entre autres, les deux enquêtes pionnières sur les Suisses et la politique, il y avait la recherche de Paolo Urio sur les hauts fonctionnaires, et au début des années 80 j'ai moi-même été engagé comme assistant de recherche sur un projet portant sur la politique énergétique. D. Sidjanski m'avait généreusement offert ce poste d'assistant. Pour moi c'était une activité alimentaire, mais au final cela m'a permis en quelque sorte de commencer à constituer un dossier sur la politique suisse. Cela vaut sans doute encore plus pour la recherche sur les coalitions d'intérêts dans la démocratie directe, dirigée par William Ossipow, à laquelle j'ai fini par prendre suffisamment goût pour diriger un livre qui a paru en 1994, avec des contributions de W. Ossipow, S. Hug et D. Joye. Bref, il ne faut jamais boudier un job alimentaire, il peut réserver de bonnes surprises !

Pendant plusieurs de ces années genevoises, le Département n'était pas très tranquille, il lui est même arrivé d'être relativement polarisé. Je pense qu'il y avait encore chez certains d'entre nous une culture critique par rapport aux institutions ; nous lisons par exemple des travaux socio-psychoanalytiques sur l'analyse institutionnelle (Lapassade, Lourau...). Notre côté critique nous a permis d'identifier, je crois de manière assez lucide, des dysfonctionnements de l'institution – il y en avait bien sûr, sinon ce ne serait pas une institution. Par contre, il nous a empêchés de voir l'énorme travail de construction institutionnelle qu'avait accompli le fondateur du Département, Dusan Sidjanski. Pour avoir moi-même dû investir dans ce travail d'entrepreneuriat institutionnel à Lausanne par la suite, je suis mieux en mesure de comprendre maintenant combien cela est coûteux et prend de l'énergie, et combien cela nécessite une sorte d'abnégation, de "vertu républicaine" à l'égard de l'institution (qu'il est d'ailleurs de plus en plus tentant de ne pas avoir, car cela n'est pas payant en termes de gratifications scientifiques).

Mais nous avions aussi une grosse soif de débats intellectuels, et le Département était un lieu propice à cela, sans doute davantage que ne le sont nos départements actuellement. Je me rends compte aussi combien, du moins certains d'entre nous, vivions dans un univers différent d'aujourd'hui. Ainsi, nous n'étions pas dans une culture "publish or perish", et encore moins dans l'idée que nous devons publier dans

des revues prestigieuses, internationales, etc. Personne ne nous disait cela, et pour dire les choses de manière un peu plus savante, notre socialisation académique a été très différente de celle de nos jeunes collègues actuels, sans doute moins compétitive (j'avais par exemple eu le privilège d'être le seul étudiant inscrit à la volée de DEA en 1980-81).

Quant à ma période lausannoise, elle est plus longue que ma période genevoise. Mais il n'est pas facile de reconstruire ex post sa propre trajectoire, et cela donne souvent lieu à des rationalisations plus ou moins arbitraires. Je suis arrivé à Lausanne avec un cahier des charges consistant à enseigner et faire de la recherche sur la politique suisse et les politiques publiques. Lausanne avait eu l'intelligence – suite à une suppléance par feu Raimund E. Germann et par Peter Knoepfel – de combiner de manière pionnière ces dimensions. J'avais donc travaillé sur la politique suisse, j'avais aussi donné le cours sous forme de suppléance à Genève en 1987-88 en attendant l'arrivée de Hanspeter Kriesi. Par contre, j'étais débutant en analyse des politiques publiques. J'étais avant tout un analyste du discours et des idéologies politiques, et c'est d'ailleurs à cela que j'ai consacré mes premiers séminaires et recherches sur la politique suisse à Lausanne. En voyant maintenant la littérature foisonnante sur le rôle des idées dans les politiques publiques, je regrette un peu de ne pas avoir exploité cette piste. Je me dis que j'avais un bagage linguistique et relatif à la symbolique (entre autres avec les travaux de Kenneth Burke auxquels nous avait initiés Charles Roig, et ceux de Pierre Ansart chez qui j'avais séjourné à Paris), qui m'aurait peut-être permis de faire des analyses intéressantes.

Avec des développements indirects, c'est davantage à partir de nos travaux empiriques genevois sur la démocratie directe que s'est construit mon parcours des premières années lausannoises. A partir de ces travaux, j'ai débouché sur une réflexion plus générale sur la démocratie directe, en publiant un livre en 1998. Parallèlement, notamment à partir de mes cours – et de la lecture de Niklas Luhmann (dont je me suis en partie distancé depuis) à laquelle nous avait initiés W. Ossipow – je me suis intéressé aux contraintes, ainsi qu'au style de conduite, des politiques publiques dans des situations de complexité sociale. Il me restait à établir un lien entre la question démocratique et celle des politiques publiques, et donc à traiter de problématiques comme celles de la participation, de l'inclusion, de la sélectivité, de l'influence dans les processus de décision. On nous a demandé de parler des relations qui s'établissent entre notre trajectoire personnelle et les

évolutions intellectuelles et politiques plus générales. Sur ce point, je crois que le lien est clair : j'ai commencé à traiter de la question démocratique par rapport à des situations de gouvernance coopérative et en réseaux, considérées comme étant de plus en plus fréquentes. La littérature sur la gouvernance avait – et conserve encore largement – un penchant assez managérial, qui l'amenait à se préoccuper surtout de l'efficacité de ces arrangements, de leurs effets sur la qualité des "outputs" (à supposer que l'on puisse avoir une définition socialement non controversée de celle-ci), mais elle ne s'intéressait guère à leur contenu démocratique.

J'ai évoqué jusqu'ici le rôle dans mon parcours de quelques "mentors". Sur la question démocratique de la gouvernance, ce sont les échanges avec un de mes premiers doctorants qui m'ont amené à évoluer. C'était avec Daniel Kübler (désormais professeur à Zurich), qui travaillait alors sur la politique de la drogue, et c'est par le biais de nos discussions que je suis entré dans cette problématique. La politique de la drogue, pour le dire très rapidement, était notamment confrontée au dilemme suivant : soit elle se faisait de manière relativement technocratique, et était profitable aux personnes toxicodépendantes, soit elle se faisait de manière plus démocratique, mais avec un risque de populisme aux dépens de ce groupe social généralement stigmatisé. Voici donc un dilemme assez clair sur la manière de gérer le rapport entre norme majoritaire et respect d'une minorité. C'est par exemple à partir de telles réflexions que j'ai envisagé la qualité démocratique des arrangements de gouvernance. J'ai notamment utilisé une partie d'un sabbatique à l'IUE de Florence pour produire un *Robert Schuman working paper* sur ces questions. Les réactions ont été positives, et une chose intéressante qui ne se serait sans doute pas produite si je n'étais pas à l'IUE, c'est que l'on m'a dit qu'il était un peu dommage que je n'intègre pas l'Europe dans ces réflexions. Par ailleurs, pendant ce séjour il y a maintenant dix ans environ, j'ai été sensibilisé à la dimension de l'eupéanisation des politiques publiques. Une fenêtre d'opportunité s'est ouverte avec la 2^e phase du programme "Demain la Suisse", et nous avons lancé avec André Mach une recherche traitant de l'impact extérieur sur les politiques de régulation économique en Suisse. Très certainement donc, ce séjour florentin a représenté une bifurcation importante pour moi, car il m'a orienté vers une nouvelle problématique que je poursuis depuis lors, celle de l'impact européen sur les procédures de décision et sur la qualité du gouvernement démocratique de nos pays.

Mes recherches actuelles se situent encore dans la continuité de ce parcours et, plus récemment, la participation à deux réseaux de recherche m'a beaucoup aidé dans mon travail. Celle au "network of excellence" CONNEX, financé par l'Union Européenne, m'a permis de développer mon questionnement sur les mécanismes d'imputation ("accountability") dans des situations de gouvernance multi-niveaux, en échangeant sur le plan intellectuel avec plusieurs collègues étrangers particulièrement intéressants. Celle au NCCR "Democracy" en Suisse m'a permis de continuer à travailler sur les transformations des processus de décision liées notamment à l'internationalisation. Actuellement, nous débutons une nouvelle recherche sur l' "accountability" des agences de régulation qui, je crois, intègre bien mes préoccupations tant sur les transformations de la gouvernance que sur leur impact sur le contrôle démocratique. Le NCCR m'a permis de m'ouvrir aussi à de nouvelles problématiques, comme celle de la médiatisation, à laquelle malheureusement peu d'analystes de politiques publiques sont sensibles. Tout cela m'a donné envie de réécrire un livre de réflexion environ dix ans après le précédent sur la démocratie directe, cette fois sur les transformations plus générales des démocraties. C'est sur ce chantier que je peine un peu actuellement, au milieu de mille autres sollicitations qui font notre quotidien. Je ne sais pas exactement de quoi l'avenir sera fait pour ma part en termes de recherche, mais je crois qu'un aspect fondamentalement gratifiant de notre travail – en dépit de ses difficultés – est le fait que nous pouvons constamment nous renouveler. Peu de professions permettent cela, et je crois que c'est un immense privilège.

On nous a également interrogé sur ce que serait la science politique dans dix ans. En toute franchise, j'ai toujours refusé de faire de la prospective, aussi tentant cela soit-il, pour des raisons que l'on peut qualifier de manière un peu pédante d'épistémologiques. Autant je reste positiviste par mon attachement à l'exploration de relations de causalité, autant je ne pense pas que de telles relations soient appelées à se répliquer dans le futur. Ce que je perçois, c'est un "trend" général, qui consiste à davantage soumettre à évaluation – et donc nécessairement, d'une manière ou d'une autre, à mesurer – notre activité, que ceci soit dans le domaine de l'enseignement ou celui de la recherche. Comme la Suisse est encore plutôt faiblement atteinte par cette tendance – rien de comparable par exemple aux "Research assessment exercises" du Royaume-Uni – je crois pouvoir formuler l'hypothèse que, à plus ou moins court terme, nous allons davantage y être soumis. La question qu'il faut évidemment se

poser est si cela est bénéfique. Sur le plan de l'enseignement, cela nous oblige sans nul doute à une posture plus réflexive sur nos curricula : les objectifs pédagogiques, les connaissances que les étudiants doivent acquérir, etc. Sur le plan de la recherche, cela augmente l'esprit d'émulation entre nous, soit sur le plan individuel, soit sur le plan institutionnel. Mais le chercheur intéressé à l' "accountability" que je suis connaît aussi les travers des pressions élevées à rendre des comptes ainsi que du "benchmarking", notamment l'effet conformiste et normalisateur ("mainstreaming") sur les comportements, la course aux résultats visibles à court terme aux dépens de la réflexion plus fondamentale, etc.

Ce qui, je pense, se poursuivra aussi, c'est la dynamique de spécialisation, voire d'hyperspécialisation de la recherche. Ici aussi, il y a des bénéfices indéniables : nous disposons maintenant d'une connaissance beaucoup plus fine du social. Le risque "collatéral" est que nous ne voyions plus que la brindille (même pas l'arbre), et que nous perdions la "big picture" de la forêt. Les sociologues de la différenciation sociale ont bien montré que la dynamique de spécialisation est très difficilement contournable, car il n'y a pas d'incitations à cela. C. Lévi-Strauss racontait il y a quelques années que, au début de sa carrière, il pouvait encore prétendre connaître grosso modo l'ensemble de la production importante dans le champ de l'anthropologie, mais cela n'était dorénavant plus possible. Et pourtant, ce sera là mon message aux jeunes chercheurs (puisque c'est la dernière demande qui nous est faite) : je crois qu'il est important de garder au moins un œil ouvert sur ce qui se passe au-delà de nos objets étroits d'étude. Pour ma part, j'ai toujours tenu à cela, et je crois que même dans un environnement où les pressions à la spécialisation sont fortes, les bénéfices de l'ouverture intellectuelle ne sont pas négligeables.

En ce qui me concerne, d'un côté j'ai peut-être pâti de ne pas avoir eu une identité de recherche très précise : il y a 20 ans je travaillais sur les partis politiques, et les collègues avec qui j'échangeais à l'époque continuent pour l'essentiel de travailler dans ce domaine, publier ensemble, etc. De mon côté je suis passé à autre chose, et j'ai le sentiment que le fait d'avoir été mobile sur le plan intellectuel m'a permis d'entretenir une curiosité qui me donne la satisfaction (probablement un peu présomptueuse, et peut-être erronée) de comprendre des facettes plus larges du monde. Au-delà de cette forme de contentement d'ordre narcissique, rester relativement généraliste continue d'avoir aussi des avantages strictement utilitaires

que j'aimerais mentionner, car il semble que les jeunes, soucieux de leur carrière, y soient sensibles.

J'ai par exemple fait des papiers que je n'aurais pas pu faire si j'avais été un spécialiste plus étroit, et qui ont intéressé des communautés de pensée chacune relativement fermée (par exemple sur le rapport entre "politics" et "policy-making", sur la diffusion d'institutions délibératives qui ne sont pas participatives pour autant, notamment sur le plan international, etc.). J'ai aussi eu moins de peine à construire mes cours, qui sont nécessairement relativement généraux, et d'y ajouter plus facilement un "blend" personnel, qui est je crois apprécié par les étudiants. N'oublions pas par exemple qu'un cours permet parfois de construire par la suite un manuel, ce qui peut être utile en termes de reconnaissance (on a longtemps découragé les chercheurs de rédiger des manuels au profit de travaux plus monographiques, mais la vogue de la bibliométrie nous permet de voir que les manuels figurent parmi les oeuvres les plus citées et "boostent" donc nos différents index !). Et puis, à force d'avoir butiné, je me suis aussi construit un assez large "capital social", en conservant des relations avec des collègues s'intéressant à des objets très divers, et faisant partie de réseaux différents. Cela fait aussi plus de monde avec qui l'on prend du plaisir à socialiser en marge d'événements scientifiques, ce qui n'est pas non plus rien pour la qualité de notre vie professionnelle !

**“Le nombre de contributions de qualité sera-t-il
suffisant ?”**

**Note sur le lancement de la *Revue suisse de science
politique* à Genève¹**

Pierre Allan*

"La science politique suisse possède-t-elle bien la masse critique nécessaire pour alimenter une revue scientifique trimestrielle ?" "Ce projet n'est-il point trop ambitieux, car un échec serait déplorable ?" "Le nombre de contributions de qualité sera-t-il suffisant ?" Telles étaient quelques-unes des hésitations qui se sont exprimées au sein du Comité de l'*Association suisse de science politique* (ASSP) au début des années 1990. Mais, quinze ans après son lancement, on peut difficilement envisager la science politique helvétique en l'absence de sa *Revue suisse de science politique*² (RSSP), une composante centrale dans la professionnalisation croissante de notre discipline. Cette brève note retrace un chapitre de l'histoire commune de l'ASSP, sa RSSP et du Département de science politique de l'Université de Genève au sein duquel la Revue paraîtra ses quatre premières années.

Profitant de ma présidence de l'Association, j'ai lancé l'idée d'un complément à l'*Annuaire suisse de science politique* qui paraissait depuis 1961. L'éditorial publié dans le *Bulletin* de l'ASSP en janvier 1992 en dénote l'ambition:

à côté d'un Annuaire consacré à un thème particulier (thème n'intéressant pas tous les chercheurs), il y a place pour deux numéros d'une Revue contenant quatre à six articles sur des sujets variés, revue qui paraîtra ainsi 2-3 fois l'an. Notre pays compte nombre d'excellents chercheurs. Si, dès les premiers numéros de la Revue suisse de science politique, il est clair que seules les contributions de qualité seront acceptées (...), la renommée de la Revue nous incitera tous à chercher à y publier nos travaux. C'est donc en limitant le

*Professeur ordinaire

¹ Texte remanié et enrichi des mots prononcés le 7 janvier 2010 à l'Université de Genève à l'occasion de la célébration du 40^e anniversaire de son Département de science politique, ce dans le cadre du Congrès annuel de l'ASSP.

² *Schweizerische Zeitschrift für Politische Wissenschaft* ("... für Politikwissenschaft" dès 1999), *Swiss Political Science Review*.

nombre d'articles que notre Revue connaîtra – paradoxalement – le plus de succès. Songeons-y. Le projet doit encore mûrir.

C'est en novembre 1994, alors à nouveau simple membre du Comité, que je soumetts un projet détaillé. Il prévoit un passage graduel à une nouvelle revue, l'*Annuaire suisse de science politique* thématique de 1995 confié à Hanspeter Kriesi paraissant déjà sous l'imprimatur de la *Revue*.³ Le projet précise que "l'excellence de la Revue est garantie par une évaluation anonyme des soumissions par deux lecteurs fonctionnant sous le couvert de l'anonymat [principe du double anonymat]". Certaines réticences se manifestent encore durant le débat au sein du Comité, notamment la faisabilité scientifique du projet, le bassin de chercheurs du niveau requis étant perçu comme trop étroit. On veut aussi décider du numéro thématique annuel au sein de l'Association. Toutefois, le projet passe finalement sans voix contraire, avec deux abstentions. Sitôt après, l'Assemblée générale de l'Association approuve à l'unanimité le lancement de la Revue, dont le premier numéro paraîtra déjà en été 1995.

Le Rédacteur, choisi par le Comité de l'ASSP, est responsable de l'organisation de la rédaction. La taille relativement importante du Département de science politique genevois me donnent la chance de pouvoir m'entourer de jeunes politologues de grande qualité, Maîtres-assistants à l'époque: Sandro Cattacin, Cédric Dupont et Pascal Sciarini. Leur engagement enthousiaste nous permet ainsi de passer outre la proverbiale lenteur institutionnelle helvétique. Cette équipe de pionniers est par la suite enrichie par Simon Hug (pour le Volume 2), ainsi que Mark Hunyadi et Dominique Wisler (Volumes 3 et 4).

Un enjeu important a été la production locale par les *Ateliers d'impression de l'Université de Genève*. La raison principale était financière, l'*Académie suisse des sciences humaines* accordant des subventions solides mais bien pesées⁴. Cependant, cette solution présentait aussi l'avantage de la rapidité et d'un contrôle de qualité, deux exigences essentielles pour assurer un départ à la fois expéditif et maîtrisé. Un nouveau distributeur est trouvé avec *Seismo Press*, que nous soutenons par de

³ Dès 1961, l'*Annuaire* paraît sous la responsabilité de l'Association – Erich Gruner étant Rédacteur en 1964 et Peter Gilg en 1966-68. A partir de 1972, la tâche est tour à tour confiée à Daniel Frei (1972-75), Raimund E. Germann (1976-1980), Gerhard Schmid (1981-85), Wolf Linder (1986-1990) et enfin à Hanspeter Kriesi (1991-95).

⁴ Frs. 25'000.– annuels ainsi qu'une aide ponctuelle de 10'000.– pour le lancement.

nombreuses actions de marketing régulières et événementielles cherchant à faire connaître la Revue au-delà du cercle, finalement assez large, des membres de l'Association. C'est ainsi qu'elle est tirée à 1500 exemplaires et attire l'attention, notamment au sein du *European Consortium for Political Research* ainsi que de l'*International Political Science Association* pour ne citer que ceux-là. De même, les abstracts des articles sont, dès le début, publiés sur internet dans les trois langues.

L'enjeu essentiel restait bien entendu la qualité des articles publiés par la Revue. Dans ce contexte, les articles rentrant dans le cadre de la science politique et suffisamment anonymisés étaient envoyés à deux évaluateurs anonymes selon les critères suivants qu'il s'agissait de satisfaire. D'abord, l'un devait être un politologue travaillant en Suisse, l'autre extérieur au territoire national. L'un d'entre eux devait être expert de la question, l'autre devant bien connaître le sous-domaine de la science politique concerné par la contribution soumise. L'un d'entre eux au moins devait être éminent. Dans le cas d'un manuscrit proche d'un domaine connexe – histoire, droit, économie ou philosophie par exemple – l'un des évaluateurs devait ressortir de cette discipline, l'autre devant impérativement être un politologue reconnu.

Notre Comité éditorial était strict et appliquait les trois "règles d'or" suivantes: (I) "Ni aux amis ni aux ennemis tu n'enverras !", afin d'éviter des rivalités ou des évaluations complaisantes; (II) "A personne tu ne diras !", soit le strict respect de l'anonymat des évaluateurs et des auteurs; enfin (III) "Ces règles formelles tu appliqueras", s'agissant – par exemple – des dissensions entre les deux évaluations et les règles s'appliquant alors, comme le recours à un troisième évaluateur, ou d'autres mesures réglant les divers cas de figure pouvant survenir dans le processus. Seul le strict respect de telles normes assure l'impartialité et la qualité d'une revue scientifique.

Cette procédure peut être illustrée par les statistiques suivantes des deux premières années. Des 107 articles soumis, sept se trouvaient encore dans le processus à la fin de 1996, permettant d'interpréter les nombres qui suivent en pourcentages. Sur les 100 manuscrits restants, 7 d'entre eux ont été directement rejetés par la rédaction car ne présentant pas l'un au moins des critères suivants: un nouveau résultat théorique; une nouvelle interprétation empirique d'une théorie reçue; des résultats empiriques intéressants d'autres chercheurs; ou bien une critique de haut niveau du travail d'autres politologues. Cela laisse 93 contributions à évaluer. 33 d'entre elles ont été

⁵ Les statistiques qui suivent ne comprennent pas le dernier numéro de l'*Annuaire*, paru en tant que No. 2-3 du premier Volume de 1995.

rejetées immédiatement, 27 ont été acceptées directement par leurs deux évaluateurs (nonobstant des révisions mineures), et des papiers en "resubmit", plus de 60% ont été réécrits, la grande majorité d'entre eux étant finalement acceptée après une révision lourde. Les appels lancés à la communauté des politologues ont donc été entendus. Le bassin de compétences était bien présent.

Du côté du contrôle scientifique des contributions adressées à la Revue, rien que pour l'année exceptionnelle de lancement de 1995 et pour la première année "normale" qui l'a suivie, ce ne sont pas moins de 140 évaluateurs qui ont aidé l'équipe genevoise. Si l'on ajoute à ce nombre celui des auteurs d'articles, de notes de recherche, des contributeurs à des débats scientifiques, des auteurs de comptes-rendus d'ouvrage⁶ ainsi que les 36 membres du *Editorial Board*⁷ du début, l'on voit le saut quantitatif dans l'implication de toute la profession dans ce développement. Le succès de la Revue a reposé ainsi sur la collaboration active de la plupart des politologues suisses à un titre ou un autre – et souvent à plusieurs titres.

Le Président de l'époque de l'Association suisse de science politique a eu l'élégance et le courage de déclarer publiquement, lors d'une Assemblée générale, que sa propre contribution venait d'être rejetée, renforçant ainsi la crédibilité de la Revue. Ce qui m'a beaucoup frappé était la haute qualité des évaluations, régulièrement non seulement très compétentes, mais encore extraordinairement riches, détaillées, stimulantes et utiles pour les auteurs. Fréquemment, ces premières années, cette expérience constituait pour nombre de jeunes chercheurs, la première sinon l'une des toutes premières évaluations anonymes qu'ils avaient faite. Ils y mettaient le meilleur d'eux-mêmes ainsi que tout leur cœur pour juger un papier soumis. De plus, quelle joie que de constater la convergence d'appréciation entre politologues suisses et étrangers, "jeunes loups" et "vieux professeurs", provenant du domaine X ou tenant de l'approche Y, cette grande variété d'origine débouchant néanmoins sur un grand et réel consensus quant aux évaluations individuelles des manuscrits soumis. La qualité ne peut pas toujours être définie *in abstracto*, mais elle se lit dans le quotidien du travail scientifique.

⁶ Parallèlement aux articles en bonne et due forme, les "notes de recherche" ainsi que les débats publiés ont été évalués de manière interne au niveau du Comité de rédaction. Les comptes-rendus d'ouvrage étaient signés, comme le veut la pratique.

⁷ Ce Board comprenait non seulement des politologues suisses typiquement déjà professeurs, mais également des suisses de l'étranger, des chercheurs ayant travaillé sur des problématiques impliquant la Suisse, mais aussi d'autres grands noms de la discipline. Le nombre de refus de participation à cette entreprise a finalement été très faible.

La socialisation scientifique de toute une génération s'est partiellement faite de la sorte. La Revue contribua ainsi à développer un "Who's who de la science politique helvétique", les efforts des uns et des autres se croisant et s'entremêlant dans une belle œuvre collective. On était loin des annuaires thématiques pour lesquels il fallait parfois chercher des auteurs et dont les lecteurs étaient – par la force des choses – en nombre limité.

Des politologues étrangers éminents ont pu aussi être gagnés dès les débuts comme par exemple Maurizio Ferrera, Philippe Van Parijs, Paul Magnette, Otfried Höffe, Claus Offe, Philippe Schmitter, Jean-Marc Ferry et d'autres encore soumettent des papiers qui seront acceptés. Ainsi que relevé dans mon éditorial du premier numéro:

la contrainte imposée par les langues de travail traditionnelles de l'Association – l'allemand, le français et l'anglais – devient un atout: la *Revue* a ainsi la possibilité unique d'attirer l'attention de politologues germanophones, francophones et anglophones sur des articles dans d'autres langues que la leur. Elle contribuera ainsi à un véritable dialogue international entre ces trois cultures scientifiques encore différentes, même si la science politique s'internationalise.

Plusieurs des membres étrangers du Editorial Board ont, en acceptant d'en faire partie, relevé que le fait d'avoir une revue trilingue constituait un avantage. Mais finalement, c'est le contenu des quelque 3000 pages publiées en quatre ans qui constitue sa contribution principale: celle d'une science politique solidement représentée dans notre pays, ouverte sur le monde, et affirmant son existence par une bonne masse critique ainsi que par la qualité régulière des contributions de ses chercheurs, en particulier des jeunes. C'est bien la normalité de ce fait qui constitue l'élément essentiel de cette nouveauté d'il y a quinze ans qui est maintenant tellement entrée dans les mœurs que l'on ne prend plus la peine – quoi de moins étonnant ! – du chemin parcouru. La reprise de la Revue par des équipes zurichoise, lausannoise, bernoise et saint-galloise est un témoignage de l'ancrage robuste du *Swiss Political Science Review* dans le paysage de notre discipline.

ANNEXES

Doctorats en Science politique (1971-2010)

Processus de décision et contrôle démocratique en Suisse. Etude de cas dans le domaine de la défense nationale.

Paolo URIO (1971)

L'indépendance de l'Algérie: décision politique sous la Vème République (1958-1962).

Fabien DUNAND (1972)

L'opinion publique et l'unification de l'Europe

David HANDLEY (1975)

Les systèmes d'intégration régionale africaine: théorie, évolution, perspectives.

M. YADI (1975)

La transformation du discours politique dans l'Eglise.

William OSSIPOW (1976)

La presse suisse : structure et diversité.

M. BOLLINGER (1976)

Analyse du comportement des organisations syndicales dans le processus de décision en Suisse.

Jean-Noël REY (1977)

L'initiative populaire en Suisse: mythe et réalité de la démocratie directe.

Jean-Daniel DELLEY (1977)

Administration fédérale et aménagement du territoire: la coordination de l'aménagement du territoire au niveau de la Confédération.

Monique WEMEGAH (1977)

Analyse des niveaux de participation et de non-participation politiques en Suisse.

Thanh-Huyen BALLMER-CAO (1977)

L'intégration politique des cantons de Vaud, Neuchâtel et Genève dans la Confédération suisse.

André ESCHET-SCHWARZ (1978)

Personnalité et socialisation pré-politique en Suisse.

Anna MELICH (1978)

**La logique du conflit: théories et mythes de la sociologie politique
Contemporaine.**

Christine MIRONESCO (1979)

Henri De Man. Une autre idée du socialisme.

Michel BRELAZ (1981)

Un défi à l'inégalité : la convention de Lomé.

Alice HOUGASSIAN-RUDOVICH (1983)

**Structure politique et structures sociales: Analyses des dimensions
écologiques des votations en Suisse, 1920-1980.**

Dominiqne JOYE (1984)

**Les interactions institutionnalisées entre le secteur public et le secteur privé:
le rôle des experts et des commissions extra-parlementaires de la
Confédération.**

Andreas FRUTIGER (1986)

**La pensée d'Edmond Privat (1889-1962). Contribution à l'histoire des idées
politiques en Suisse.**

Mohammad FARROKH (1987)

**Dynamique du discours politique et conquête du pouvoir: le cas du Pasok
(Mouvement socialiste panhellénique) 1974-1981.**

Iannis PAPADOPOULOS (1987)

**L'émergence du nouveau mouvement pour la paix. Compréhension et étude
comparée de l'engagement politique dans les sociétés industrielles avancées.**

Matthias FINGER (1987)

**La coordination de l'action non gouvernementale internationale. Le cas du Mali
et de la Mauritanie.**

Jean-Daniel MULLER (1988)

**Analyse des mécanismes et des déterminants sélectifs dans le processus
Législatif.**

Alain-Valéry POITRY (1988)

**Analyse exploratoire des données en sciences sociales: vers une approche
méthodologique pragmatique.**

Eugène HORBER (1990)

La démocratie au Portugal. Analyse du débat politique entre 1974 et 1976.

Maria-Magdalena MATOS GUIBENTIF (1992)

Entre stratégie et opportunité: les nouveaux mouvements sociaux en Suisse.
Marco GIUGNI (1992)

La violence politique en Suisse et les mouvements sociaux: 1969-1990.
Dominique WISLER (1993)

Les femmes au parlement européen: une enquête (avril-mai 1989).
Elisabetta-PAGNOSSIN ALIGISAKIS (1993)

La transformation de la structure du pouvoir dans le canton du Jura.
Jean-Claude RENNWALD (1993)

**Le système politique suisse face à la Communauté européenne et au GATT:
le cas-test de la politique agricole.**
Pascal SCIARINI (1994)

**Les groupes d'intérêt et de pression: Moyens, stratégies, interactions
politiques. Aspects du syndicalisme grec (1989-1991).**
Maximos ALIGISAKIS (1994)

**Modélisation de la démarche du décideur politique dans la perspective de
l'intelligence artificielle.**
Daniel SCHNEIDER (1995)

**Antoine-Elidée Cherbuliez (1797-1869). D'un libéralisme
social à un libéralisme conservateur. Contribution à l'histoire de la pensée
politique suisse au XIXe siècle.**
Alexis KELLER (1996)

**L'Evaluation des programmes et services de santé: aspects théoriques et
illustration empirique par l'évaluation d'une organisation de type HMO.**
Jean-François ETTER (1996)

**Fictions socialistes et société moderne. Aspects sociologiques de
l'effondrement programmé de l'URSS.**
Nicolas HAYOZ (1996)

**La théorie des systèmes auto-organisés et l'étude des phénomènes socio-
politiques. Etude de cas: la politique d'asile en Suisse.**
Lorena PARINI (1996)

**L'action altruiste. Les contraintes et les opportunités de l'engagement
Différencié.**
Florence PASSY (199)

Traditions, métissage et pouvoir politique en Guinée Bissau.

Tcherno DJALO (1997)

Informations et opinions. Promesses et limites du questionnaire de choix.

Danielle BUTSCHI (1997)

Subjectivity and Social Theory.

Véronique MOTTIER (1997)

Contraintes institutionnelles, influences contextuelles et participation aux élections fédérales en Suisse.

Boris WERNLI (1998)

Multiculturalisme et intégration politique, la citoyenneté entre reconnaissance de la différence et reconnaissance de l'égalité.

Matteo GIANNI (1999)

Etat et politiques publiques en Amérique latine: Le cas des politiques environnementales en Colombie.

André-Noël ROTH (1999)

Direkte Demokratie in den Schweizerischen Kantonen. Institutionen und Volksabstimmungen 1970 – 1996.

Alexandre TRECHSEL (1999)

Conflits du pouvoir et réseaux clientélistes au Congo/Zaïre (1960 – 1997).

Fweley DIANGITUKWA -1999

Les fondements éthiques du politique environnemental. Une lecture néo Aristotélicienne.

Caroline RIVERIN-BEAULIEU (2000)

De la révolution à la construction d'un état: Le mouvement de la libération nationale de la Palestine (le Fatah) et l'autorité nationale palestinienne: relation et dilemmes.

Hanan EL-WAZIR (2001)

L'application de la nouvelle gestion publique dans les Secteurs sanitaire et hospitalier: une approche Comparative.

Iva BOLGLIANI (2001)

Energiepolitische Vernetzung in der Schweiz. Analyse der Kooperationsnetzwerke und Ideensysteme der energiepolitischen Entscheidungsträger.

Maya JEGEN (2001)

L'Euro dans le processus de légitimation interne de l'Union européenne.

Carole LAGER (2001)

Soziales Kapital und Symbolische Praxis der Christdemokraten. Koalitionen und Reproduktion In der Schweiz. (Relations sociales, position et Prise de position dans un parti politique).

Ludwig ZURBRIGGEN (2002)

L'Union européenne et le processus de stabilité en Méditerranée.

Pierre WILLA (2002)

Emotions et raisons des choix populaires. Politique Etrangère et opinion Publique suisse (1981-1994).

Lionel MARQUIS (2002)

L'Europe dans le monde. La politique étrangère de l'Union européenne comme élément constitutif de l'identité européenne.

Jérôme KOEHLIN (2003)

Le mouvement « cyclo-écologiste », contre les abus de la circulation automobile et pour un nouvel urbanisme : contribution à l'histoire de l'écologie politique.

Benoît LAMBERT (2003)

Socialism and governance: a comparison between maoist and dengist governance.

Jialu WANG (2003)

Participation, engagement et capital social dans les communes suisses.

Simone BAGLIONI (2004)

L'Union européenne à l'épreuve de la démocratie directe : analyse de la pratique référendaire et des institutions dans les Etats membres et candidats à l'Union européenne, dans la perspective d'un référendum européen.

Frédéric ESPOSITO (2004)

Who Dares Wins : Confidence and Success in International Conflict.

Dominic JOHNSON (2004)

New Public Management et transparence: essai de déconstruction d'un mythe actuel.

Raphaël AUDRIA (2004)

Intégration en Afrique de l'Ouest.

Marie ABENG (2005)

Raymond Aron et les relations internationales: entre réalisme et Herméneutique.

Gianluca MASPOLI (2005)

Les relations entre état et société civile organisée dans la production du bien-être: partenariat ou sous-traitance? Les cas des politiques d'aide et de soutien aux chômeurs à Genève, Grenoble et Gène.

Monica BATTAGLINI (2006)

A Dialogical Understanding of International Relations: Politics of Alterity in Japanese History.

Xavier GUILLAUME (2006)

The Security And Defence Policy an dits repercussions upon spheres of influence in Europe.

Robin HAGELBERG (2006)

Internationalisation et dérégulation de l'agriculture dans les pays de l'OCDE: vers des politiques agricoles plus respectueuses des règles du marché.

Laurent CREMIEUX (2006)

U.S. officials and the fall of the Shah: Some safe contraction Interpretations.

Jean-Charles BROTONS (2007)

Le développement de la lutte contre l'impunité. Une analyse des politiques de châtime et de pardon dans le nouvel ordre post-guerre froide.

Pierre HAZAN (2007)

Controverses, décisions et politiques de la reproduction: une comparaison des politiques d'avortement et de procréation médicalement assistée en France et en Suisse.

Isabelle ENGELI (2007)

Power maximization, hegemony and the unipolar international structure (Maximisation de la puissance, hégémonie et structure internationale unipolaire).

Olivier BRIGHENTI (2007)

Les inquiétudes du juste. Enquête sur la justification politique.

Nicolas TAVAGLIONE (2007)

L'enseignement de la nation en Inde : Le débat sur les manuels d'histoire (1998-2004).

Sylvie GUICHARD (2007)

Analyse des mécanismes de décision: le cas de la politique climatique suisse.

Karin Miryam INGOLD (2007)

Liberté, égalité, décentralisations: comparaison des processus de décentralisation français et britannique et de leurs effets.

Valérie VULLIEZ (2007)

L'action du FMI et de la banque mondiale à la lumière des politiques nationales de développement (1980-2005): le cas des pays africains de la zone franc. Une analyse de la logique d'intervention des institutions de Bretton Woods.

Eric Guy Arthur OLOKILIKOKO (2007)

Parlement européen et société civile: Vers de nouveaux aménagements Institutionnels.

Laurent DUTOIT (2008)

Resolving the puzzle of party systems in Central and Eastern Europe : The joint impact of party nationalisation and electoral systems.

Daniel BOCHSLER (2008)

Le système sanitaire entre justice et maîtrise des coûts.

Valérie LEGRAND-GERMANIER (2008)

The Airbus Programme: Powered by the European Integration Process or Driven by the World Aerospace Market. Le programme Airbus: Fruit du processus d'intégration européenne ou du marché mondial de l'aéronautique.

Daniel MARTEL (2008)

Justice et puissance de juger chez Montesquieu.

Till HANISCH (2008)

L'Union européenne et la fiscalité de l'épargne: analyse de la dynamique interne et externe du processus politique communautaire.

Christophe BONTE (2008)

La gestion civile des crises, un outil politico-stratégique au service de l'Union européenne.

Stéphane PFISTER (2008)

Vie et mort du FIS. Le pouvoir algérien et le Front islamique du salut: entre coexistence et confrontation.
Hasni ABIDI (2009)

Esquisse de modélisation des instruments internationaux du commerce et leur mise en œuvre dans les pays les moins avancés d'Afrique.
Richard MUKUNDJI MUBADILA (2009)

Models of Decision-Making and Cooperation in European Integration-Theory - A Conceptual Critique.
Cesar GARCIA PEREZ DE LEON (2009)

Minorisations et différences de vote entre Alémaniques, Romands et Suisses italiens. Analyse des votations fédérales et de la presse écrite.
Mario KONISHI (2009)

L'émergence d'une culture stratégique dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense.
Alessia BIAVA (2009)

Les nouvelles politiques du care : approches comparatives.
Barbara LUCAS (2010)

Les obligations de l'Etat vis-à-vis des étrangers et le circuit de l'exigence éthique.
Papa Arona DIEYE (2010)

Vers une nouvelle approche instrumentale des politiques publiques de protection de l'environnement. Implications conceptuelles, théoriques et méthodologiques à la lumière du cas de la politique climatique suisse.
Sylvain PERRET (2010)

Parliamentary Debates on Gender Quotas in Switzerland and France (1998-2000). A Discourse Analysis. Les débats parlementaires sur les quotas de femmes en Suisse et en France (1998-2000). Une analyse de discours.
Léa SGIER (2010)

Parliamentary Scrutiny of the European Security and Defence Policy. Le contrôle parlementaire de la politique européenne de sécurité et de défense.
Suzana Elena ANGHEL GAVRILESCU (2010)

Le rôle des espaces publics subnationaux dans le processus de légitimation démocratique: le cas des conseils de quartier dans la ville de Lyon.
Nasr-Eddine ABDELMOUMEN (2010)

Anciens membres du Département de Science politique

AESCHBACH	Sébastien	CESCHI	Gianreto
ALBERIO-ROSSET	Mariantonia	CHARDON	Robert
ALIGISAKIS	Maximos	CHERKAOUI	Mohamed
ALLARD	Isabelle	CHRISTIN	Thomas
ALVAREZ	Elvita	CIOLAC	Adina
ANDRE	Marie-Laure	COMTE	Joëlle
AYBERK	Ural	CONDOMINES	Jonas
BACHMANN	Carine	CREMIEUX	Laurent
BAGLIONI	Simone	D'ANCONA	Daniel
BANDLER	Marco	DACCORD	Yves
BARDIN ARIGONI	Gabriella	DELLA VECCHIA	Gabriella
BARI	Jean-Paul	DELLEY	Jean-Daniel
BARRANCO	José	DEMBINSKI	Dominique
BARRANCO	Manuel	DJANGITUKWA	Fewley
BARROSO	José	DONNEUR	André
BATTAGLINI-MOTTIER	Monica	DUBOIS	Nadja
BARTOLINI	Alexandre	DUBOUCHET	Julien
BARTOLINI	Stefano	DUNAND	Fabien
BAUMANN	Elisabeth	DUPONT	Cédric
BAUME	Sandrine	DUPONT	Christopher
BELOT	Céline	DURET	Pascal
BERCLAZ	Michel	DUTEIL	Aurore
BERGONIER	Henri	DUTOIT	Laurent
BERGMANN	Max	DUVERGER	Maurice
BETZ	Hans-Georg	EBERWEIN	Wolf-Dieter
BIRNBAUM	Pierre	EGGLI	Caroline
BITTAR	Lucienne	ENGELI	Isabelle
BLOCH	Michaël	ESCHET-SCHWARZ	André
BOCHSLER	Daniel	ESTERMANN	Beat
BOILLAT	Jean-Philippe	FALTER	Jürgen
BON	Frédéric	FINGER	Matthias
BORSANI	Reto	FISCHER	André-Bruno
BOYER	Brook	FRANCOIS	Martine
BRAILLARD	Philippe	FREY	Kathrin
BROTONS	Jean-Charles	FRIEDERICH	Pierre
BRUNI	Michela	FUEGER	Hélène
BRUNNER	Matthias	FRUTIGER	Andreas
BRUTTIN	Marie-Danièle	FUEZESSERY	Alexandre
BUBLOZ	Thierry	FÜGLISTER	Katharina
BÜTSCHI	Danielle	GALLAND	Blaise
CABALLERO	Wayra Guiomar	GALLARDO	Alvaro
CARAMANI	Daniele	GARCIA	Carlos
CATTACIN	Sandro	GENTILE	Pierre
CAUTRES	Bruno	GERMANN	Raimund
CEDERMANN	Lars	GIANNAKOPOULOS	Nicolas
GIOARA	Bogdan	MARTEL	Daniel

GLAUSER
GRINEVALD
GRUBER
GUIBENTIF
HANDLEY
HAYOZ
HAZAN
HORBER- PAPA ZIAN

ISRAEL
JEGEN
JOCHUM
JOHN
JOYE
KAESER
KANTI
KELLERHALS
KESSLER
KLAPPROTH
KLAY
KLEINER
KONISHI
KRIESI

KUCHTA
KUEHNE
KURTOGLOU
LACHAT
LAGER
LAMBERT
LANDAU
LANE
LANZSKI
LEDERMANN
LEGRAND-GERMANIER
LEVY
LINDER
LUTERBACHER
LUTERBECK
LUTHI
LUX
MAC LEOD
MACH
MAENZ
MAGGI
MARIETHOZ
MARKOV
MARQUES DE BASTOS
MARQUIS

Christophe
Jacques
Francis
Magdalena
David
Nicolas
Pierre
Katia

Stephan
Maya
Margit Theresia
Franz
Dominique
Guillaume
Priska
Christophe
Nicolas
Stéphane
Dieter
Mickael
Mario
Hanspeter

Kathrin
Armin
Patricia
Romain
Carole
Bernard
Alice
Jan-Erik
Michaël
Laszlo
Valérie
Marie-Thérèse
Wolf
Urs
Derek
Odette
Janos
Stéphanie
Antoine
Marcus
Jenny
Alexandre
Nedjalka
Guilhermina
Lionel

MASPOLI
MATAFORA
MATHELIER
MEIER
MEILLAND
MELICH
MERCCKX
MEYER
MILOSEVIC-
BIJLEVELD
MIRONESCO
MISTELI
MOLINARI
MONACO
MONTANGERO
MOTTIER
MULLER
MULLER
NICOLA
NIDEGGER
NOETZLIN
NORLOEFF
OSSIPOW
PAGNOSSIN-
ALIGSAKIS
PANCHAUD
PANNETT
PAPA
PAPADOPOULOS
PARADISO
PARINI
PASSY
PERRET
PERRINEAU
PFISTER
PICHELIN
PLOMB
POITRY
POZZO
PRZEWORSKI
PUGLIESE
PUPET
QUERMONNE
RAN
RAZAKAMANANTSOA
RENARD
REVAZ
REY
RICKLI

Gianluca
Enzo
Guillaume
Caroline
François
Anna
Véronique
Alexandre

Sophia
Christine
Odette
Sonja
Gianna
Yvette
Véronique
Ivan Paul
Jean-Daniel
Jacques
Marie-Claude
Edouard
Carla
William

Elisabetta
Christine
Gregory
Maria
Ioannis
Anna-Cosmina
Lorena
Florence
Sylvain
Pascal
Stéphane
Hervé
Georges
Alain-Valery
Andrea
Adam
Elisabetta
Pascal
Jean-Louis
Jan
Andry
Didier
Florian
Jean-Noël
Jean-Marc

RIVERIN BEAULIEU
RIVOLLIER
ROCHE
ROCHE
ROHNER
ROIG
ROLLE
ROSSET
ROTH
ROTHMAYR-ALLISON
ROULIN
RYWALSKI
SAINT-OUEN
SCHEHR BUCHS
SCHNEIDER
SCHROEDER
SIDJANSKI
SIERRO
SLIWINSKI
SPAGNOLI
STAHEL
STEPHANU
STEINER
STOJANOVIC
STREUN
TACKENBERG
TADDEI
TADDEO-STROHBACH
TATTINI
TRECHSEL
TSAKOS
URIO
VIGANO
VINCENT
VINUALES
VITALI
VON FADGYAS
VULLIEZ
WAEITI
WANG
WEIS
WEMEGAH
WERNLI
WEYERMANN
WIDMER
WILDAWSKY
WISLER

Caroline
Michel Auguste
Frédérique
Jean-Jacques
Dominic
Charles
Thérèse
Marc
André-Noël
Christine
Claude-Yane
Annick
François
Anne-Rachel
Daniel
Brigitte
Dusan
Nicolas
Marek
Marco
Albert A.
Konstantin
Jürg
Ljubisa
Pascale
Marco
Marco
Muriel
Véronique
Alexandre
Alexandre
Paolo
Bernardito
Jean-Marie
Jorge
Rocco
Gisèle
Valérie
Sonja
Jialu
Katja
Monica
Boris
Meret
Alexandre
Aaron
Dominique

YADI
YUAN
YUCE
ZIMMERMANN
ZUFFEREY
ZURBRIGGEN

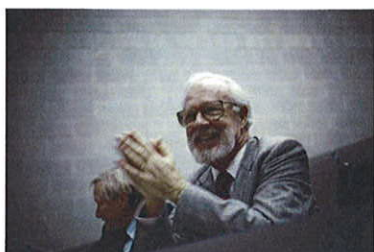
Melchiade
Ying
Yucel
Willy
Norbert
Ludwig

Membres actuels du Département de Science politique

ALLAN	Pierre	TISCHLER	Laurent
ANDERFUHREN- BIGET	Simon	TRESCH	Anke D.
ANTILLE	Etienne	VARONE	Frédéric
BACHELARD	Jérôme		
BALLMER-CAO	Thanh-Huyen		
BARRAS	Amélie		
BAUDOUI	Rémi		
BANFI	Elisa		
BLAVA	Alessia		
BOLGIANI	Iva		
CASSEGRAIN	Bertrand		
CLAVIEN	Gaëtan		
DAVIDSHOFER	Stephan		
DARBELLAY	Karine		
DUMONS	Sylvia		
EZNACK	Lucile		
FISCHER	Manuel		
GHAFFARI	Mehrshad		
GAVA	Roy		
GAVILANES	Amanda		
GERBER	Dominik		
GIANNI	Matteo		
GIUGNI	Marco		
GUILAUME	Xavier		
GYGER	Anne		
HEDJAZI	Alexandre B.		
HORBER	Eugène		
HUG	Simon		
KERGUEN	Nicolas		
LORENZINI	Jasmine		
LUCAS	Barbara		
MICHEL	Noémie		
MORARIU	Miruna		
NAÏ	Alessandro		
NICOLET	Sarah		
OESCH	Daniel		
PFLIEGER	Géraldine		
PICCIN	Francesca		
PUSTERLA	Elia		
RAESS	Damian		
RENNWALD	Line		
ROCHE	Jean-Jacques		
SCHEMEIL	Yves		
SCHWOK	René		
SCIARINI	Pascal		
SGIER	Léa		
TAWFIK	Amal		
TAVAGLIONE	Nicolas		

TABLE DES MATIERES

Préface	3
Passé/Présent/Avenir	
Origines et avenir du Département de Science politique <i>Dusan Sidjanski</i>	7
Le Département de Science politique en 2010 <i>Pascal Sciarini</i>	17
Grands Moments du Congrès de l'ASSP (7-8 janvier 2010)	
Politics as Confinement <i>Stefano Bartolini</i>	29
Table Ronde	43
Témoignages et Parcours	
Jubilé, Jubilez <i>Christine Mironesco</i>	59
« Il est interdit de fumer dans les lieux publics » <i>William Ossipow</i>	63
De Genève à Pékin : Entre le hasard et la nécessité <i>Paolo Urio</i>	73
Parcours de Politologue <i>Hanspeter Kriesi</i>	87
Parcours de Politologue. Une mobilité plus intellectuelle que géographique ? <i>Ioannis Papadopoulos</i>	93
Le nombre de contributions de qualité sera-t-il suffisant ? Note de lancement de la Revue Suisse de Science Politique <i>Pierre Allan</i>	101
Annexes	
Doctorats en Science politique (1971-2010)	109
Anciens membres du Département de Science politique	117
Membres actuels du Département de Science politique	121



DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE
Faculté des sciences économiques et sociales
Université de Genève
Mai 2010
www.unige.ch/ses/spo